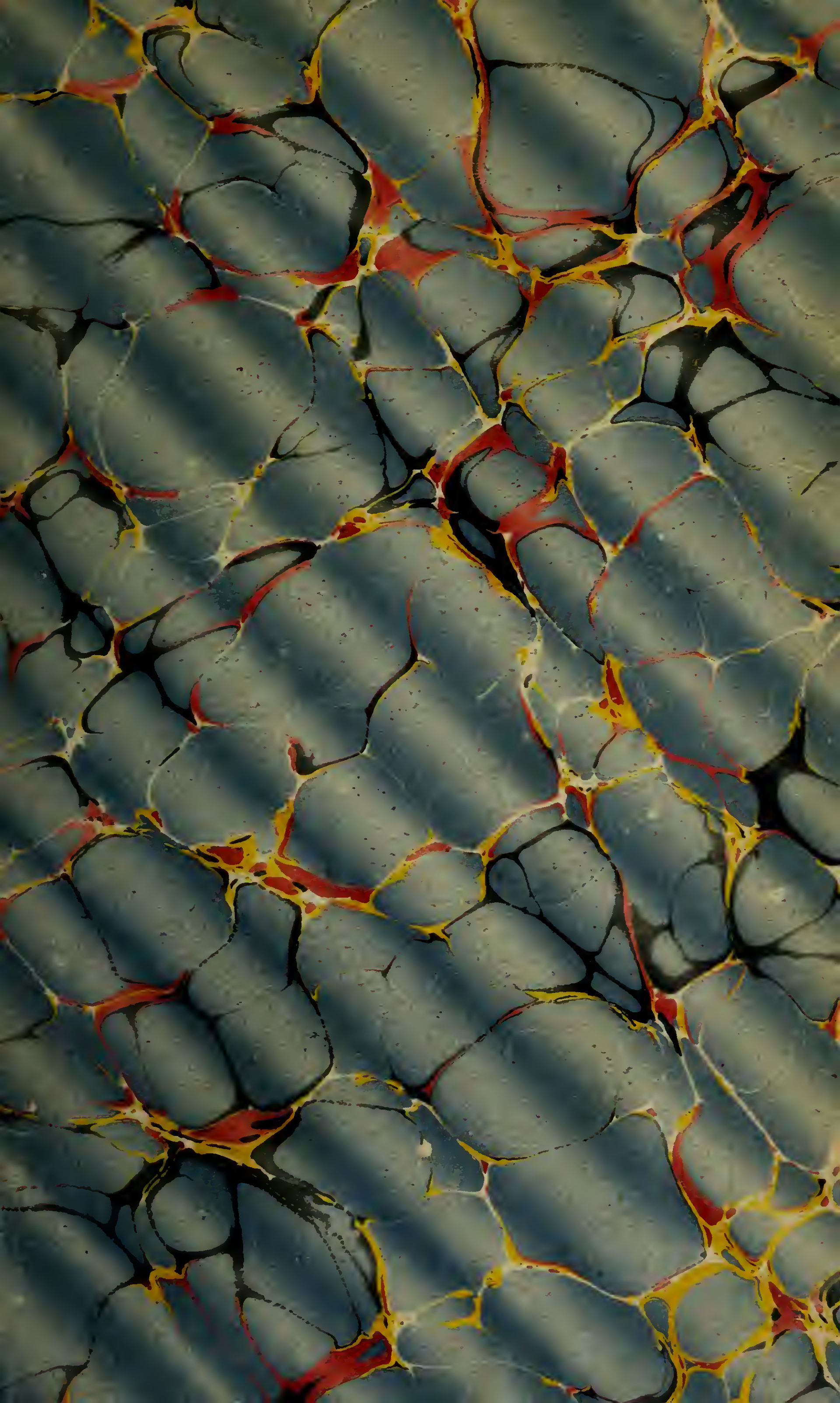

3 1761 07977455 0

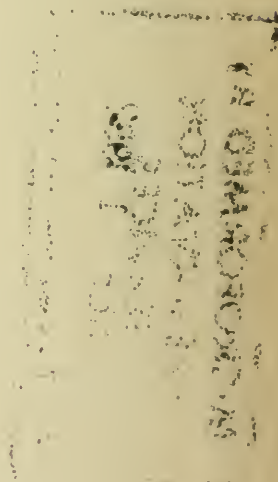




Le Général Boulanger

ET

LA CONSPIRATION MONARCHIQUE



ALBERT VERLY

Le Général Boulanger

ET

LA CONSPIRATION MONARCHIQUE



PARIS
PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR
28 *bis*, RUE DE RICHELIEU, 28 *bis*

—

1893

Il a été tiré à part, 5 exemplaires sur papier de Hollande
numérotés à la presse (1 à 5)

I

PRÉFACE NÉCESSAIRE

Lettre du Général Boulanger autorisant la publication de ce livre

Je suis de ceux (et ils étaient légion!) qui ont suivi le général Boulanger; j'étais de ceux (et le nombre en était moins grand!) qui voulaient énergiquement le conserver à la République.

Attaché au regretté Prince Impérial par des souvenirs d'enfance et de famille, je suis devenu républicain de raison, franchement rallié à ce régime; j'ai compris qu'il me fal-

lait passer par la porte « boulangiste » comme première étape, pour entrer dans la place, puisqu'une secte politique, entachée d'un exclusivisme jaloux, tenait la grande porte obstinément fermée et barrait la route à tous les hommes de bonne volonté qui n'étaient pas de leur camérilla.

Je vis le Général et, comme tous ceux qui l'ont approché, je fus séduit par le charme de sa conversation, attiré par sa bonne humeur, enthousiasmé par les éclats vibrants de son très réel patriotisme et conquis par sa franche et cordiale camaraderie.

Mon rôle actif commença en janvier 1889, lors de la fameuse élection de Paris. Je fus aussi du voyage de Tours, au mois de mars suivant.

Le 31 de ce même mois, je dînai chez le général en compagnie de plusieurs hommes politiques et d'intimes.

Le lendemain, quelle ne fut pas ma stupeur, quand j'appris la fuite en Belgique!

Je me raisonnai toutefois, et estimant que lorsqu'on est entré dans une voie qu'on croit être celle de la vérité, il faut y persister, je rejoignis le Général à Bruxelles et le suivis ensuite à Londres.

Je remplissais auprès de lui et de Dillon une mission absolument volontaire et *désintéressée* (1), c'est ce qui m'a permis de voir de près des choses curieuses, d'assister à des tripotages sans nom, à de scandaleux marchandages, à de révoltantes infamies, à de sourdes menées.

Je croyais toujours au triomphe final de la cause boulangiste, car je ne doutais pas du républicanisme du Général; mais, cruelle déception, les événements prirent une autre tournure. M. Dillon s'était jeté en plein orléanisme; des candidats soi-disant révisionnistes passaient à la caisse du baron de Mackau, et ces mêmes émargeurs deve-

(1) Mes voyages et mon logement à Londres étaient *seuls* remboursés d'après les ordres du Général.

naient les candidats agréés par Dillon. Au milieu de cette comédie, le Général, toujours souriant, gardait l'attitude de l'effacement et, malgré une certaine apathie, se portait garant du succès final.

En août, le spectacle que j'avais journellement sous les yeux n'était pas fait pour me plaire, à ce moment le Général, malgré quinze jours d'hésitation et de refus de la part du comte Dillon, me mit à la tête d'un service que je créai, rue Galilée, en vue des élections de province, ainsi qu'on le verra dans un chapitre de ce volume ; je m'adonnai énergiquement à ma tâche, décidé à lutter jusqu'au bout, malgré mon écœurement et mon découragement. J'avais promis : ma parole valait un serment.

Et, faut-il le dire? par moments je me prenais à espérer encore un succès prochain, car je *savais* le Général capable d'envoyer, un beau matin, promener tous ces fantoches, tous ces conspirateurs orléanistes, en dépit

même des promesses, des visites et de tous les engagements pris en son nom.

Les élections eurent lieu : la défaite fut irrémédiable.

J'avais suivi un homme qui devait me mener à la République ; cet homme disparu, la République restait.

Si tous ceux qui naguère criaient à tue-tête : « Vive la République ! » avaient gardé leur foi, la France serait aujourd'hui moins divisée, partant plus forte.

J'ai cru le moment opportun pour faire paraître ce livre. Le boulangisme fait aujourd'hui partie de l'histoire, c'est du domaine public. Je n'ai voulu spéculer ni sur le scandale, ni sur de malsaines curiosités ; je n'ai voulu répondre à aucune publication à titre affriolant et le Général, s'il vivait encore, approuverait hautement mon œuvre. Voici une lettre qu'il m'écrivait à ce sujet, en 1890, elle est curieuse à plus d'un titre.

« Saint Brelade's villa
Jersey

Saint-Brelade, le 18 septembre 1890

« MON CHER VERLY,

« J'ai été très sensible à votre bonne lettre et vous remercie de la sympathie et du dévouement que vous me témoignez à l'occasion des attaques auxquelles je suis en butte. Ce sont des gredins et des voleurs qui mènent cette odieuse campagne.

« Je *vous autorise* à répondre et *à agir* comme vous l'entendrez.

« Vous pouvez *écrire et dire* ce que vous savez et avez vu, car je ne crains pas la vérité. Elle ne peut que me servir et confondre mes calomniateurs. Je dis, me servir, parce que, loin de partager votre opinion sur la situation actuelle, je ne me crois pas

irrémédiablement vaincu. Quoi qu'en disent mes adversaires, quoi qu'en aient pensé un peu trop tôt ceux qui me trahissent aujourd'hui, je suis persuadé que mon rôle n'est pas terminé, et que la cause à laquelle je me suis dévoué triomphera avec moi.

« Les calomnies et les mensonges ne m'enlèveront pas la confiance du peuple, et tous mes partisans sincères, ceux qui sont venus à moi sans arrière-pensée, sont heureux de voir le parti se purifier et mon ancien entourage disparaître.

« Pour moi, quel débarras !

« Je regrette vivement les circonstances qui vous ont obligé à renoncer à votre voyage à Jersey. Inutile de vous dire que quand vous viendrez, vous serez toujours le bienvenu.

« Recevez, mon cher Verly, l'assurance de mes sentiments affectueux.

« G[al] BOULANGER »

Tout l'esprit du proscrit, tout le caractère de l'homme se révèlent dans les quelques lignes qu'on vient de lire. Vaincu, il ne désespérait pas encore ; abreuvé de désillusions et d'amertume, il ne parle qu'en passant de ceux qui l'ont trahi et renié. Il lui restait encore l'amour, c'est-à-dire la foi en l'avenir et la force dans l'adversité.

C'est pour moi un devoir de remettre bien des choses au point. J'en aurai une satisfaction personnelle et je pense que ce ne sera pas sans intérêt pour ceux qui ont vécu dans ce milieu, à cette époque de luttes déjà si loin de nous.

A. V.

II

AVANT-PROPOS

Comme cet ouvrage n'est pas un roman-feuilleton, on ne s'étonnera pas s'il ne présente pas une suite chronologique d'événements successifs.

Nous l'avons divisé en chapitres traitant de choses différentes à des époques diverses, pouvant tous s'enchaîner et faisant cependant chacun un tout complet.

Nous consacrons ce volume à des détails de la vie intime du Boulangisme qui présenteront, à n'en pas douter, un intérêt indéniable, et nous avons évité d'y exposer

tout ce qui tendrait à montrer, sous un jour trop défavorable, les personnalités auxquelles nous avons fait allusion dans notre préface.

Cela viendra à son heure.

III

DERNIERS JOURS A PARIS

Le dîner du 31 mars. — Le menu. — Les convives. — Le départ pour Bruxelles.

Le 31 mars 1889, invité à dîner chez le général je le trouvai seul à mon arrivée dans la serre aux plantes rares, meublée avec le goût exquis de la charmeuse fée du logis. Nous causâmes de choses et d'autres ; il était triste, soucieux et, maintes fois, pendant notre conversation, ses yeux s'emplissaient de larmes ; il passait fréquemment la main sur son front comme pour

chasser quelque pensée obsédante et pénible. Les autres convives arrivèrent vers 8 heures et prirent place dans la coquette salle à manger de l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville. Autour de la table luxueusement servie : M., Madame et Mlles Barbier, M. et Mme Lucien Millevoye, M. et Mme Dugué de la Fauconnerie, M. et Mme Robert-Mitchell, M. et Mme Le Hérissé, l'Amphytrion et M. Albert Verly.

Nous donnons ici le menu de ce dîner « des funérailles » digne plutôt d'un banquet de réjouissance !

Consommé de gibier à la française

Filets de turbot normande

Côtelettes de pré-salé à la paysanne

Ris de veau à l'Ivoire

Timbales de cailles à la purée de truffes

Punch à la Romaine

—

Jambon d'Yorck au Malvoisie

Salade de saison

Poularde glacée à la Néva

Asperges en branches sauce mousseline

Plum-Pudding anglais

L'*œillet rouge*

Ce menu, au nom de chaque convive, orné d'un délicieux dessin Louis XV, avait été écrit entièrement de la main de Mme de Bonnemain, qui, de la « coulisse », présidait avec son exquise élégance et son affectueux dévouement au général, à toute l'ordonnance de l'hôtel, réglant, quoique invisible, tous les détails de l'existence mondaine de celui auquel elle avait consacré sa vie.

Le dîner ne fut pas, je dois le dire, des plus gais. Une contrainte poignante, un sentiment inexplicable semblaient agiter chacun. Le Général, si expansif d'ordinaire,

paraissait inquiet, préoccupé ; par instant, son œil bleu, limpide et bon se voilait, comme d'un nuage, son front se plissait et de secrètes appréhensions pesaient sur tous.

On parla beaucoup de l'affaire de la *Ligue des Patriotes*, d'arrestations probables, on émit des craintes sérieuses sur les projets du gouvernement. Pendant une accalmie, au milieu d'un profond silence, un des convives (je crois bien que c'était l'auteur de ces lignes) s'écria : Eh mais ! mon général, c'est le banquet des *Girondins !*

— Qui sait ? répondit Boulanger, en accompagnant ses paroles d'un sourire forcé, et en dardant sur ses invités son long regard mélancolique.

Nul cependant ne pouvait alors pressentir l'avenir. Le dîner du 31 mars fut toutefois le dernier que le Général Boulanger devait faire en France, c'était bien le *banquet des Girondins !*

Le lendemain, il partait pour la Belgique !

Nous ne raconterons pas les détails de cette *hégire,* ils sont encore présents à la mémoire de tous.

Quand la nouvelle de ce grave événement se répandit, Paris refusa d'abord d'y croire; peu à peu le bruit prit de la consistance; et, à l'hésitation, au doute, firent place la certitude et la stupeur. Il y eut, dès ce moment, chez certains une première tentative de lâchage.

Le 2 avril, au matin, l'hôtel de la rue Dumont-d'Urville présentait l'aspect d'une maison *hantée.* L'affolement y était à son comble, les domestiques étaient ahuris, ne sachant que répondre aux questions des milliers de visiteurs qui affluaient aux nouvelles. Les secrétaires avaient bouche close. Seul le capitaine Guiraud, assis au second étage sur une banquette devant la porte du cabinet du Général, tenait tête aux curieux.

— Parti, le Général! Allons donc! disait-

il, en haussant les épaules ; il est à Paris et doit rentrer tantôt.

Mais, avec moi, il fut plus ouvert, et me serrant la main avec force, il me confessa tout bas la stupéfiante réalité.

Dans sa brusquerie toute militaire, le capitaine Guiraud ne ménageait pas *son* Général et ses expressions dénotaient une fureur concentrée en de cuisants reproches. Il changea depuis, plusieurs fois d'avis, et dans la suite, le capitaine devait avoir avec son ancien chef de nombreux démêlés ; plus tard à Londres il fut obligé de rentrer en France, l'accord entre ces deux hommes n'étant plus possible. Ces questions d'ordre intime, dont nous connaissons les moindres détails, n'ont rien à voir dans cet ouvrage, nous ne nous y arrèterons donc pas. Je quittai Guiraud et l'hôtel vide avec un profond serrement de cœur, sentant qu'il venait de se jouer une suprême partie, et entrevoyant des conséquences néfastes pour l'ave-

nir ; néanmoins, mes affaires réglées à Paris, je décidai de rejoindre le Général et quelques jours après, je partis pour la Belgique.

IV

A BRUXELLES

Séjour. — Visites. — Le Prince Victor et le Général. — La vérité sur l'entrevue du bois de la Cambre. — Le comité national à Bruxelles. — Les Mouchards. — L'hôtel Mengelle. — Fête de famille. — Le gouvernement belge. — Le départ décidé. — De Bruxelles à Ostende. — D'Ostende à Douvres. — De Douvres à Londres.

Me voilà donc à Bruxelles que j'avais gagné, avec une simple valise, comptant n'y séjourner que quelques jours et où je demeurais cependant jusqu'au départ pour Ostende.

Arrivé le 7 avril dans la nuit, je fis aussitôt prévenir le général que je me présen-

terais chez lui le matin. A mon réveil je reçus une carte du comte et de la comtesse Dillon me priant, par ordre du général, à déjeuner avec eux, le même jour, à midi.

A 9 heures j'entrai chez le chef du parti révisioniste qui m'accueillit avec une expansive cordialité.

— C'est bien à vous d'être venu me voir si loin de la rue Dumont-d'Urville, déclara-il, en me serrant vigoureusement les mains. Et que dit-on à Paris ?

— Ma foi, mon général, répondis-je, l'effet produit par votre départ n'a pas été des plus favorables. On vous reproche ce subit effarement. Enfin nous verrons.

— Ceux qui critiquent mon départ sont des *niais*, répliqua-t-il vivement. J'ai bien fait et c'est aussi l'avis de Naquet, de Laisant et de Laguerre qui me conseillaient ce départ dans des lettres que j'ai d'ailleurs publiées. Vous verrez que l'avenir me donnera raison.

Nous causâmes longuement et, à la fin de notre entretien, je lui demandai s'il désirait me garder près de lui pendant son exil.

« Vous savez, lui dis-je, que je sors des rangs impérialistes et garde un respectueux et affectueux souvenir de Napoléon III et du prince Impérial, mais aimant profondément mon pays je suis aujourd'hui un partisan résolu de la République telle que la comprend votre programme. Je puis donc rester près de vous en toute loyauté.

— Je le sais, mon ami. Puis après un silence il reprit :

— Avez-vous une bonne santé?

— Mais je crois que oui, mon général.

— En ce cas restez avec moi. Vous me serez, en effet, d'une grande utilité pour différentes missions absolument confidentielles en France et à l'étranger. J'aurai besoin d'un ami sûr, discret, au désintéressement éprouvé. En ce cas je vous remercie

de me consacrer votre temps et qui sait votre liberté, peut-être. Est-ce dit?

— C'est dit, mon général. Quoi qu'il arrive, je resterai jusqu'au bout de la campagne électorale attaché à votre cause. Comptez sur mon dévouement.

Notre entretien avait été assez long. Beaucoup de personnes attendaient dans l'antichambre. Je me retirai donc et serrai la main au passage à Robert Mitchell et à de Loqueyssie qui attendaient leur tour.

C'était chaque jour de nouveaux visiteurs venus de Paris et des quatre coins de la France.

M. Arthur Meyer, directeur du *Gaulois*, était ce matin-là dans Bruxelles. Interrogé sur le but de son voyage, il répondit en ces termes.

Je suis depuis 15 ou 16 ans lié avec le comte et la comtesse Dillon, j'ai tenu à venir leur serrer la main dans les circonstances actuelles.

« L'attachement que j'ai pour le général m'a également engagé à faire ce voyage.

« Ma politique est bien simple : Je ne veux laisser *confisquer* le général *ni par les républicains ni par les Bonapartistes* et j'ai tenu à ce qu'il trouve aussi, dans ces moments difficiles, *des royalistes auprès de lui.* »

Hélas ! c'est bien là ce qui a perdu l'ancien ministre de la guerre ! Il n'en eut que trop de royalistes auprès de lui pour son malheur et pour celui de la République que nous rêvions.

Le déjeuner du 7 avril nous avait réunis dans l'appartement n° 32 qui servait de salle à manger. Comme convives, le général, le comte et la comtesse Dillon, Robert Mitchell, Arthur Meyer et Verly ; on causa beaucoup de Paris, cela va sans dire, et surtout de l'incident Thiébaud-Rochefort.

Rochefort vint nous voir au dessert. Il apportait sa note gaie et humoristique.

Après le déjeuner je rencontrai M. de Loqueyssie qui me déclara avoir décliné l'invitation du général au déjeuner du même jour et voici les raisons qu'il m'en donna :

Avant de quitter Paris, M. de Loqueyssie avait écrit au prince Victor pour lui annoncer sa visite. De son côté le général Boulanger lui avait dit, le matin, que du moment qu'il se rendait chez le prince Victor, il ne pourrait le recevoir à l'hôtel Mengelle, car la malveillance ne manquerait pas d'exploiter à sa façon la coïncidence de ces deux visites. L'ancien directeur du *Pays* ne revint donc pas chez Boulanger.

On eût dit que le général prévoyait les racontars de l'*Indépendance belge* relatifs à la prétendue entrevue des deux exilés, dans le bois de la Cambre.

Le soir même, le journal de M. Bérardi publiait, en effet, avec un grand luxe de détails, le récit d'une entrevue secrète qui aurait eu lieu dans le bois de la Cambre

entre le prince Victor Napoléon et le général Boulanger. Ce journal donnait la nouvelle avec une précision mathématique, citant la minute précise où les interlocuteurs s'étaient rencontrés.

La vérité est qu'à l'heure même où, d'après l'*Indépendance belge*, le prince Victor avait vu le général, je sortais d'un assez long entretien avec ce dernier; et, deux personnes de Marseille, MM. Fontaine et Champetier me succédaient auprès de lui avant MM. Mitchell et de Loqueyssie.

Mais l'*Indépendance* n'en voulut pas démordre. Soit amour-propre d'auteur, soit question de boutique, soit passion politique, ce journal maintint ses affirmations, malgré les protestations du prince Victor, et malgré la lettre ci-dessous que nous lui adressâmes :

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

« Permettez-moi de protester, dans votre honorable journal, contre un récit absolument mensonger qu'un de vos reporters, malgré des dénégations formelles et venant de personnes autorisées, tend à vouloir accréditer auprès de vos lecteurs.

« Hier matin, dimanche, le général Boulanger m'a fait l'honneur de me recevoir de neuf heures à neuf heures et demie ; la conversation que nous avons eue ensemble s'est prolongée au delà de dix heures et MM. Fontaine et Champetier de Marseille étaient introduits auprès du général, au moment où je le quittais. Leur entretien a duré jusqu'au delà de onze heures.

« Dans ces conditions, il était assez difficile au général Boulanger de se trouver au bois de la Cambre, et, dans l'intérêt de la vérité, qui doit, j'en suis assuré, être l'unique souci de votre journal, je vous serais reconnaissant

de vouloir bien publier cette lettre rectificative.

« Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée,

« Baron Verly. »

8 avril 1889.

Le général s'était, à diverses reprises, exprimé assez sévèrement sur l'attitude de ce journal et un propos dénaturé provoqua la susceptibilité de M. Bérardi, directeur de l'*Indépendance*. Il y eut échange de témoins et, après explications, il fut reconnu que les paroles prêtées à Boulanger n'avaient pas été prononcées par lui.

Du reste, notre ami Bois Glavy nous donne un récit exact (qui n'a jamais été publié), sur cette entrevue du bois de la Cambre. Nous lui laissons ici la parole :

« Dès votre arrivée à Bruxelles vous avez pu voir de quelle surveillance continue, pour ne pas employer un autre mot, les journalistes belges entouraient l'hôtel Mengelle et le général; ils eussent voulu savoir à l'avance ce qu'allait faire l'exilé, ce qu'il pouvait décider, pour un peu ils se seraient cachés sous son lit pour surprendre pendant son sommeil les rêves qu'il aurait pu concevoir.

Et c'est de quelques mesures prises pour échapper à cette surveillance qu'est née la fameuse légende de l'entrevue du prince Victor et du général Boulanger. Voici les faits :

Le vendredi un de nos amis politiques, chef du parti bonapartiste dans le Nord, M. Bottiaux, qui était venu saluer le proscrit à Bruxelles, s'était également rendu chez le prince Victor.

A son retour, il me parla de cette visite et me dit que le fils du prince Jérôme s'éton-

nait que je ne fusse pas allé déposer ma carte, avenue Louise, dès mon arrivée dans la capitale du Brabant.

Le samedi matin un camarade de Paris, M. Falaize qui se trouvait à Bruxelles pour des affaires, vint me voir et me proposa une promenade au bois de la Cambre. J'acceptai avec d'autant plus de plaisir son aimable offre que je me proposai en passant par l'avenue Louise de déposer ma carte chez le prince.

Au 253 je remis le carton au valet de pied qui me pria d'attendre M. le marquis de Las Marismas de service auprès de Son Altesse.

J'entrai dans le fumoir où M. de Las Marismas ne tarda pas à venir me rejoindre.

Après avoir causé de la politique et de ce qui se passait à l'hôtel Mengelle, le marquis me dit de revenir l'après-midi pour voir M. de Lavalette attendu ce jour-là et

qui, selon lui, devait avoir des communications intéressantes à me faire.

Je fis part immédiatement au Général et au comte Dillon de ma démarche du matin, démarche qui m'était toute personnelle, de ce que m'avait dit M. de Las Marimas et leur demandai si je devais ou non aller voir le marquis de Lavalette estimant que je ne pouvais le faire sans leur autorisation.

Après s'être consultés, ils furent d'avis qu'il n'y avait aucun inconvénient, au contraire ; que du reste M. de Lavalette qu'ils avaient vu souvent à Paris pouvait être chargé de la part de différents amis de communications les concernant.

Dans l'après-midi je retournai avenue Louise où je fus immédiatement reçu par le regretté marquis avec lequel j'étais en relations depuis plusieurs années.

Après une assez longue conversation, il me dit avoir l'intention d'aller déposer sa carte à l'hôtel Mengelle sans s'y arrêter, ne

voulant pas s'exposer à la curiosité des reporters belges. Mais, désirant voir Dillon, M. de Lavalette me pria de lui ménager une entrevue avec ce dernier, soit dans un restaurant, soit au bois de la Cambre, pour causer un peu longuement avec lui et lui donner certains renseignements qu'il jugeait urgents au point de vue de la conduite à tenir vis-à-vis du gouvernement belge pour ne pas se l'aliéner. « Nous sommes depuis assez longtemps en exil, ajouta-t-il, pour avoir fait une école sérieuse et faire profiter nos amis de quelques bons et utiles conseils. »

Dès mon retour à l'hôtel je communiquai cette conversation au Général et à Dillon ; ils furent d'avis qu'une entrevue entre Dillon et Lavalette pouvait être d'un intérêt supérieur. Le comte me pria de prévenir M. de Lavalette qu'on se réunirait le lendemain matin, à dix heures, à la laiterie du bois de la Cambre et me chargea de prendre les mesures nécessaires.

M. Mengelle, le directeur de l'hôtel, est français, ingénieur sorti de l'Ecole centrale; il trouva préférable, après avoir longtemps voyagé, de se retirer à Bruxelles au milieu de sa famille et de diriger l'important établissement fondé par ses parents. Il était très dévoué au Général qui le traitait en ami, aussi lui demandait-on souvent conseil. Je l'informai de la mission dont j'étais chargé et le priai de retenir une voiture chez son loueur habituel.

Parfaitement, me dit-il, mais, pour dépister les curieux, je ferai entrer la voiture par la porte de derrière dans la cour et vous sortirez également de la même façon.

Cette précaution fut cause de tout; le cocher s'imagina je ne sais quoi et la suite de ce récit démontrera jusqu'où peut aller la bêtise humaine.

Tout fut arrangé comme convenu, je prévins le marquis de Lavalette, je reconnus le lieu du rendez-vous et revins à l'hôtel.

A peine de retour Mengelle vint dans ma chambre et me dit : « Depuis votre départ, j'ai réfléchi à une chose, la laiterie de la Cambre tout en étant dirigée par Artus est commanditée par Roland, président de la Chambre de commerce française, un opportuniste enragé, qui pourrait s'y trouver demain matin, il est préférable que vous ne le rencontriez pas, allez donc au pré Catelan qui est un peu plus avant dans le bois et tenue par une brave femme toute dévouée au prince Victor ». J'informai Dillon de ce changement et ne pus rencontrer M. de Lavalette pour lui donner cet avis ; dans la soirée il fut convenu avec le comte que nous partirions plus tôt de façon à être arrivés les premiers à l'entrée du bois pour prévenir le marquis du nouveau rendez-vous.

Dillon qui professait une sainte horreur pour tout ce qui s'accomplissait simplement et semblait prendre un malin plaisir à com-

pliquer toute chose, me donna ses dernières instructions.

Je devais quitter l'hôtel à neuf heures du matin, dans le coupé du loueur, par la porte de derrière, et attendre le comte dans la rue du Marché-aux-Herbes devant les galeries de la Reine. Lui, sortait dix minutes après par la grande porte, prenait un fiacre, se faisait conduire aux galeries Saint-Hubert par la rue de l'Ecuyer, y entrait, traversait la galerie du Roi, sortait par la galerie de la Reine et venait me rejoindre dans le fameux coupé.

Ces ordres furent ponctuellement exécutés et de la rue du Marché-aux-Herbes nous partîmes pour le bois de la Cambre.

En passant devant l'habitation du prince Victor nous aperçûmes un coupé de louage qui stationnait attendant sans doute M. de Lavalette.

Arrivés au bois, nous fîmes arrêter la voiture à l'entrée et arpentâmes l'allée centrale guettant le coupé aperçu.

Ce dernier apparut bientôt, stoppa, Dillon s'y précipita aux côtés du marquis et moi je repris notre voiture pour aller rejoindre ces messieurs au pré Catelan.

Je les retrouvai quelques minutes après, assis dans le jardin de l'établissement, sous une vérandah ouverte à tous les vents. Je voulus, par discrétion, me retirer, mais ils insistèrent pour que j'assistasse à leur entretien et me firent servir ainsi qu'à eux un verre de madère.

La conversation dura une demi-heure. Tout près de nous stationnaient les deux cochers et à chaque instant de nombreux promeneurs s'attablaient sous la vérandah, heureux de venir respirer les premières effluves du printemps. Ces braves gens s'occupaient peu de nous, le contraire eût eu lieu s'il se fût agi du Général, déjà très populaire à Bruxelles et du prince Victor dont la physionomie était connue de tous.

L'entretien, qui roula tout le temps sur la

conduite à tenir vis-à-vis du gouvernement belge, se termina à dix heures et demie. — Le marquis regagna l'avenue Louise dans son coupé; Dillon et moi reprîmes notre même voiture. Toujours pour simplifier les choses, le comte descendit en route, boulevard du Régent, voulant regagner l'hôtel à pied, moi je rentrai par la porte de derrière et réglai le cocher.

Je remis à ce digne automédon cinq francs de gratification, sur l'ordre de Dillon. Je ne reçus pas de remerciement chaleureux. le collignon Bruxellois était vexé. De quoi, mon Dieu? Et tout simplement de ce qu'on avait négligé de lui faire donner un verre au bois de la Cambre.

Pour une fois, les cochers belges sont portés sur la boisson, savez-vous!

De là vint tout le mal.

Tel est dans toute sa vérité le récit de la fameuse entrevue. Bois-Glavy paria même cinq cents francs à remettre aux pauvres de

Bruxelles avec le secrétaire de la rédaction du journal de M. Bérardi, qui déclina honteusement ce pari.

Le cocher qui avait conduit le comte Dillon et notre confrère était d'habitude employé par l'hôtel ; les reporters belges le connaissaient, ils allèrent chez son patron, lui payèrent le fameux verre si désiré et cet imbécile, trompé par les mesures de précaution prises, raconta de bonne foi le roman qui fit le tour de la presse bruxelloise et dont nous parlons plus haut.

Dernier et typique détail : le reporter de l'*Indépendance belge*, qui fabriqua l'histoire de ce mystérieux rendez-vous, était le même qui, le 3 avril, dans la gare du Midi, adressait au général Boulanger, au nom de tous ses confrères, une allocution dans laquelle il l'assurait de leur entier dévouement.

Sur la plainte de Mengelle, le loueur avait chassé le cocher, auteur inconscient de toute cette histoire ; sur la demande expresse du

général, dont on n'a plus à louer la bonté, Mengelle dut prier le loueur de reprendre cet employé, qui était père de famille.

Ici se termine le récit écrit par notre ami Bois-Glavy.

Durant le séjour à Bruxelles, les sympathies publiques furent acquises à l'Exilé. Les Belges étaient fort respectueux ; mais, chaque jour, les nombreux Français accourus pour visiter le chef du mouvement révisionniste ne laissaient pas que d'inquiéter vivement le gouvernement opportuniste qui, de son côté, pesait le plus possible sur les ministres du roi Léopold pour provoquer une expulsion.

L'arrivée du comité national au grand complet mit le feu aux poudres. La plupart des membres du comité débarquaient à Bruxelles le mardi 15 avril par le rapide de minuit. Le général envoya à la gare MM. Mouton et Bois-Glavy pour les attendre. Ils descendirent à l'hôtel central, déposèrent leurs bagages, et, le voyage ayant excité leur appé-

tit, ils cherchèrent un endroit pour souper.

Un seul établissement bien connu restait ouvert : le Parc aux huîtres. — Ils s'y rendirent; leur entrée ne fut pas sans occasionner un léger émoi, causé par les allures bruyantes de ces messieurs, allures qui, à Londres, pays du *cant* et de la correction, ne furent pas sans jeter un certain discrédit sur le parti national.

A peine commençaient-ils à faire honneur au souper commandé qu'entrèrent dans le restaurant trois consommateurs à moustaches, à chapeaux ronds qui s'assirent à une table, y prirent une simple consommation, ne cessant de dévisager les membres du comité.

Dès leur entrée, une certaine émotion s'était produite parmi les voyageurs; ils chuchotaient entre eux et comme Bois-Glavy leur demandait les causes de cette préoccupation, l'un d'eux, un des plus dévoués, des plus honnêtes, des plus sympathiques, M. de Susini, qui doit à sa nature corse une certaine

exagération dans les idées s'écria : ce sont des mouchards ! Bois-Glavy manifestant quelques doutes, il prit à témoin Laporte et Laur que ces nouveaux venus avaient voyagé par le même train qu'eux et qu'à chaque arrêt ils avaient plongé leurs regards dans le compartiment ayant l'air d'exercer une sorte de surveillance.

Le lendemain matin eut lieu la réunion du comité, suivie du déjeuner offert par le général.

Le repas fut donné dans une salle spéciale au rez-de-chaussée de l'hôtel Mengelle.

En sortant de table, Boulanger rencontra, dans le hall de l'hôtel, plusieurs personnes venues de Paris attendant leur réception.

Parmi ces personnes se trouvaient les trois soi-disant mouchards ; le Général s'avança directement vers eux et, au moment où M. de Susini se précipitait pour prévenir le président du comité national de la qualité qu'il supposait inhérente à ces individus, il vit

avec la plus grande stupéfaction Boulanger leur serrer à tous trois les mains et dire à l'un d'eux : « Eh ! mon cher comte, comme vous êtes aimable d'être venu me voir, vous et vos amis ! » Le cher comte était M. le comte d'Elva, qui fut à Saint-Cyr dans la compagnie commandée par le général avant la guerre, et quitta l'armée avec le grade de capitaine instructeur à Saint-Cyr un peu avant son élection comme député de la Mayenne.

Les deux autres étaient M. le vicomte Lebret et M. Bâtard, de Nantes, camarades de d'Elva, un peu plus tard candidats boulangistes, qui n'eurent pas la chance du représentant de la première circonscription de Laval.

Lorsque Boulanger sut à quelle méprise ces messieurs avaient donné lieu, il ne put s'empêcher de décocher à son ami de Susini quelques traits joyeux.

Informé des menées du gouvernement français, des intrigues auprès des ministres

belges, le Général, après avoir pris conseil de ses amis, résolut de quitter Bruxelles et de se fixer à Londres. L'Angleterre, quoique dans les rapports les plus amicaux avec la France, n'est pas un pays que les pressions extérieures peuvent intimider, et Boulanger était convaincu que la correction de son attitude lui assurerait à Londres une sécurité plus grande qu'en Belgique.

Le départ fut donc décidé et fixé au mercredi 24 avril.

La colonie française de Bruxelles et grand nombre de nos compatriotes venus de Paris avaient projeté de faire pour le 29 avril, anniversaire de la naissance du Général, une grande manifestation de sympathie. Cette fête fut avancée, étant donné le départ pour Londres; elle eut lieu le lundi 22. Ce fut pendant toute la journée un défilé ininterrompu d'amis connus et inconnus une avalanche d'adresses, de télégrammes et des monceaux de bouquets.

Nous nous rendîmes auprès du Général et, en lui offrant une gerbe d'œillets rouges, un de nous lui adressa quelques paroles l'assurant de notre concours dévoué et souhaitant sa prompte rentrée en France.

Il répondit en ces termes :

« Merci, messieurs, des paroles que vous venez de m'adresser, merci aussi de votre dévouement sur lequel je compte absolument.

« Que nous soyons ici, à Londres ou ailleurs, nous travaillerons toujours pour la France, pour la grandeur de la patrie, pour sa tranquillité à l'intérieur, pour sa dignité à l'extérieur.

« Vous parlez de rentrer à Paris, soyez assurés que nous y rentrerons bientôt et la tête haute.

« Je ne veux pas et n'ai jamais voulu sortir de la légalité ; nous attendrons le triomphe de nos idées légalement, de par les élections

prochaines et d'ici là, vous comme moi, nous travaillerons pour assurer le succès de notre politique nationale.

« Merci, messieurs, de vos vœux ; votre démarche me touche profondément. »

Notre ami était réellement ému de ces marques d'affection que ressent plus vivement encore un proscrit.

Dans la soirée, on fit les préparatifs de départ, la note de l'hôtel Mengelle fut réglée.

A propos de cette note il nous semble intéressant pour nos lecteurs de répondre à une accusation de l'auteur ou mieux, des auteurs des fameuses *Coulisses du Boulangisme*. Dans cette élucubration scandaleuse, on a parlé avec indignation de la facture de l'hôtel Mengelle s'élevant à 22.000 francs, du 1er au 24 avril 1889.

Les auteurs des *Coulisses* sont-ils bien certains de ne pas avoir participé pour leur quote-part à ces frais?

En tous les cas, sur cette note que nous avons *vue* se trouvaient toutes les dépenses des *membres du Comité national*, des *députés*, les frais d'appartements du Général, de Mme de Bonnemain, du comte et de la comtesse Dillon, de leurs gens, du capitaine Guiraud et de sa belle-sœur (?), de Mouton, Dufour, etc., de tous les visiteurs venant de Paris appelés par le Général, et de certains individus remplissant des fonctions auxiliaires et dont l'indélicatesse allait jusqu'à se faire payer *des chemises et des faux-cols* sur la note commune. Ajoutez à cela les frais de voitures, de dépêches, de timbres, de téléphone et le chiffre ne paraîtra plus exorbitant.

Il faut dire aussi que l'aimable M. Mengelle, dont la courtoisie pour nous a toujours été au-dessus de tout éloge, tenait ses prix assez élevés; j'en sais quelque chose, ayant été *le seul* à Bruxelles à régler ma facture personnellement, ne voulant pas être con-

fondu avec la bande des sous-ordres faméliques qui traitait la caisse révisionniste en pays conquis.

Pour être fidèle à la vérité, nous devons ajouter qu'il resta de la note de M. Mengelle une soulte que le comte Dillon négligea toujours de payer. Pareil oubli avait été commis à Paris au restaurant Durand, et ce n'est que sur mes instances et par mon intermédiaire qu'au mois de juillet suivant MM. Sylvain furent réglés.

Le mercredi 24 avril, un train spécial nous emportait sur Ostende!

Nous y arrivâmes à neuf heures du matin; le *Victoria* était sous vapeur. Sur le quai d'embarquement une foule nombreuse et sympathique attendait l'élu du 27 janvier.

Avec leur chef, prirent place à bord: MM. le comte Dillon, Turquet, Naquet, Verly. Bois-Glavy, Mouton, Vervoort, Mermeix, Dufour, et plusieurs de nos amis.

Au moment où le *paquebot* s'ébranla, la

foule se découvrit respectueusement et le genéral, debout sur la passerelle, répondit, en proie à la plus vive émotion, en saluant, à son tour, ces courtisans du malheur et la Belgique où bientôt il devait dormir son dernier sommeil.

Le *Victoria* avait à peine donné quelques tours de roue que nous nous trouvâmes en face d'une barque de pêche à la corne de laquelle flottait, glorieusement déployé, le drapeau tricolore. Les marins placés à l'avant leur bonnet à la main, criaient : « Vive la France, vive le général Boulanger ! » C'était la *Sainte-Marie des Anges* de Dieppe qui se trouvait en rade d'Ostende et dont le patron et les hommes avaient tenu à honneur de saluer de leurs vivats patriotiques l'ancien ministre de la guerre qui avait un moment incarné en lui l'espoir de la revanche et que les haines politiques forçaient à chercher un refuge chez l'*Anglais*.

Le *Victoria* est un des meilleurs marcheurs

de la Compagnie ; parti à neuf heures et demie, il abordait le quai de Douvres cinq heures après.

Pendant la première moitié de la traversée, alors que Naquet, dès le départ s'était couché dans une cabine pour éviter les souffrances, le général avait été fort gai ; mais au bout d'une heure, le mal de mer qu'il redoutait énormément avait eu raison de lui.

A ce sujet Bois-Glavy me raconte une anecdocte qu'il tient du général lui-même :

« En 1861, lorsque, lieutenant aux tirailleurs Algériens, et à peine remis de la blessure qui lui avait traversé la poitrine à Mélegnano, il quitta l'Algérie pour se rendre en Cochinchine, où à Thuan-Moï, il versait à nouveau deux fois son sang pour la France, il fut tellement éprouvé par la mer que, lorsque son tour de relève arriva pour rentrer dans sa patrie, il hésita et se demanda si, pour éviter les souffrances qu'il

avait endurées à l'aller, il ne solliciterait pas d'entrer dans le corps des officiers détachés aux affaires indigènes. — Il faut dire qu'à cette époque le canal de Suez n'étant pas percé, la traversée de Cochinchine en France était fort longue. — Mais, son amour familial le guidait, il avait hâte de revoir la terre natale et les siens et affronta courageusement une nouvelle traversée. »

Lorsque nous arrivâmes à hauteur de Dunkerque, le capitaine vint nous prévenir que nous étions en vue des côtes de France. Le général oublia son mal et tous, fortement émus, tête découverte, nous poussâmes le cri de « Vive la France », saluant la mère patrie que lui seul de nous tous ne devait plus revoir !

Il semblait que la secousse qu'il venait d'éprouver eût augmenté son malaise ; aussi à l'arrivée à Douvres, Bois-Glavy dut-il le prévenir d'avoir à réagir parce que de

nombreux Anglais apparaissaient sur le port.

En même temps, du *Victoria* partait un coup de canon ; c'était le salut au drapeau français, hissé en ce moment au grand mât du navire, cérémonie qui n'a jamais lieu que pour les souverains.

Cette apparition inattendue de nos couleurs nationales, à l'arrivée en exil, dans un pays si différent du nôtre et comme langue et comme mœurs, ne nous laissa pas indifférents. Mais le bateau rangeait le quai et les cris de : « Vive Boulanger, » en montrant les sympathies qu'on ressentait pour notre chef, nous firent oublier l'émoi passé.

Une demi-heure après, les voyageurs montaient dans le train et, à trois heures quinze, nous entrions en gare de Charing-Cross par un brouillard des plus épais !

La cour de la gare était encombrée de monde ; les Londoniens acclamèrent le général malgré une contre-manifestation orga-

nisée par un agent du gouvernement français, un ancien communard, nommé Pilotel.

Des voitures nous déposèrent à l'*Hôtel Bristol*, dans Piccadilly. Le général, brisé de fatigue, gagna les appartements qui lui étaient réservés au rez-de-chaussée et se mit aussitôt au travail après avoir fait rigoureusement consigner sa porte.

Les trois semaines passées à Bruxelles avaient été une halte plutôt qu'une période active. C'était un continuel échange de lettres, de démarches, d'adresses, vraie navette entre Paris et l'Hôtel Mengelle. On se tâtait, on cherchait une ligne à prendre.

Le parti royaliste commençait à dresser ses batteries et à accaparer complètement le comte Dillon, tout en préparant ses candidatures.

Aux yeux des orléanistes, le général n'était déjà plus que le nom encore populaire, la « planche savonnée » en un mot, sur laquelle ils pensaient lancer leurs amis ; ils le

flattaient, le bernaient, espérant bien se débarrasser de lui une fois leurs rêves réalisés, et le rejeter au loin, comme un jouet qui aurait cessé de plaire.

Mon rôle personnel fut assez restreint durant cette première période. C'était une continuelle pérégrination entre Bruxelles et Paris. En quinze jours je fis dix voyages, consacrés à des missions toutes confidentielles et personnelles du général dont je ne puis et ne veux parler.

A Londres allait commencer la véritable période de lutte ; c'est là que devait aussi avoir lieu l'agonie suprême du parti.

V

A LONDRES

Royal hotel. — Craven-Hill. — Le ministère de l'intérieur. — Les fameux cartons de Dillon. — Le travail. — Laisant. — Naquet. — Auffray. — L'organisation du Midi. — Les sous-officiers de M. Roche. — Fouille-toi ! — La correspondance. — Voyages à Paris et à Bruxelles.

Dès le lendemain, à notre arrivée à Londres, je m'occupai des détails de notre installation. Le comte Dillon aurait souhaité de m'accaparer, trouvant que j'étais trop l'homme du général ; il me demanda à ce dernier, qui avait à cette époque une absolue confiance en son ami.

A peine débarqué à Londres, je fus obligé de repartir avec le comte pour Bruxelles, viâ Ostende ; il allait chercher la comtesse pour la mener en Angleterre et devait me confier ses fils pour les reconduire à Paris. Au cours de ce voyage où je ne fis que toucher barre, Mme de Bonnemain accompagnée du capitaine Guiraud avait quitté Bruxelles pour Londres un peu après le départ du général.

Dès mon retour, Dillon fit part à Boulanger de son désir de me prendre auprès de lui, et je m'installai, après un court séjour à *Royal-Hotel*, dans le quartier de Hyde-Park près de Craven-Hill où il demeurait lui-même.

Le comte et moi n'étions pas souvent d'accord sur la question politique. Il savait combien je désapprouvais les compromissions orléanistes. A part cela, nos relations furent toujours des meilleures. Je n'ai jamais eu qu'à me louer de sa courtoisie et de son affa-

bilité ; nous étions sur un réel pied d'intimité.

Mes rapports avec sa famille furent excellents, enfin, sauf cette maudite politique et quelques autres menus détails, je n'ai pas à me plaindre de mes relations avec lui.

Sans tarder, dès que Dillon eut quitté le Royal-Hotel et se fut installé à Craven-Hill, je me mis à l'œuvre, comme un chef de cabinet de ministre. Lorsque arrivèrent à Londres les caisses contenant les « fameux » registres, cahiers électoraux, fiches de renseignements, etc., etc., je ne me sentis pas de joie. « Enfin ! me disais-je, je vais donc connaître cette merveilleuse organisation, ce *ministère de l'intérieur* dont parlait Chincholle dans le *Figaro*, ces mirobolants cartonniers verts qu'il décrivait si bien. Nous allons donc travailler ! »

Je fis déballer avec une impatience et une activité fébriles, et quand tout fut rangé, épousseté, casé, je cherchai d'abord à satis-

faire ma curiosité pour me rendre bien compte que tout était prêt.

Hélas! je ne trouvai rien!! Il n'y avait *rien*.

Les cartonniers verts tant vantés ne contenaient que du papier blanc; vierges étaient les cahiers électoraux; vierges les fiches de renseignements; vierges les carnets d'adresses. Je me trompe!...

Pour le département du Rhône, il y avait... mon nom avec mon adresse *inexacte*.

Pour le département de Saône-et-Loire encore mon nom et mon adresse *inexacte*.

Pour Paris, toujours mon nom et mon adresse *exacte* cette fois.

Et c'était tout!!

La GRANDE ORGANISATION se résumait en un seul mot : *Néant*.

Et cependant dans le parti, tout le monde, à commencer par le général, était persuadé que tout était prêt, que chaque chose était réglée; comme je fis part de mon étonnement,

le comte m'assura que « nous allions commencer le travail. »

Alors, pendant des jours entiers, des semaines, les secrétaires du comte Dillon, MM. d'Attanoux, Lamouroux, Dufour, passèrent leur temps à..... regarder par la fenêtre les musiciens ambulants et les rares passants.

On ne fit rien, on ne prépara rien !

Les semaines s'écoulaient fort rapidement, du reste, en conciliabules, en promenades matinales à cheval ; quelquefois Laisant, Auffray et Dillon s'enfermaient sous triple verrou et élaboraient le « fameux » cahier électoral dont nous donnons plus loin le *fac-simile* authentique annoté de la main du comte.

Les visiteurs se succédaient, plus nombreux et plus étranges que jamais. Tous demandaient, peu recevaient. On m'avait donné l'ennuyeuse corvée d'accueillir chacun et de promettre à tous !

Parfois Laisant était remplacé par Naquet dans les conseils de Craven-Hill ; ces messieurs passaient des heures entières à discuter, Dillon les écoutait distraitement, mais ne marquait au *crayon bleu* que les candidats *imposés* par M. Auffray.

Quelquefois venait un envoyé mystérieux du *Petit Journal*, puis aussi M. Georges Roche, député conservateur de la Charente-Inférieure. Cet excellent homme, accompagné de sa charmante femme, habitait chez Dillon et donnait sans cesse à chacun l'assurance que « Tout allait pour le mieux ! »

Il avait, prétendait-il, organisé *toute la France*, sauf le Sud ! Et comme Dillon ne jurait que par Roche, il lui avait confié l'organisation de cette région. Roche partit donc pour le pays du soleil accompagné d'un des secrétaires de Dillon, M. Lamouroux ; à eux deux ils devaient remuer ce Midi qui n'avait pas l'air de « se lever » tout seul. Ce voyage dura bien une quinzaine

de jours. Les deux explorateurs rentrèrent à Londres avec une France complète divisée « en régions de corps d'Armée ! » Roche avait embrigadé tout ce qu'il avait trouvé de sous-officiers retraités... C'était superbe, et d'une conception géniale, au point de vue *administratif* surtout.

On passa un long temps à recopier les noms et les adresses de tous les immatriculés ; la liste en serait fastidieuse pour le lecteur et nous la conservâmes par devers nous pour l'utiliser en cas de besoin.

Quand, plus tard, je pris le service de la rue Galilée, à la permanence de province, je pensai tout naturellement à cette liste qui me serait d'un grand secours pour établir partout des correspondants actifs et disciplinés et je fis écrire à chacun d'eux une lettre pour le confirmer dans sa fonction. J'attendais un accusé de réception.

Aucune réponse ne me parvint ; et la moitié de mes lettres me fut retournée par la

poste avec cette mention : *Domicile inconnu !*

Voilà la grande organisation dont Dillon était l'initiateur.

Au panier, les rapports adressés par Vergoin et les autres députés républicains ; au panier, les lettres écrites au général contenant de précieux renseignements et annotées de sa main avec indication de la suite à leur donner. On ne recevait même plus de journaux, à part le *Gaulois* et l'*Autorité* qui avaient leurs grandes entrées à Craven-Hill et par moments aussi le... *Petit Caporal !!*

J'ai encore présente à la mémoire la terrible colère de Dillon, un soir que je rentrais chargé de feuilles parisiennes et tout émotionné des détails que j'y avais trouvés sur la sentence de la Haute-Cour. Dillon me les prit des mains et... les brûla, ne voulant pas, disait-il, que sa femme lût de pareilles infamies !

Quant à la partie « Correspondance » on

l'avait simplifiée à Craven-Hill : on ne répondait plus aux lettres. Parfois quand le courrier en retard était trop considérable, je me dévouais et, descendant chez Dillon, je lui faisais observer qu'il fallait pourtant répondre et lui disais dans quel sens je comptais le faire.

— Oui, très bien. Faites ! me disait-il.

Une anecdote au sujet de cette indifférence du comte :

Au commencement de mai, Blois-Glavy vint à Paris pour quelques jours ; à la veille de son retour il passa au journal *la France* où M. Lalou lui remit une lettre des plus importantes, émanant d'un député qui, tout en ne se proclamant pas boulangiste, avait conservé avec le général certaines relations occultes.

Cette lettre, destinée à Dillon, devait lui être remise dès l'arrivée à Londres, après que le Général en eût été informé. Bois-Glavy remplit ponctuellement sa mission lorsque,

huit jours après, le général le fit appeler un matin dans son cabinet où se trouvait Dillon et lui demanda pourquoi il n'avait pas remis à ce dernier la lettre dont il avait été chargé.

Bois-Glavy se défendit naturellement comme un beau diable, affirmant qu'il l'avait remise dès son arrivée ; Dillon soutenait le contraire. Ils en arrivaient l'un et l'autre à échanger des propos aigres-doux, lorsque le général, pour couper court à cette discussion, s'écria en s'adressant à Dillon : « Fouille donc un peu dans ta poche. » Dillon ne put faire autrement que de s'exécuter et le premier papier qu'il sortit était la fameuse lettre si urgente qui traînait depuis huit jours dans sa redingote sans avoir été décachetée.

Parfois, quand on était en selle pour la promenade à cheval, Dillon dictait ses instructions sommaires qu'on écrivait au crayon.

En voici un échantillon pris entre cent autres :

« Pour M. Jollivet.

« Banque du Havre, 350 à verser.

« Omer. — Portrait ne ressemblant pas au général. Omer prétend que vous lui avez dit que vous preniez pour le Comité les exemplaires déjà tirés. S'il en est ainsi, il faudra payer ces exemplaires, mais, je vous prie, ne vous laissez plus attendrir et ne prenez jamais livraison que des fournitures que j'aurais commandées ou prié de commander.

« Laporte (1) en retard, lui envoyer 1500 et voir combien on lui a donné, ne pas dépasser 5000.

« Ne pas manquer de donner 500 à Laur, versés mensuellement du 1er au 5 par ordre du Général.

« Refaire la liste des mensualités indiquées ces derniers temps. *1000* à Ducret. *500* à Castelin.

« *6000* à Le Hérissé. Avez bien fait de ne

(1) Le directeur du *Journal de la Dordogne*.

pas donner avant, on donne 6000 du 1er au 5, — un reçu.

« Verser *9000* à la *Presse*.

« Feuillant *170* de voyage, une avance de 600 francs, *dont pas nécessaire de tirer un reçu*. Ducret la somme de 1000 francs. *Reçu demandé*. »

Voilà sur quelles données je devais établir mes réponses aux correspondants pour qui s'imposaient des explications détaillées et sérieuses.

Maintenant, un échantillon de lettre adressé de Paris au comte Dillon par M. Maurice Jollivet; on verra avec quelle minutie le secrétaire renseignait son chef :

« Paris, 7 août, 1889,
53, rue d'Amsterdam.

MONSIEUR LE COMTE,

« M. Lamouroux part demain et je lui confie ma lettre.

« *Élections au Conseil Général.* — J'ai mis Pommey en campagne et lui ai prescrit de me procurer le plus tôt possible les résultats complets de ces élections. Je lui ai indiqué comme éléments documentaires les derniers numéros du *Moniteur*, de *l'Autorité* et du *Soleil*. Ce soir même je lui télégraphie pour le prier de me livrer la partie du travail fait que M. Lamouroux pourra emporter.

« J'ai lu et suivi de très près les journaux dont je vous parle. Ils ont publié les chiffres. Et il en résulte que le déchet pour les gouvernementaux est énorme. La plupart des candidats officiels n'ont été élus qu'à des majorités variant de cent à dix voix. Ce qui est intéressant à noter, c'est ou l'échec des sénateurs et députés gouvernementaux ou leur succès avec de très faibles minorités. Il y a là un indice incontestable pour les élections générales du mois prochain.

« Je suis de ceux en somme, et personne ne me taxera d'optimisme — qui se réjouis-

sent plutôt qu'ils ne se plaignent des résultats de l'élection du 28 juillet.

« Je regretterai toujours néanmoins la malheureuse fixation des 80 cantons.

« *Lorient.* — J'ai vu Georges Roche et ai longuement causé avec lui au sujet de votre candidature à Lorient. Roche ne doute pas du succès et son opinion m'est confirmée par ce que m'écrit Petitpain avec qui j'ai correspondu régulièrement. Roche doit vous écrire en vous donnant des détails à ce sujet, d'une rigoureuse précision.

« *Ducret.* — J'ai dû payer à Ducret sur un mot du Général, d'une part 200 francs à la fin de juillet, d'autre part 1.200 francs hier même 6 août.

« L'écrit du général était formel, et j'ai dû m'incliner, sauf à vous en référer.

« Je vous avouerai. . . . .

. . . .

« C'est ainsi qu'il a, de son autorité ou du

moins sur un télégramme assez vague du Général, commandé à l'imprimerie de la *France* un million de *placards* de la défense du Général. M. Dupérier ni moi n'avons reçu de lui à cet égard le moindre avis.

« Or, d'une part il était souverainement imprudent de s'adresser pour ce travail à l'imprimerie de la *France* qui nous est plutôt hostile ; d'autre part, ce n'est pas un placard, d'une lecture difficile, qu'il aurait fallu faire imprimer, mais bien une brochure beaucoup plus appréciée des lecteurs des campagnes. Du reste Dupérier compte vous écrire là-dessus par ce même courrier et vous exprimer les mêmes regrets.

« Saint-Martin a dû vous faire part des difficultés qu'il avait rencontrées à la Préfecture de la Seine au sujet de la déclaration de candidature du Général et d'Henri Rochefort.

« Veuillez bien agréer, Monsieur le comte,

l'hommage de mes sentiments particulièrement affectueux.

« Signé : Maurice JOLLIVET. »

En travers de cette lettre si complète, est écrite au crayon la note laconique que M. Dillon faisait donner comme réponse :

« Accuser réception. — Merci. — N'étais pas au courant de l'affaire de l'imprimerie. Le Général a voulu. Exécutez le traité si avez *argent libre ;* si argent destiné à autre chose, *dire qu'il n'y en a pas!* »

Ah ! lorsqu'il s'agissait de payer des choses qui étaient de son goût, M. Dillon n'hésitait pas et trouvait toujours les sommes même considérables pour y satisfaire. Mais faire honneur à l'ordre et à l'engagement du Général, il imaginait des raisons pour retarder les paiements et entraver ainsi l'autorité et la parole du Chef.

Et ce fut de même tout le long de la campagne!!!

Mes déplacements commençaient à compter, à chaque instant je partais pour la France! J'ai noté mes traversées, j'en ai fait *cinquante-six !*

La plupart du temps, c'était le général qui me faisait appeler à Portland-Place et me confiait des missions particulières auprès de ses amis personnels. — Souvent, dès mon arrivée à Paris, je dus sauter dans une voiture et parcourir en tous sens la capitale et sa banlieue à la recherche urgente de Déroulède, de Laguerre, de Foucaud de Mondion et de tant d'autres. J'apportais des manifestes, des articles à faire composer dans la nuit, et tout en appréciant l'utilité de mes déplacements je me demandais en quoi tout cela touchait à l'organisation électorale.

Lorsque mes voyages en France étaient pour Dillon, mes missions changeaient de caractère. Ce n'étaient plus des lettres pres-

que ouvertes, des conversations verbales que j'apportais à Paris, c'étaient des plis cachetés et surcachetés qu'il me fallait remettre avenue des Champs-Elysées, sous le couvert *de la Concierge* de Mme la duchesse d'Uzès, au nom de cette vénérable gardienne de l'hôtel ducal, chez le marquis de la Trémoïlle, avenue Gabriel, au Comité des droites, à l'Avenue d'Antin, à notre aimable confrère du *Gaulois*, Arthur Meyer, et je repartais pour Londres muni du Viatique sous l'espèce de gros chargements à l'adresse du Comte Dillon.

Tous ces braves gens voyaient déjà la Monarchie restaurée, le général était leur moindre préoccupation : ils l'auraient volontiers laissé fusiller si cela avait pu ramener leur roi un jour plus tôt.

Nous ne les blâmons pas. Dans toute cette aventure ils allaient franchement, combattant avec beaucoup de courtoisie au profit de leur prétendant ; c'était leur droit

absolu. Mais que penser et dire du comte Dillon ?

Celui-là n'avait-il pas le devoir étroit de ne travailler qu'au profit du général Boulanger seul ? Son devoir n'était-il pas de tendre au succès du programme si souvent affirmé par le général : La République Nationale ouverte à tous et non une restauration royaliste ?

Deux ou trois fois aussi je fis le voyage de Bruxelles pour voir le prince Victor de la part du comte Dillon. J'ai hâte d'ajouter que le général ignorait absolument ces missions et qu'il fut douloureusement ému et assez abasourdi quand je lui appris, moi-même, comme à celui que je considérais comme mon seul chef, le but de mes incursions et leur caractère.

Le prétendant à l'Empire, que j'avais vu jadis à Paris, lorsqu'il habitait avec le Prince Napoléon, son père, à l'avenue d'Antin, m'avait toujours fait un accueil empreint d'une

grande affabilité. Nous causions longuement des affaires de l'heure présente, mais en le quittant, le découragement m'envahissait de plus en plus.

Je voyais le jeune prince bien décidé par lui-même à agir dans le sens de la vraie politique démocratique. J'aurais désiré lui faire partager l'idée de tenir tête aux Orléanistes dans les circonscriptions où ses partisans étaient tout-puissants et où il était sûr de vaincre. Mais le prétendant était tiraillé en tous sens par son entourage dont les relations mondaines avec les orléanistes n'étaient un secret pour personne.

Le prince semblait oublier que ces mêmes orléanistes avaient, avec l'aide des républicains, hâté la chute de l'Empire ; que les Decazes et autres avaient ouvertement mis leur main dans celle des Républicains pour combattre Napoléon III et que le 4 septembre 1870 avait vu le duc Decazes coiffé du képi de garde national, envahir le Palais-

Bourbon, mêlé aux sommités révolutionnaires d'alors. C'est là de l'histoire et de l'histoire vue et vécue.

L'argent des d'Orléans alimentait en 1869 et 1870 la caisse de l'opposition républicaine ; et je suis vraiment étonné que les mêmes hommes du parti républicain aient depuis fait un crime au Boulangisme de ses alliances avec les royalistes, alors qu'eux-mêmes avaient sollicité cette alliance des Bocher et des Lambert Sainte-Croix sans trouver que l'argent des descendants d'Egalité eût une source impure et un contact flétrissant.

Et cette alliance de l'Orléanisme avec la république est tellement reconnue qu'après la guerre les princes d'Orléans purent rentrer redemander leurs quarante millions à la France épuisée et *surtout les obtenir*, grâce à la majorité orléaniste de cette assemblée du « Jour de malheur ».

Ces exemples auraient dû servir au prince Victor pour apprécier la situation exacte.

Mais ils ne lui dessillèrent pas les yeux, car, ainsi que nous l'avons démontré dans un autre chapitre de ce volume, avec les concessions qu'il faisait sans cesse aux Orléanistes, avec les humiliantes défaites qu'il avait dû enregistrer de leur part, il faisait trop bon marché des leçons du passé et des traditions de sa famille.

Je rentrai toujours de ces excursions sur le continent affolé et bien découragé en voyant ce qui se passait en France.

J'y tombais chaque fois en pleine exposition. Paris était en fête, tout à la joie. La Province imitait Paris. Dans les campagnes que je traversais on oubliait jusqu'au nom de Boulanger, pour ne s'occuper que des merveilles du centenaire de la Révolution, rien n'était travaillé, tout était confié au hasard.

A Paris, pas de Comité, plus d'autorité. Le Comité national était représenté par un brave garçon, l'honnêteté même, Maurice Jollivet ; c'était l'homme de confiance, le

représentant attitré du comte Dillon, à Paris. Sa besogne consistait à se rendre Avenue d'Antin, chez M. Dufeuille, chez M. arthur Meyer et ailleurs, toucher de l'argent sur l'ordre de Dillon, et ensuite, sur les instructions de ce dernier, il réglait les dépenses et les notes que les Orléanistes voulaient qu'on payât.

A chacun de mes retours, je m'ouvrais de cette situation au général ; je lui disais que tout allait mal, très mal... Il me traitait de peureux, de timoré, m'affirmant que ses rapports étaient des plus optimistes ; que de partout lui venaient les meilleures assurances de succès et de triomphe.

Hélas ! j'étais bien sûr de ce que je voyais par moi-même, et je plaignais de tout mon cœur le pauvre exilé, dupe et victime des flatteurs et des aigrefins intéressés à le leurrer.

Dillon me disait aussi : Ne vous inquiétez donc pas !

Quand je faisais part à des compatriotes résidant à Londres des impressions que je rapportais, on ne me croyait pas, on me traitait de pessimiste, d'oiseau de mauvais augure, et chacun s'enflammait davantage de ses propres aspirations et de ses secrètes espérances.

Quos vult perdere Jupiter dementat.

L'avenir, à très bref délai, devait malheureusement me donner raison.

VI

A LONDRES (*Suite*)

Un déjeuner à Richmond. — Le photographe ambulant. — La maison du Général. — La maison de Dillon. — Les anarchistes Morphy et Soudey. — D'Allavène. — Surveillance à notre égard. — Echantillons conspirateurs. — Le grisou à Saint-Etienne. — Mon voyage dans la Loire.

Dans le courant du mois de juin, je fus appelé un dimanche matin chez le comte Dillon qui me pria de me rendre immédiatement à Richmond et de commander pour le jour même un déjeuner de neuf couverts; il m'en confia l'ordonnance et me chargea de rete-

5.

nir des chambres pour être mises à la disposition des dames.

Les convives devaient être : le Général, la duchesse d'Uzès et ses deux filles, M. Arthur Meyer, la comtesse Jacquemont, le comte, la comtesse Dillon et votre serviteur.

Tout fut prêt à l'heure dite.

Vers les midi et demi déboucha du parc de Richmond au grand trot de quatre chevaux bais le mail-coatch conduit brillamment par la duchesse. La lourde voiture s'arrêta devant le perron du *Star-and Garter hôtel* pour y déposer les invités au complet à l'exception toutefois du Général que Mme de Bonnemain, déjà en froid avec Mme Dillon, avait empêché de venir, et de M. Arthur Meyer, retenu à Londres.

Le déjeuner des plus soignés, arrosé de Champagne Clicquot (flatterie de Dillon, à l'égard de la duchesse), était servi dans une vérandah choisie spécialement par moi au

deuxième étage de l'hôtel et ayant vue sur un des plus charmants coins de la Tamise qui se divise à Richmond en plusieurs parties.

Chacun de ses bras, semé d'îles vertes que le hasard a habilement placées dans les plus jolis endroits, serpente au milieu d'une luxuriante végétation égayée par les coquettes villas construites au bord de l'eau. L'aspect en devient plus riant encore, car, dans la belle saison, la Tamise se parsème de petits cottages anglais bâtis sur chalands et que certains propriétaires font remorquer par les vapeurs remontant le fleuve. Ils s'installent momentanément dans les sites les plus coquets jusqu'au jour où leur fantaisie les entraîne à la recherche d'un pittoresque nouveau.

Nombre de ces riverains nomades possèdent leur yacht et excursionnent journellement sur les rives de la Tamise.

En face de cette belle nature, par une déli-

cieuse journée d'été, comment notre repas n'eût-il pas été présidé par la gaîté?

La conversation roula principalement entre la Duchesse, ses filles et moi, sur la chasse et les goûts sportifs de ces dames.

De politique, il ne fut pas question, heureux qu'on était de s'en éloigner momentanément.

On n'y fit allusion que par quelques pointes sous-entendues lancées par la duchesse et Mme Dillon contre l'Egérie du général dont l'astre avait pâli auprès de son ancienne amie.

Cependant le temps n'était pas éloigné où ces deux femmes qui allaient devenir ennemies acharnées (j'entends par là la comtesse et Mme de Bonnemain) se visitaient fréquemment, s'accablant réciproquement de mutuelles protestations d'amitié.

Mais rien est-il plus futile que les affections féminines?

Le repas terminé, Mlles d'Uzès, dont l'une

est aujourd'hui duchesse de Luynes, me demandèrent de leur servir de cavalier pour les aider à prendre quelques souvenirs photographiques de ce site réellement enchanteur et journellement visité par les touristes. Je crois même que la plupart des plaques furent ratées, selon la coutume des amateurs de photographie.

La duchesse, boute-en-train de toutes les fêtes et très secondée par ses charmantes filles, proposa alors de se rendre à la foire minuscule composée d'une dizaine de boutiques ambulantes et qui se tenait sur un petit tertre voisin du *Star and Garter hotel.* L'inspection des merveilles foraines fut vite passée et après quelques tours de roues aux loteries et quelques pipes cassées au tir, la duchesse avisant un photographe ambulant nous poussa devant l'objectif de l'artiste !

Elle eut l'étrange idée de nous faire photographier en groupe, ce qui me vaut le

souvenir de cette agréable journée ; le photographe tira plusieurs épreuves de deux groupes ainsi composés :

PREMIER GROUPE

Madame la duchesse d'Uzès,
Comtesse Dillon,
Comtesse Jacquemont,
Mesdemoiselles d'Uzès.

DEUXIÈME GROUPE

Les mêmes plus le comte Dillon et moi.

Je ne sais si les intéressés ont conservé ces minuscules papiers, quant à moi je les ai précieusement fait encadrer et garde ces photographies qui seront peut-être un jour recherchées par des amateurs de documents historiques ! Qui sait ?

Le retour à Londres se fit gaiement sur le mail-coatch habilement mené par la duchesse qui nous conduisit jusqu'à Craven-Hill, où je n'eus que le temps de passer

mon habit pour aller commander au Criterium, chez Spiers and Pond, le dîner que le comte Dillon offrait à nouveau à ses convives augmentés cette fois de M. Arthur Meyer.

Charmante journée, n'est-ce pas?

Quelle bonne préparation électorale pour le 22 septembre!

La maison du Général à Londres. — Pour l'histoire il n'y a guère de petits détails. Les moindres choses ont leur importance et comme tout ce que nous avançons est l'exacte vérité, nous laisserons le lecteur juge d'en tirer les conclusions.

Notre ami, dans la vie civile qu'il s'était créée, avait un grand tort : c'était de toujours se considérer comme *le Général* et de ne regarder ses secrétaires, employés, serviteurs, que comme *des soldats*. Aussi trouvait-il très bien qu'un secrétaire ne touchât que 100 ou 150 francs par mois, se di-

sant, à part lui, que c'était une rémunération supérieure *à la solde d'un adjudant!*

Il raisonnait bien mal, car au moment des luttes qu'il traversait, il ne fallait autour de lui que des gens sûrs, probes, désintéressés, ou des secrétaires assez largement rétribués pour qu'il n'y eût pas à craindre de leur part les tentations malsaines et... dangereuses, et ce qui est arrivé fort souvent, hélas! la certitude d'une même nourriture à deux râteliers!

Mais il n'y avait pas moyen de lui faire entendre raison sur ce sujet.

Il est vrai que de Paris à Bruxelles, bon nombre des secrétaires parasites de la rue Dumont-d'Urville et de la rue Perronnet dont les fonctions consistaient à écrire sur les cartes du Général « avec tous mes remerciements » ou bien « avec l'assurance de sa vive sympathie » étaient restés en route.

De Bruxelles à Londres nous en semâmes

encore quelques-uns. A Londres on élimina le reste et finalement la maison du Général se trouva ainsi composée :

Le *capitaine Guiraud* chargé de venir le matin demander à quelle heure on montait à cheval ou sortait en voiture. Il avait aussi la surveillance de l'écurie, des cochers et palefreniers.

Entre parenthèse, la livrée du Général fut toujours très mal tenue. Le capitaine, excellent écuyer, grand connaisseur en chevaux et dresseur consommé, n'avait pas *le chic* nécessaire, de nos jours, pour tenir un équipage avec l'élégance obligée. Les chevaux étaient bien, et encore n'aurais-je pas payé cher le fameux « cheval noir », mais les voitures étaient *vieux jeu;* coupé avec mécanique ; les livrées et les harnais laissaient fort à désirer pour un homme qui, comme le Général, était le point de mire de tout le monde et surtout dans une ville aussi aristocratique et aussi affinée en la matière que Londres.

Le capitaine touchait auprès du Général l'équivalent de sa solde entière de présence; Boulanger se sépara brutalement de lui quatre mois après.

M. Mouton-Dufraisse, secrétaire particulier du Général. Celui-ci n'avait pas d'appointements fixes, le Général subvenait à ses besoins et lui donnait suivant ses demandes.

M. Colmache, deuxième secrétaire, traducteur d'anglais; 300 francs par mois.

Puis, en camp volant, du Général au comte Dillon, l'auteur de cet ouvrage, *volontaire, sans appointements.*

Le service de la presse était fait par notre confrère Bois-Glavy qui, chaque matin, avait l'ennuyeuse mission de lire tous les journaux de France et de Navarre, de découper les articles pouvant intéresser, de les coller sur des feuilles spéciales, et de les soumettre ensuite au Général qui indiquait les réponses à faire, les dépêches à envoyer.

Chez le comte Dillon, M. Dufour, secrétaire, 300 fr. par mois;

M. Lamouroux, secrétaire, 360 fr. par mois;

Puis vers la fin M. Bernard d'Attanoux, dont j'ignorais la situation pécuniaire.

On peut voir d'après cela que les dépenses des maisons du Général et du comte Dillon étaient loin des chiffres fantastiques que les journaux hostiles et souvent amis se plaisaient à publier.

Les grosses dépenses avaient lieu à Paris, où Dillon entretenait une armée inutile d'individus appointés de 60 à 200 francs par mois, réglés par M. Jollivet, sous prétexte qu'ils avaient été employés au Comité de la rue de Sèze, rue Perronnet et dans les élections passées.

Puis aussi les mensualités acquises et maintenues bien à tort à divers hommes politiques, à certains journaux de Paris et de province.

C'était un peu comme les subventions du Panama ; on donnait des sommes considérables à des feuilles sans tirage, et fort peu de chose aux grands journaux vraiment utiles.

Il s'agissait d'être « bien en cour » ou *très cramponnant* pour émarger dru.

A Londres, outre les dépenses des maisons du Général et de Dillon, la caisse révisionniste payait les indemnités de logement et de séjour de MM. Naquet et Turquet. Ce dernier resta peu de temps et revint en France pour diriger les fameuses élections des Conseils Généraux qui échouèrent si pitoyablement, non par la faute de l'honorable et très aimable député de l'Aisne, mais pour des raisons de politique de clocher faciles à comprendre.

Ces élections étaient encore une trame de l'orléanisme pour mieux enserrer le Général et lui enlever de sa popularité.

J'allais oublier parmi ceux qui émar-

geaient également à Londres Monsieur..... Morphy, l'anarchiste bien connu (??) qui touchait 400 francs par mois. Parfois le compagnon Soudey venait le rejoindre ; on lui payait ses déplacements.

Cette orgie de l'anarchie paraît bien étrange, n'est-il pas vrai? et ferait naître des doutes sur la vraisemblance, si nous n'avions nous-même sous les yeux et en notre possession, *mais en lieu sûr*, les reçus datés, signés et dûment photographiés en double.

Au point de vue « mouchard » le parti n'en entretenait pas. Il y avait dans le nombre assez de faméliques qui faisaient cette besogne d'eux-mêmes, et souvent pour *l'un et l'autre camp*. Seulement à l'arrivée à Londres, quelques-uns allèrent offrir leurs services à Dillon.

On s'en rendra compte par la lecture des lettres suivantes émanées du même individu, un sieur Cintrat, demeurant à Londres, 42,

Castle Street-East Oxford Street, et adressées au comte :

« Monsieur,

« Pouvez-vous dans le plus bref délai me fixer un rendez-vous si possible dans une maison amie où je pourrais vous donner quelques renseignements vous concernant ainsi que le Général au sujet des mesures que l'on doit prendre pour connaître vos mouvements.

« Étant dans le secret il me faut agir avec précaution. »

DEUXIÈME LETTRE

« Londres, le 30 avril 1889.

« Monsieur,

« Ma lettre recommandée et non signée contenant ma carte a dû vous paraître très ambiguë et je ne suis pas surpris qu'elle soit restée sans réponse.

« Je puis vous dire que je serai à même de vous prouver preuves en mains les mesures prises à votre égard par le gouvernement.

« Mon but est de vous rendre service si possible car d'après le proverbe un homme averti en vaut deux.

« Inutile d'avoir maintenant un rendez-vous ailleurs qu'à votre hôtel. Je suis à vos ordres.

« Et reste votre tout dévoué : »

(Un paraphe).

Enfin voici un échantillon des offres d'un autre citoyen dont le nom a fait assez de bruit dans certaines aventures pour expliquer son intervention « obligeante » dans les affaires du Boulangisme :

« Londres, 25 avril 1889.

« Monsieur le Député,

« Afin d'éviter toute indiscrétion de la part d'un secrétaire quelconque, je crois

pouvoir prendre la liberté de vous adresser ci-inclus (!) la lettre que je viens d'écrire à M. le comte Dillon et que je vous prie de vouloir bien lui remettre.

« Je me plais à penser que vous me pardonnerez cette importunité qui m'est imposée par les circonstances et même que vous engagerez votre ami à ne pas refuser le concours aussi discret que dévoué que j'ai offert et que j'offre de nouveau au chef du parti national.

« J'ai l'honneur de me dire, Monsieur le député, votre bien dévoué.

« *Signé :* M. D'ALLAVÈNE. »

Voici la lettre incluse dont il est parlé :

Confidentielle

« Cambridge Villa

« 217 Camden Road, London N. W.

« Monsieur le comte, pour des motifs que vous ne manquerez pas d'apprécier, j'ai cru

ne pas devoir me rendre à Douvres à la rencontre du général Boulanger et ne prendre aucune part à la manifestation qui a eu lieu hier à la gare de Charring Cross.

« Je m'abstiendrai aussi de me présenter à l'hôtel Bristol.

« Mais comme j'ai à vous faire d'importantes communications je viens vous prier de vouloir bien prendre la peine de venir me voir le plus tôt possible ou de m'assigner un rendez-vous à l'abri de toute curiosité indiscrète.

« Toutefois, pour le moment, il vaudrait mieux que vous veniez chez moi, car je ne suis nullement surveillé étant considéré comme un *forcené anti-boulangiste.*

« D'ailleurs ma demeure est très éloignée du centre et se trouve située dans une voie très large et très étendue qui n'offre aucun point de repère aux mouchards.

« Si vous ne pouvez pas vous déranger, veuillez prier M. Turquet de vous remplacer,

j'ai la plus entière confiance en l'honorable député de l'Aisne que j'ai eu l'occasion de voir souvent quand il était sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts.

« J'ai l'honneur de vous prier, M. le comte, d'agréer mes civilités les plus empressées.

« *Signé :* M. D'ALLAVÈNE. »

« *P.S.* — Vous êtes entouré d'une véritable escouade de mouchards envoyés expressément de Paris par l'excrémenteux Constans.

« Je serai chez moi demain, vendredi, de six heures du matin à cinq heures du soir. »

Par ce qu'on vient de voir les « officieux ne chômaient pas auprès de Dillon. Les offres de ces dévoués (!), si bien au courant de ce qui se faisait contre le général, étaient quotidiennes. Elles avaient pour eux le double avantage d'essayer de capter la confiance de Dillon, d'avoir une entrée dans la place et aussi d'empocher « les petits bénéfices ! »

Tous les mouchards n'étaient pas à Londres et une multitude de ces honnêtes défenseurs de la république opportuniste étaient occupés à surveiller nos faits et gestes et nos allées et venues. Pour ma part, à chacun de mes voyages, j'eus l'insigne honneur d'être toujours accompagné par un ou deux de ces gardes du corps. Surveillance bien anodine d'ailleurs, car chaque fois que j'étais porteur de pièces importantes ou de fortes sommes, personne ne m'inquiéta et pour une fois que je vins à Paris au sujet d'affaires personnelles on visita, à Calais, tous mes bagages, on retourna mon pardessus et la coiffe de mon chapeau et on me fit même ouvrir mon parapluie.

Une autre fois un de mes amis de Paris, M. d'A., m'ayant prié de lui procurer à Londres des échantillons d'étoffes de robe, je trouvai chez un fabricant une collection d'échantillons ravissants dont on voulut bien me confier l'album. M. Le Hérissé par-

tant pour Paris le soir même se chargea de faire remettre le paquet à l'adresse de mon ami d'A.

A Calais on se précipita sur le député et le mystérieux album fut saisi comme document de la plus haute importance.

Stupéfaction du commissaire central après examen du contenu : des échantillons ne pouvaient cependant pas conspirer.

Ce qu'il y eut de plus piquant dans l'aventure, c'est que le récit de cet incident parut dans les journaux boulangistes de l'époque avec le nom et l'adresse de mon ami, adversaire acharné de Boulanger ; je crois qu'il m'en veut encore.

Pendant le séjour à Londres, je fus envoyé par le général à Saint-Etienne.

Une explosion formidable de grisou avait fait plus de 300 victimes au puits Verpilleux : tout le monde venait en aide à ces infortunés, il était humain et politique que Boulanger s'en préoccupât.

Il voulait que je me rendisse immédiatement dans la Loire avec *dix mille francs* à distribuer aux nécessiteux. M. Dillon ne me laissa partir que deux jours après et je ne reçus pour tout viatique que *deux mille francs* qu'il me fallut attendre à la portière de ma voiture sur le trottoir de Portland-Place pendant près d'une heure, le comte déclarant ne pas avoir d'argent disponible ! Ce fut Mme de Bonnemain qui remit les deux billets bleus à Dillon, ce dernier me les envoya par Guiraud.

Je partis néanmoins avec cette somme dérisoire (dépense non prévue par les Orléanistes) pour Saint-Etienne.

Là, je donnai de suite 500 francs au comité présidé par Laur et distribuai moi-même par pièces de cent sous et de dix francs, mille francs aux femmes et enfants des disparus.

Je fis de mon mieux et malgré la petite somme donnée le nom du Général fut béni dans bien des masures. Les vingt-cinq louis

6.

restant furent employés à l'hôpital et aux frais de mon déplacement.

Je me rendis dans les hôpitaux et m'évertuai de consoler et de donner l'espérance au milieu des moribonds, des pauvres calcinés, des estropiés pour la vie : j'étais malade de cet horrible spectacle.

Avant mon départ de Saint-Etienne, j'invitai à dîner le député Laur, Arnous Rivière, et notre représentant à Lyon qui était venu m'aider à distribuer les secours ainsi que quelques membres du comité révisionniste de Saint-Etienne.

Je pus constater que, dans la Loire comme partout ailleurs, tout allait à la dérive et qu'il n'existait aucune chance sérieuse de succès.

Le soir je prenais l'express pour Lyon, nos amis m'accompagnaient à la gare et m'embarquaient dans mon coupé, aux cris de vive Boulanger, tandis que le ministre Constans venu à Saint-Etienne pour la catastrophe, montait dans un compartiment

comme un bon bourgeois, mais avec son sourire bonhomme et la tranquillité d'un monsieur sûr du lendemain. Je fis tout le voyage avec lui et nous dînâmes dans le même wagon restaurant avant d'arriver à Paris.

VII

A LONDRES *(Suite)*

Le mystère de Jersey. — Disparition du comte Dillon. — La duchesse d'Uzès à Londres. — Le Général ne rentre pas. — Départ pour Jersey. — Mon mystérieux compagnon. — Savary d'Odiardi. — L'article de Rochefort. — Le Mystère.

Vers le commencement du mois d'août, le comte Dillon, accompagné de sa femme, de ses fils, de M. et Mme Roche, avait quitté presque subitement Londres, ne laissant son adresse qu'à moi. Le général lui-même l'ignorait : il en était furieux.

Le lendemain de ce départ, il me fit appeler. Il me pria de télégraphier à Dillon pour lui demander s'il avait fait les déclarations nécessaires à sa candidature de Lorient, et où se trouvaient les pièces s'y ratachant.

Je télégraphiai à Cowes, *hôtel de la Marine*. Là demeurait la famille Dillon au moment des régates données en l'honneur de l'Empereur d'Allemagne ; je reçus les deux réponses suivantes :

POST OFFICE TELEGRAPHS

« Cowes, 123 w. 1.43 p.

« Baron Verly, Craven-Hill.
« Hyde Park London.

« Prévenez Portland que je ne sais où se trouve la pièce en question, que je ne puis télégraphier au comte, car il ne m'a pas laissé

adresse, mais espère qu'il arrivera Portsmouth demain malgré le très mauvais temps en mer.

« Comtesse Dillon.

« Marine Hôtel. »

POST OFFICE TELEGRAPHS

« Cowes, 8 w p. 9. 38 p.

« Baron Verly, 7 Craven-Hill

« Hide Park London.

« Déclaration faite, signature est légalisée, je le sais, vous pouvez rassurer Portland.

« Comtesse Dillon, Marine Hôtel. »

Où donc était Dillon ? ? ?

Je transmis les réponses à mon chef de plus en plus mécontent de l'absence de son ami et le soir je reçus de son secrétaire la lettre suivante :

« 51, Portland-Place W.
« Londres, 4 août 1889.

« Mon cher Verly,

« Le Général me charge de vous dire d'envoyer une dépêche à la comtesse Dillon annonçant que plusieurs membres du Comité sont à Londres, qu'il y aura réunion demain et que le Général attend le comte à déjeuner, demain lundi, à midi.

« Amitiés.

« Signé : Mouton Dufraisse. »

Je transmis aussitôt à la Comtesse l'invitation du Général.

Mais là ne devaient pas se terminer les ennuis que nous causerait cette « fugue » inexplicable de Dillon. Je reçus dans la soirée un télégramme de la duchesse d'Uzès, puis un second de M. Arthur Meyer, puis un troisième de M. Schmoll, secrétaire de ce der-

nier, m'annonçant leur arrivée pour le lendemain soir, à 5 heures.

Il était trop tard pour télégraphier à Cowes, je ne pus le faire que le lendemain matin. — Le Comte était toujours absent. Mystère ! Je reçus de la Comtesse la dépêche suivante :

POST OFFICE TELEGRAPHS

« Cowes, 5.8 p. 5.40 p.

« Baron Verly, London,

« 7, Craven-Hill, Hyde-Park.

« Comte absent pour affaire très sérieuse. Ne pourra rentrer au plus tôt que dimanche dans la nuit Londres. Je l'attendrai à Portsmouth et rentrerai avec lui, veuillez vous trouver à arrivée duchesse et le lui dire ; continuez à envoyer nouvelles ici jusqu'à demain midi, mille compliments.

« Comtesse DILLON, Marine Hotel. »

A l'heure dite je me rendis à la gare pour

recevoir la duchesse. Elle venait à Londres dans l'intention bien arrêtée de décider le Général à rentrer à Paris et à se présenter devant la Haute Cour.

La duchesse me faisait absolument l'effet de ces héroïnes de la Ligue qui estimaient que l'énergie et la décision n'étaient pas l'apanage exclusif des hommes. Je l'accompagnai à l'hôtel Alexandra et restai près d'elle pendant son dîner.

Vers le milieu du repas, M. Schmoll, le secrétaire de M. Arthur Meyer, vint nous rejoindre. Nous causâmes longuement et, comme on le pense, la situation politique fit seule les frais de notre entretien. Je ne reproduirai pas ce qui fut dit au cours de cette soirée, ne voulant pas livrer le nom de la duchesse d'Uzès à la malignité, car nous n'avons jamais trouvé en elle qu'une grande âme capable de tous les dévouements pour une cause qu'elle jugeait intéressante et noble.

Vers les neuf heures, la duchesse nous

mit carrément à la porte en nous disant, pour excuser son procédé : « Filez, le général va venir et il ne faut pas qu'il sache qu'on a pu le voir. »

Nous descendîmes et n'eûmes en effet que le temps de nous jeter dans un corridor, car déjà le général sortait de son coupé, s'engouffrait sous la porte d'entrée et gravissait rapidement, comme il avait coutume de le faire, les degrés de l'escalier, jusqu'aux appartements de la duchesse.

Que se passa-t-il dans cette entrevue? Que résolut-on? Que dit-on? Nous l'ignorons; toujours est-il qu'après le départ du visiteur nous retrouvâmes la duchesse radieuse, transformée. Elle avait eu évidemment de son interlocuteur une assurance qui dut la satisfaire. Ne s'agissait-il pas de la très prochaine rentrée en France du général? Mme d'Uzès, on le sait, conseillait énergiquement cet acte.

Le lendemain matin, je reçus le télégramme suivant :

POST OFFICE TELEGRAPHS.

« Cowes, 10,50 a. 11,11 a.

« Baron Verly,

« 7, Crown-Hill, Paddn.

« Arrivons ce soir 8 heures 43. Victoria. Veuillez envoyer voiture et faire préparer dîner. Amitiés.

« DILLON. »

Je me rendis aussitôt à Alexandra-Hotel et la communiquai à la duchesse. M. Arthur Meyer venait d'arriver à Londres; il se joignit à moi ainsi que son secrétaire, M. Schmoll, et nous fûmes à la gare de Victoria pour y attendre le train ramenant en effet les familles Dillon et Roche.

Nous dînâmes tous ensemble à Craven-Hill, après que je fus allé prévenir Mme d'Uzès que le comte irait lui rendre visite dans la soirée. Au cours du dîner, Arthur Meyer insista vivement sur la nécessité pour le

général de rentrer à Paris, mais Dillon ne goûta pas cette manière de voir, qui contrariait trop ses projets.

Le *lendemain*, le Général déclarait qu'il ne rentrerait pas. Ce changement de front provoqua de la part de la duchesse une répartie énergique que nous ne reproduirons pas et... l'incident fut clos.

Je me demandais toujours où était allé Dillon, pendant que sa famille et ses amis l'attendaient à Cowes?

Nous l'avons su :

Dillon, sur des renseignements venus de je ne sais où, avait appris qu'à Jersey vivait, retiré, un homme d'une très grande influence, doué d'un génie transcendant, tenant d'un chef de carbonari et d'un Général des Jésuites. Cet homme avait en mains des documents effrayants contre M. Q. de Beaurepaire.

Cet inconnu, ce demi-Dieu serait le sauveur, le salut!

Le comte, suivi de son ombre, Georges Roche, s'était donc embarqué pour Jersey. Il y avait trouvé l'*Homme* en question, lui avait arraché la promesse de venir à Londres avec ses précieux documents voir le Général et Rochefort.

Puis il avait repris le bateau suivant pour rentrer à Cowes. La mer était démontée ; Dillon et Roche durent se faire attacher sur le pont tellement la tempête battait son plein.

C'était sans doute les représailles de cette vieille Manche sur l'Empereur d'Allemagne et sa suite qu'il lui fallait porter et voir acclamer !

Le Comte assista à son arrivée à Cowes, à la grande revue navale organisée en l'honneur de Guillaume II, après quoi il retourna à Londres ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Le jour suivant, il me fit de très bonne heure prier de passer chez lui. Je m'ha-

billai à la hâte et le trouvai dans son salon tout botté, éperonné, prêt à partir pour la promenade quotidienne.

Il me dit à brûle-pourpoint : « Mon cher ami, j'ai une mission des plus délicates et de la plus haute importance à vous confier. Il faut partir incontinent pour Jersey ; vous y trouverez, d'après les indications que je vous donne dans la lettre ci-jointe, un certain M. Savary d'Odiardi, que vous me ramènerez ici, qu'il le veuille ou non. Je compte sur votre diplomatie pour mener cette mission à bonne fin. Prenez les voies les plus rapides, vous voyagerez ensemble, le défrayant de tout, mais sans le quitter d'une seconde, il est maladif et boiteux. Faites vite, je vous attends au plus tôt. »

Le temps de boucler ma valise toujours prête à tout événement, et je pris le train pour Douvres, m'embarquai pour Calais ; de Calais à Paris et de Paris à Granville où j'arrivai à minuit. Le tout d'une traite.

Je passai la nuit dans un hôtel assez mal tenu et à 1 heure 1/2 le lendemain je pris le petit vapeur qui faisait le service de Jersey où je débarquai à 3 heures. Une voiture me conduisit à toute bride avenue Victoria, à l'adresse du mystérieux personnage que j'allais ramener à Londres.

Dans le trajet de la gare maritime à cette avenue, j'avais pu jeter un coup d'œil sur Jersey, cette merveilleuse contrée qui est la Nice du nord et qu'on croirait plutôt baignée par les flots azurés de la Méditerranée ou du Bosphore que par les vagues déferlantes de la Manche. Je me promettais bien d'y passer 24 heures, temps suffisant pour voir Saint-Hélier.

Mais arrivé au logis de M. d'Odiardi, je trouvai sur le seuil de la porte un petit vieillard, rasé de frais, alerte qui attendait ma venue (je l'avais avisé par une dépêche) chapeau sur la tête, une valise d'une main, le parapluie de l'autre, prêt à s'embarquer.

Adieu! mon rêve de visiter Jersey! une heure et demie après mon débarquement, nous reprenions, mon compagnon de route et moi, le paquebot de Southampton par Guernesey et faisions voile pour l'Angleterre.

Tout cela, on vient de le voir, s'était fait avec une telle rapidité que j'avais à peine eu le temps de « faire le tour » de mon compagnon de route. Ce n'est que sur le pont du steamer que nous fîmes plus ample connaissance. Je restai continuellement auprès de lui, il marchait difficilement et avait grand besoin du secours de mon bras. En même temps nous surveillions la *précieuse valise* qui devait contenir les non moins précieux documents.

. . . .

Venant de qui je sais, pour ce que vous savez,
Nous devons tous les deux.....
....Etre fort réservés.

C'est cette scène de *Ruy-Blas*, que nous

7.

avions l'air de jouer tous les deux, avec cette différence que moi je ne savais rien du tout, et l'autre.... pas davantage.

A Guernesey 30 minutes d'arrêt. Le pont de notre bateau est envahi par un lot de belles filles, venant nous offrir de succulentes grappes de raisin noir à *six pences,* et le « reste » par surcroît si on voulait descendre à terre! C'est bien là la théorie de la vertueuse Albion!

Mais nous voilà repartis pour Southampton. Mon compagnon de voyage se montra spirituel causeur, érudit sans pédanterie, charmant homme en un mot. Notre nuit se passa en causeries, car il ne dormit pas et comme mes instructions étaient formelles, je ne le quittai pas d'une semelle.

Tout ce que je pus comprendre de mon curieux personnage, d'après ce qu'il me donnait à entendre, c'est qu'il avait sur Q. de Beaurepaire des secrets terribles, qu'il en portait les preuves dans sa valise, qu'il s'a-

gissait d'affaires de femmes, et que ces révélations devaient sauver Boulanger.

Enfin à 5 heures du matin, après une traversée assez rude, nous débarquions à Southampton et l'express nous emportait à toute vapeur sur Londres où nous arrivâmes enfin moulus et harassés.

J'étais parti par Douvres, Calais, Paris, Granville, Jersey, Guernesey et Southampton, sans m'arrêter, mais j'étais content de moi. Je ramenais mon « prisonnier » d'importance et comptais en le déposant chez Dillon pouvoir aller me reposer. Hélas ! Chimères ! Illusions !

J'avais introduit M. Savary d'Odiardi dans le cabinet du comte et lui avais remis, pour tromper l'attente, des journaux achetés en route, parmi lesquels *l'Intransigeant*. Ce journal consacrait son article de tête à mon mystérieux boiteux et s'en servait comme d'un Savary de Damoclès au dessus de la tête de M. Q. de Beaurepaire. Voici cet ar-

ticle intéressant publié dans le numéro du 8 août.

Intransigeant du jeudi 8 août 1889.

ROMAN EN COLLABORATION

« Beaurepaire n'est pas, comme les autres procureurs généraux, appointé à l'année ; il est payé au mensonge. Après chacun de ses réquisitoires, il va trouver le ministre de la justice et lui dit :

« J'ai menti quinze cents fois avant-hier ; à dix francs par mensonge, c'est quinze mille francs que vous me devez. » Le ministre signe un bon et Quesnay passe à la caisse.

« Dans les quatre jours que va durer notre prétendu procès devant la prétendue haute-Cour, ce procureur qui travaille à ses pièces, à ses fausses pièces, va donc redoubler d'imposture, afin d'augmenter son pécule.

« Cependant ses mensonges ne lui parais-

sant pas encore suffisamment lucratifs, Beaurepaire, on le sait, a demandé à la littérature un supplément de traitement. Eh bien! nous allons, en homme sans rancune, lui offrir de faire en collaboration avec lui un roman dont le sujet ne peut manquer de le séduire. L'intrigue qui s'y déroule est de celles qu'il sait particulièrement manier, et les sentiments des personnages du drame conviennent tout à fait à son tempérament. L'ouvrage serait intitulé :

« ALPHONSE, PROCUREUR. »

« En voici le plan général. Lisez attentivement ce scénario : c'est celui d'un roman *vécu*, qui, à certains chapitres, devient un roman par lettres et un roman à clefs. La plupart des héros de ce livre sont encore vivants, ce qui en décuple l'intérêt. Voici ce canevas dont le talent de Jules de Glouvet tirerait certainement un excellent parti.

« Un magistrat que nous appellerons, si vous voulez, Q.... de Jatte et qu'il ne faut confondre avec aucun autre, était l'amant d'une jeune veuve, Mme de L..... Le magistrat manquait de galbe, mais l'amour est plein de mystère. Il vivait chez la veuve, y dormant, y mangeant et trouvant toujours, le matin sur la cheminée, l'argent de poche nécessaire à ses fantaisies.

« La veuve était riche et Q..... de Jatte avait résolu de régulariser cette union clandestine ; mais Mme de L..., fatiguée des exigences pécuniaires de son compagnon, déclara un beau matin qu'elle voulait rompre. Elle lui avoua même qu'elle s'était de nouveau éprise cette fois, pour le bon motif, d'un homme très comme il faut, M. de R...., qui, de son côté, ne demandait qu'à faire d'elle sa femme légitime.

« Atterrement de Q.... de Jatte qui voyait ainsi tous ses projets d'avenir s'en aller à vau-l'eau. Il menaça Mme de L.... qui tint

bon. Alors, de l'amour déçu, passant subitement au chantage, il la quitta et lui écrivit des lettres où il l'avertissait qu'il était décidé à révéler à M. de R..., son fiancé, tous les secrets de leur liaison, si elle ne versait pas, en manière de dédit, quelque chose comme une centaine de mille francs, moyennant lesquels Q.... de Jatte s'engageait à garder, vis-à-vis de M. de R..., un silence complet.

« Inquiète, mais indignée, Mme de L.... alla trouver un de ses amis qui joue un rôle important dans le roman, et que nous appellerons par exemple. M. Savary. Elle lui montra la correspondance comminatoire de son Alphonse et le supplia d'arranger cette honteuse affaire.

« Q... de Jatte se montra intraitable, discutant pied à pied et sou par sou la note à payer. Alors M. Savary, comme le colonel Morden de *Clarisse Harlowe*, lui dit en pleine figure :

« J'ai entre les mains les lettres signées « de vous et établissant votre infamie. Vous « connaissez assez le code pour savoir qu'el- « les tombent sous le coup de la loi qui punit « la menace sous condition. Vous n'aurez « rien, et à la première parole compromet- « tante que vous balbutierez contre Mme de « L... non seulement je vous soufflette publi- « quement, mais je livre tout le paquet à la « justice et tout magistrat que vous êtes, vous « n'échapperez pas à la police correction- « nelle qui vous attend. »

« Q.. de Jatte effrayé, se tint coi, et, grâce à cette prudence unie à une rare platitude, ce misérable parvint à une situation importante dans cette magistrature qu'il déshonorait. Aujourd'hui il en est presque le chef et des avocats généraux se trouvent ainsi placés sous les ordres d'un maître chanteur. Mais les lettres sont là ; et ce drôle qui a la prétention de faire peur aux autres, tremble comme la feuille devant l'honnête homme

qui le tient dans ses mains, et à qui il suffirait de publier une seule des lettres enfermées dans son tiroir, pour mettre à nu le magistrat dont la robe doublée d'hermine devrait être tout au plus doublée de putois.

« Voilà mon roman. Voyons, Glouvet, quand nous y mettons-nous ?

« HENRI ROCHEFORT. »

A cette lecture M. d'Odiardi donna des signes de la plus vive inquiétude. Il était désolé, navré qu'on eût parlé de lui ; il voyait déjà sa vie en danger, sa sûreté compromise, sa liberté même entravée. Je ne pouvais guère le rassurer, ne sachant trop ce qu'il avait à redouter.

Enfin Dillon parut. Il fit assez froid accueil à M. d'Odiardi, coupa court à quelques explications que celui-ci désirait avoir et me pria de le conduire chez le général. Allons ! en route !

Nous arrivons à Portland-Place, mon « pri-

sonnier » est introduit chez le général. Rochefort vint même assister à l'entrevue, qui d'ailleurs ne fut pas longue. On me remit encore une fois M. d'Odiardi, mais le général me dit : « J'ai besoin de vous; il faut que vous partiez pour Paris à onze heures. Allez vous préparer, et revenez ici avant, j'aurai quelques instructions à vous donner. »

Il était neuf heures un quart. Je n'eus que le temps (sans rien savoir de plus de l'aventure de Jersey) de confier M. d'Odiardi à Dufour, un des secrétaires de Dillon, et de faire mes préparatifs.

Je passai chez le général et partis pour Paris.

Au retour je trouvai à mon adresse la lettre suivante :

« 8 août, Upper Philimore-Place
Kensington.

« MONSIEUR LE BARON,

« J'ai à vous remercier de votre excessive ourtoisie pour l'hôte du général Boulanger

que vous avez bien voulu piloter contre vent et marée. Mais je ne veux pas tarder jusqu'à ce moment à vous en exprimer ma reconnaissance.

« Ma conférence s'est terminée ce matin « ex abrupto », je ne sais pourquoi. Il m'a donc été impossible de dire ma pensée entière dans une aussi courte entrevue. J'ai formulé un regret — que vous devinerez — plus qu'un regret, de la surprise qui m'était réservée en arrivant chez M. le comte Dillon et dont vous avez été témoin.

« Je me crois un lutteur énergique et fort, personne ne m'a encore terrassé.

« Jamais je n'ai cru nécessaire ou permis d'aller au delà de l'expression de faits positifs. Il y a tant de choses à dire et à faire qu'en demeurant dans le cercle des faits on peut assurer le succès final de l'homme que nous aimons et désirons.

« Il est vrai que le Général et le Comte ignorent ce que j'ai fait et puis faire. De mon

roc je conduis le fil de bien des événements mystérieux : *Suave Mari Magno*, etc.... vous vous rappelez Lucrèce.

« Cela m'est à peine applicable car j'ai souffert à terre plus que les marins sur l'Océan. Je ne puis m'empêcher de m'émerveiller qu'une chose aussi simple que l'arrivée du Général au pouvoir soit différée par l'emploi de moyens insuffisants ou d'efforts qui dépassent le but.

« J'ai 35 ans d'expérience et de luttes toujours triomphantes en fin de compte, *pas pour moi* qui me compromets, mais *pour les autres*.

« Veuillez, Monsieur le baron, me croire votre dévoué serviteur.

« *Signé :* SAVARY D'ODIARDI. »

Je communiquai cette lettre à Dillon. J'appris de lui que Rochefort s'était écrié en parlant du personnage de Jersey : « Mais c'est un fou que vous avez amené ici. »

Je fus alors chargé par le Comte de voir M. d'Odiardi, de lui proposer un avocat pour défendre ses intérêts (les voilà encore ces fameux « intérêts publics et privés » ... de Ruy Blas !) et de lui remettre 750 francs dont reçu à la date du 18 août 1889.

Je ne revis plus M. d'Odiardi. Une fois à Paris, rue Galilée, je reçus de lui une deuxième et dernière lettre dont voici la teneur :

« 29 August 89
« 3, Upper, Philimore-place.
« London W.

« MONSIEUR LE BARON,

« J'ai envoyé à M. le comte Dillon, sur sa demande, une note que je lui ai confiée sur son honneur et sur sa loyauté, avec condition de retour de la note au cas où il déciderait de ne pas agir dans le sens de cette note. Il devait la conserver en gage de ma bonne foi, s'il se décidait à agir.

« Vous m'avez fait savoir, je veux dire vous m'avez personnellement communiqué l'in-

tention du Comte de m'envoyer un avocat.

Je vous informai que j'attendais son arrivée à Philimore-Place et qu'une conférence avec M. le comte Dillon serait nécessaire après que l'avocat aurait pris connaissance des documents que j'ai apportés. En effet l'affaire est de telle nature qu'une correspondance à ce sujet eût pu déplaire au général Boulanger et au Comte lui-même.

Vous me faites remarquer que ma recherche de l'avocat demanderait quelque temps et me dites de faire savoir au comte Dillon si je changeais d'adresse et que l'avocat me serait envoyé aussitôt trouvé. — Je vous le promis, je n'ai qu'une parole. Etant venu ici sur la foi du Général et du comte, et vous, m'ayant dit que l'avocat serait envoyé, et ma note ne m'ayant pas été retournée par M. le comte Dillon, aucun avis contraire ne m'étant parvenu.

« J'ai attendu jusqu'à ce jour. Mais il y a quinze jours que j'attends — et rien ne

vient — toutes mes affaires sont en suspens, mon académie fermée et je suis obligé de vous demander de vouloir bien me faire parvenir une explication.

« Je ne puis supposer que ce que vous m'avez dit ne soit pas exact et ait pu être oublié.

« On ne peut admettre qu'une personne que l'on a fait venir à Londres pour lui demander un service et qui quitte tout pour le rendre soit oubliée pendant quinze jours à Londres. Si un changement avait eu lieu dans les intentions du comte, il me l'eût certainement fait connaître en m'envoyant la note qu'il n'eût pas eu le droit de conserver.

« Veuillez, monsieur le baron, croire à mon meilleur souvenir et à mes sentiments les plus distingués.

« Signé : E. SAVARY d'ODIARDI. »

A cette lettre je ne pus que répondre que je n'étais au courant de rien et que je ne

m'occupais pas des affaires privées du comte.

Je n'en ai plus jamais entendu parler.

Cela restera donc pour moi comme pour beaucoup d'autres le « Mystère de Jersey ».

A notre humble avis l'argent dépensé à ce sujet eût été bien plus utilement employé à la propagande électorale pour laquelle, du reste, on ne se montrait guère prodigue !

Ce fut en cela comme en beaucoup d'aventures boulangistes l'histoire de la montagne qui accouche d'une souris !

VIII

LA RUE GALILÉE

Installation. — Permanence de province. — Mauvais vouloir. — Incohérence. — Le 22 Septembre. — Comptes.

Dans une longue conversation que j'eus avec le général au commencement du mois d'août, au retour d'un de mes nombreux voyages en France, il parut enfin convaincu et touché de ce que je lui soutenais et prouvais ; à savoir, que *rien* n'était organisé et prêt au point de vue électoral dans les départements.

On ne comptait que sur sa popularité, bien amoindrie, hélas ! (les absents ont toujours tort !) pour faire passer les candidats révisionnistes, et les orléanistes, ceux-là parfaitement organisés et munis de *fonds sérieux*, qui marchaient pour leur propre compte en se servant du Général.

— Alors, selon vous, que faudrait-il faire? Je commence à croire à la réalité de ce que vous me dites, malgré toutes les lettres et tous les rapports que je reçois m'annonçant toujours des succès et encore des succès.

— Mon Dieu ! mon général, il faudrait d'abord de l'argent, beaucoup d'argent, car le temps presse et pour moi il est déjà trop tard ; mais en se multipliant, en travaillant d'arrache-pied, on pourrait faire des prodiges ; puis il nous faudrait des hommes sûrs, dévoués, sérieux qui se mettraient aussitôt à l'ouvrage en France.

— Voulez-vous. vous charger de cette organisation ?

— Je n'y tiens guère, pour ne pas dire pas du tout, mon général, et pour deux raisons : la première, c'est que nous avons trop peu de temps devant nous avant les élections pour mener la chose à bonne fin, et il me serait très désagréable de courir à un échec ; la seconde, c'est que cette organisation que vous me demandez ne sera pas goûtée du comte Dillon ni des Orléanistes qui refuseront l'argent nécessaire et mettront des bâtons dans les roues...

— Des histoires que tout cela, reprit le général, en arpentant son cabinet de long en large, selon son habitude (car c'était toujours en marchant qu'on causait), des histoires ! Je donnerai des ordres ; il faudra bien qu'on m'obéisse ; je suis le chef, après tout !

Je ne répondais rien, Boulanger continuait sa marche, puis s'arrêtant brusquement, il vint à moi et me prenant les mains :

— Mon cher ami, dit-il, je fais encore appel à votre dévouement, il n'y a que vous

que je puisse charger de cette mission. Partez pour la France, allez m'organiser ce service, je compte absolument sur vous, ne me refusez pas.

— En ce cas, mon général, je prends vos adjurations comme des ordres, j'accepte et j'obéis, mais, je vous en prie, parlez au Comte, dites vos désirs, donnez des ordres formels, sans quoi .... je ne suis pas encore parti !

Ceci se passait aux environs du 15 août.

Mes craintes étaient fondées, mes prévisions se vérifiaient. Dillon, à la nouvelle de ce que j'allais entreprendre, se mit d'abord à railler mes projets et à se rire de ma mission. Il fit tout son possible pour détourner le Général de la décision qu'il prenait, et voyant qu'il n'y réussissait pas, il tenta de me mettre en sous-ordre sous le contrôle et la direction d'un homme à lui, retarda chaque jour, sous un prétexte ou un autre, mon départ, cela malgré les ordres réitérés et pressants

du général et malgré ses impatiences. De guerre lasse il céda et je pus m'embarquer le 28 août.

Ce jour-là, en costume de voyage, mes bagages chargés sur une voiture, j'allai prendre congé du général. Il me reçut immédiatement et en entrant dans son cabinet je le vis, soulevant un coin du rideau de sa fenêtre. Il me désigna la voiture qui m'attendait :

— Cette fois, je crois sérieusement que vous allez partir.

— Il n'a pas tenu à moi, mon général, que je ne sois parti depuis longtemps, vous le savez bien. Il n'y a pas de ma faute.

— Oh ! mon ami, je ne vous fais aucun reproche, et je sais que le retard n'est pas de votre fait.

Puis avec une teinte de mélancolie, me serrant la main : Allons, adieu, mon ami, me dit-il, embrassons-nous. Qui sait ce que l'avenir nous réserve ; bon courage, écrivez-moi chaque jour et ne ménagez rien pour

8.

réussir. Vous aurez tout l'argent qui vous sera nécessaire.

Pauvre général !

Dillon m'ouvrait un crédit de 10,000 fr., *une fois donnés,* pour organiser, en 22 jours, par toute la France, un service aussi complexe que celui des élections dans plus de 500 circonscriptions de province.

Boulanger avait beau dire : donnez de l'argent, payez ; je veux ceci ! il faut cela ! Ses lettres étaient jetées au panier par messieurs de la réaction. La caisse restait hermétiquement fermée et la pieuvre orléaniste resserrait de plus en plus ses tentacules.

Je quittai le Général et m'embarquai. Après une traversée épouvantable, j'arrivai à Paris le 29 août au matin.

Je me préoccupai tout d'abord de trouver un local pour y installer mes bureaux ; il fut convenu avec le baron Dupérier, représentant le comte Dillon pour les élections de la Seine, les commandes de brochu-

res, d'imprimés, affiches, bulletins, etc., — qu'il se chargerait de ce soin.

On découvrit, rue Galilée, 26, un hôtel à louer jusqu'au 15 octobre, au prix de 1500 francs. L'affaire fut vite conclue. L'hôtel était délicieusement agencé, les meubles en avaient été enlevés, mais dans la plupart des pièces on avait laissé les tentures, tapis, rideaux. Subsistait également une salle de bains merveilleusement installée avec vitraux et mosaïque, baignoire en marbre..., etc., etc., que ne s'en est-on servi, hélas! pour nettoyer et épurer bon nombre de ceux qui nous vinrent visiter.

Le 1er étage fut pris par M. Dupérier : salon de réception, deux salles de rédaction, cabinet d'attente pour les visiteurs.

Quant à moi, je m'installai au second. Deux pièces, plus la salle de bains qui me servit de dépôt pour l'avalanche de brochures, d'imprimés, de journaux et de photographies.

La salle de billard était contiguë. Là devaient se réunir les membres du Comité national (!?) puis dans une pièce voisine, *la Caisse* tenue par M. Raoult.

Raoult était installé d'exquise façon. C'était l'ancienne chambre à coucher de la propriétaire qui lui servait de bureau. Elle était toute ornée de glaces, tentures, peintures sur panneaux représentant de petits amours joufflus dans leurs occupations mythologiques.

Ah! il ne s'ennuyait pas là-dedans, ce brave garçon. Du matin au soir on frappait à sa porte et son bureau était certainement le plus visité. Mais la caisse ne s'ouvrait que sur un ordre formel et quand, harcelé de tous côtés, assailli par la foule des solliciteurs, il voulait goûter un instant de repos, il se verrouillait et, par une petite porte de communication, entrait chez moi pour s'y délasser et fumer une cigarette.

Pendant ce temps, nous entendions les

solliciteurs qui, trouvant visage de bois, cognaient à la porte, croyant que le caissier était mort subitement ou qu'il avait déjà fui en Belgique avec les fonds !

Le personnel occupé par nos services était très nombreux.

Au 1er étage, il était presque exclusivement recruté parmi les révoqués ;

Sous mes ordres, trois secrétaires et des agents électoraux pour la province.

Mais il fallait se meubler. C'est alors que reparut le mobilier de la défunte rue de Sèze, le mobilier de la rue Perronnet, et les fameux cartonniers verts soit disant très précieux, mais qui, à l'instar de leurs frères de Londres dont j'ai déjà parlé, étaient absolument vierges de toute indication.

Deux voitures étaient à notre disposition : un coupé pour le baron Dupérier et un pour moi, plus, un omnibus à deux chevaux qui nous servait pour aller à Neuilly cher-

cher les avalanches de photographies et brochures de propagande.

Pourquoi à Neuilly? Parce que là demeurait M. Pech de Cadel. On sonnait à sa grille et après avoir traversé le jardin on pénétrait dans une autre villa abandonnée celle-là, aux fenêtres hermétiquement closes, mais dont toutes les pièces de la cave au grenier étaient bondées d'imprimés.

Là-dedans travaillaient nuit et jour cinq ou six braves gens qui triaient, étiquetaient, paquetaient et emballaient la propagande.

Nous devons, pour la véracité de nos récits, ajouter que la police connaissait ce réduit et savait mieux que nous, à un opuscule près, ce que contenait la fameuse villa déserte; et, chaque ballot, à moins qu'il ne fût destiné à Paris, était irrévocablement saisi et confisqué avant d'arriver à sa destination.

Sitôt installé rue Galilée, je lançai une circulaire à tous les aspirants députés dont je puis avoir l'adresse ainsi qu'aux comités ré-

visionnistes de France, les priant de se mettre en rapport avec moi, dans le plus bref délai pour que je pusse leur prêter aide et assistance. Je reçus beaucoup de réponses, *toutes* me demandaient de l'argent, pas une ne me donnait un renseignement utile !

Néanmoins je pris sur moi d'inonder les départements de toute la propagande dont je pouvais disposer en prévenant nos *fidèles* amis de recevoir nos imprimés, brochures, etc., etc , et de les distribuer.

Tous nos ballots expédiés furent saisis au cours de la route, ou bien restèrent en gare, le destinataire ne les ayant pas retirés ; ils nous furent renvoyés après les élections !

Les mêmes *fidèles* amis garantis bon teint par le comité national ne se remuèrent en aucune façon, ne distribuèrent rien mais... me réclamèrent de l'argent pour l'appui (? ?) qu'ils donnaient à la cause.

Dès lors, j'étais sûr de l'insuccès et me décidai à faire mon possible pour assurer par

moi-même, dans les cisrconscriptions importantes, sinon une victoire, au moins une défaite honorable. C'est alors, comme nous l'écrivons plus loin, que je me rendis à Saint-Diéet m'occupai en même temps de Toulouse. J'étais en rapports quotidiens avec le général, je lui faisais part de mes impressions et recevais chaque jour de ses nouvelles accompagnées d'instructions qui prouvent qu'il s'occupait activement des élections: mais hélas, *on ne voulait pas* exécuter ses ordres et faute d'argent qu'on me refusait et de bonne volonté de la part des gens de M. Dillon, rien de ce que désirait Boulanger ne recevait de solution.

Quelques lettres à l'appui.

« 51, Portland-Place W.

« Londres, le 29 août 1889.

« MON CHER AMI,

« J'ai soumis au général ce matin votre idée de faire une brochure avec le compte-rendu du meeting du cirque Fernando.

« Le général a trouvé cette idée excellente et vous charge de faire faire immédiatement *deux cent mille* brochures.

« Avant de commander ce travail il faut vous entendre avec Laguerre pour obtenir un exposé net, précis, facile à lire. Le verdict, c'est-à-dire la condamnation du Sénat et de Q. doit évidemment être la partie la plus importante de ce travail.

« Je n'entre pas dans de plus amples détails, vous savez comme moi les points essentiels qui doivent ressortir pour frapper les lecteurs.

« Dites-nous ce que vous faites et recevez, mon cher ami, une bien cordiale poignée de main.

« MOUTON-DUFRAISSE. »

Solution : M. Laguerre n'a jamais donné le travail demandé et comme *seul* le comte Dillon autorisait et commandait les brochures, ce que demandait le général est resté à l'état de projet.

« 51, Porland-Place, W.
« Londres, le 31 août 1889.

« MON CHER VERLY,

« Bois-Glavy vous a écrit aujourd'hui pour vous parler de la liste des révoqués que vous avez cru avoir oubliée à Londres. Vous en recevrez le double qui vous sera expédié aujourd'hui par M. Dufour.

« Vous trouverez ci-joint une image, prime de l'*Estafette*. Le Général vous charge de faire faire immédiatement un *dessin réponse* qui sera encarté gratuitement dans nos journaux.

« Le Général compte sur votre diligence, ne perdez pas un instant. Amitiés.

« MOUTON-DUFRAISSE. »

Solution : On me refuse de faire faire le dessin ordonné. M. Dillon n'avait pas donné d'ordres à ce sujet.

« 51, Portland-Place, W.

« Londres, le 2 septembre 1889.

« Mon cher ami,

« M. Laisant a dû vous faire remettre aujourd'hui un paquet contenant les dossiers de quelques révoqués et un mandat reçu de *cinq mille francs* de *Brialou*. Nous avons besoin de cette dernière pièce et je vous prie de nous la faire parvenir le plus tôt possible.

« Le Général attend de vos nouvelles.

« Cordialement à vous.

« Mouton-Dufraisse. »

Solution : Les membres du comité national s'occupaient tellement activement de leurs affaires que *jamais* nous n'avons vu ni reçu ce fameux mandat Brialou non plus que les dossiers annoncés.

« 51, Portland-Place, W.
« Londres, le 4 septembre 1889.

« MON CHER VERLY,

« Je vous remercie vivement de vos efforts et des renseignements que vous me communiquez dans vos lettres. Depuis que je vous connais, j'ai su vous apprécier et vous avez la preuve que je vous crois sérieux.

« Je vous envoie la liste des candidats à la députation, agréés par le comité républicain national. Je ne puis vous donner les adresses, mais vous pourrez facilement les trouver.

« En quelques lignes, tenez-moi *tous les jours* au courant de ce que vous faites.

« Avec tous mes remerciements pour votre dévouement, recevez, mon cher Verly, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

« Gal BOULANGER. »

« P. S. — Je vous retourne aussi la liste des révoqués, je l'approuve comme les pré-

cédentes. La liste des candidats que je vous envoie est *pour vous seul,* ne la livrez pas à la publicité. »

Solution : Le même jour paraissait dans les journaux du parti une liste de candidats absolument différente de celle que m'envoyait le Général, élaborée par la trinité Dillon, Naquet, Auffray.

« 51, Portland-Place, W.
« Londres, le 7 septembre 1889.

« MON CHER AMI,

« Le Général vous charge de faire tirer à un très grand nombre d'exemplaires sa lettre à M. Tirard, président du Conseil.

« Rien de nouveau ici.

« Votre service fonctionne-t-il bien ?

« Bien cordiale poignée de main.

« MOUTON-DUFRAISSE »

Solution : Pour les mêmes raisons citées

plus haut, la lettre à M. Tirard ne fut pas tirée.

Nous pourrions fournir des exemples semblables à l'infini. Un désarroi fabuleux existait dans les listes des candidats boulangistes ; à part les orléanistes qui savaient très bien ce qu'ils faisaient et marchaient unis et disciplinés, les autres pataugeaient et nous, nous ne savions où donner de la tête.

Il nous arrivait deux ou trois candidats pour la même circonscription, tous investis qui du Général, qui de Dillon, qui de Naquet ! « Tu veux être candidat », Pan ! tu l'es ! »

Et j'avais la triste corvée de voir défiler tout un peuple ramassé de droite et de gauche, qui ne s'entendait que pour une chose, oh ! mais avec un ensemble touchant : me demander de l'argent ! N'en ayant pas, je ne pouvais en donner mais en faisais distribuer par la caisse lorsque Dillon voulait bien la laisser entr'ouverte.

Il nous arrivait de bien drôles d'histoires. Un jour, écrivent rue Galilée deux candidats de Constantine, tous les deux demandent des subsides, tous les deux se recommandent de Naquet, tous les deux s'appellent Sterlin !

Revenu de mon ahurissement, j'écris à Naquet pour avoir des éclaircissements, et je reçois la réponse suivante :

« Paris, le 5 septembre 1889.
« 54, rue de Moscou.

« Cher monsieur et ami,

« Il importe de savoir qui est le Sterlin, candidat.

« Il y a deux Sterlin, si c'est l'abbé Sterlin, il n'est pas notre candidat. Notre candidat est M. Sterlin, avocat à Constantine. Il faut lui envoyer au plus vite cinq mille francs.

« Je vous serre la main.

« A. Naquet. »

« P. S. M. Sterlin est rédacteur en chef du *Clairon de Constantine*. »

Une autre fois c'est un loqueteux au pantalon effiloché, au linge plus que douteux, qui nous exhibe une investiture en règle et un bon de caisse de cinq mille à toucher : il touche les cinq billets bleus et nous revient dans l'après-midi flambant neuf, fumant un énorme cigare et nous appelant « mon cher! »

C'était un valet de chambre, parent d'une domestique influente auprès d'une amie du Général.

Il ne s'est jamais présenté!

Un *ejusdem farinæ* m'arrive un matin et me dit : « monsieur le délégué, je suis candidat à Mantes, dans quel département est cette ville? où prend-on le chemin de fer, que coûte le billet?

Puis alors la masse, la tourbe folle tournoyant dans cette ronde gigantesque de la

dernière heure, palpant l'argent, chargeant des fiacres de brochures et d'imprimés et disparaissant... si bien qu'on ne les revoyait jamais et que la veille des élections, nous recevions des dépêches nous demandant où était le candidat? Parbleu! à Paris, où ces *honnêtes* aspirants députés perdaient dans les tripots l'argent remis pour la cause révisionniste et achevaient la déroute irrémédiable du parti.

Je passe sous silence tous les menus faits de détail survenus pendant cette période et dont la rue Galilée fut le théâtre. Ce sont des *à côté* de l'histoire : leur place se trouvera dans mon prochain volume.

Bref, mes collaborateurs et moi nous fîmes notre possible, étant données nos faibles ressources, pour stimuler les zèles engourdis, pour réagir contre les trahisons, mais la cause était condamnée et la débâcle commençait.

Le jour des élections approchait ; le géné-

ral me fit venir à Londres pour lui porter de l'argent (25.000 francs) dont il avait un besoin urgent ; cette somme fut *énergiquement* refusée par le comte Dillon et ses représentants, malgré mes instances et mes prières et je me présentai les mains vides à Portland-Place. On craignait tellement de donner de l'argent à Boulanger que le baron Dupérier, sur l'ordre du comte Dillon, prit les 140,000 francs qui restaient en caisse rue Galilée et les emporta chez lui pour que MM. Jollivet, Raoult ou moi ne puissions pas exécuter l'ordre de notre chef.

Je vis ce jour-là le Général pour la dernière fois, il croyait encore en l'avenir. Il me pria de lui organiser un service de dépêches le jour des élections pour le renseigner heure par heure sur les résultats.

Un de mes cousins devait partir pour Bruxelles; de Paris je lui télégraphierais au fur et à mesure les chiffres connus, immédiatement il les transmettrait à Londres.

Boulanger était tellement anxieux de savoir, que l'avant-veille je reçus de lui, avec la mention *extrêmement urgente,* la lettre suivante :

« Mon cher ami,

« Nous n'avons pas pensé à une chose : c'est que le télégraphe est fermé à Londres le dimanche et la nuit du dimanche au lundi. Il faut bien dire à votre cousin, avant son départ pour Bruxelles, de m'adresser ses télégrammes télégraphe restant West Strand office au nom de Mme Abadie, toute la nuit et jusqu'à lundi matin huit heures. J'aurai quelqu'un là toute la nuit.

« Est-ce entendu?

« Cordialement à vous.

« Général Boulanger.

« P. S. A partir de huit heures m'adresser le lundi à mon domicile : Mme Abadie, 51, Portland place.

Le dimanche 22 septembre, après avoir fait tout ce qu'il était humainement possible de faire en une pareille perdition, je m'installai chez Durand, place de la Madeleine, dès sept heures du soir avec mes secrétaires et quelques amis : là on nous apportait et télégraphiait les résultats que je faisais transmettre à Bruxelles, d'où mon cousin les expédiait à l'exilé.

Sur le coup de minuit le désastre était irréparable ; je me rendis au *Gaulois* où l'on ne chantait pas victoire.

Seule Mme la duchesse d'Uzès conservait un peu de gaieté, et de ses propres mains s'amusait à faire passer les chiffres connus dans la lanterne du transparent indiquant au public, amassé sur le boulevard, la défaite du Boulangisme,

C'était la lanterne magique de la fin, la dernière représentation : usés les verres, blafarde la lumière, détraqués les pantins, aux gémonies les acteurs !

Dans cette dernière période de lutte, seul le comte Dillon n'avait donné aucun signe de vie, personne ne songea à lui, il ne s'occupa de personne ; sa brouille avec le Général était déjà chose faite et c'est à peine, je crois, si un ami lui télégraphia le résultat de sa propre élection.

L'ancienne éminence grise du Boulangisme ne reparut que pour faire établir des comptes que nous ignorons, ayant pour but de justifier l'emploi des sommes à lui versées par les Orléanistes.

Le travail devait être d'un enfantement laborieux, mais, au petit bonheur !

Je serais curieux de savoir comment ont été portées les sommes touchées par moi pour la rue Galilée, car *jamais* on ne m'a demandé un compte et je n'ai rien fourni à ce sujet ; toutes mes lettres, même recommandées à Dillon et à M. Dupérier, son représentant à Paris, étant restées sans réponse.

Pour la vérité, je crois intéressant de résu-

mer ici mes dépenses, *dont je possède tous les reçus*. Mes excuses à la caisse royaliste de n'avoir pas dépensé davantage.

Je remis le 28 août 1889 en partant de Londres mon livre de comptes contresigné par M. Dufour et constatant que tout réglé et en ordre je partais pour la France avec 958 fr. 40 cent.

Soit *Recettes :*

En partant de Londres.	958	40
Touché à Paris de M. Raoult, caissier.		
le 30 août.	1,000	»
le 10 septembre.	2,000	»
le 14 —	600	»
le 14 —	600	»
le 16 —	400	»
le 19 —	2,000	»
le 21 —	800	»
le 22 —	500	»
le 26 —	1.200	»
Total touché	10,058	40

Dépenses :

Excédents de colis pour imprimés . .	295	»
d° . .	175	»
d° . .	180	»
d° . .	70	»
Ballots expédiés grande vitesse. . .	95	40
Voyage à Nancy, Lunéville, Épinal, St-Dié, Dijon, Laroche, Séjour, Frais divers	695	»
Compte de la rue Galilée, service de province, frais, timbres, dépêches, matériel, secours, aumônes, voyages à Londres pour le Général.	2,174	85
Remis à M. Cahu (15 sept. 1889) . .	200	10
» à M. Enguerrand de Marigny (16 sept. 1889).	40	10
Remis à M. Enguerrand de Marigny (16 sept. 89)	22	50
Remis à M. Gavignani, agent à Saint-Dié (15 sept. 1889)	600	10
» à M. Jean Goiran (voyage et inspection à Toulouse)	564	45
A reporter	5,112	50

Report. . . .	5,112 50
Remis à M. B. Goiran (voyages de Saône-et-Loire, Toulouse, Bordeaux, La Réole, Montauban, Londres). .	800 10
Remis à M. Lescure, agent	194 40
» à M. P. de Semant, journal *la Bombe*	766 20
Remis à M. J. Goiran, services divers .	100 10
» à M. B. Goiran, services divers .	300 10
» à M. Gavignani, agent. . . .	127 10
» à M. Leblond, employé, frais de voitures.	6 50
Remis à M. Ducret, journal le *Petit National*	150 10
Voyage personnel à Londres et séjour .	180 80
Secours à des révoqués impayés et dignes d'intérêt.	215 »
A M. Monin pour le *Réveil de l'Ain* brochures et propagande (Ain) . .	500 10
Brochures, secours et distributions en Saône-et-Loire	120 50
Bois pour feu, rue Galilée.	35 75
Journaux divers pour propagande . .	100 »
Journaux illustrés pour propagande. .	125 80
A reporter	8, 835 05

Report. . . .	8,835 05
Du 30 août au 22 septembre, voitures diverses.	175 50
Gratification à des porteurs et camelots en province	315 »
Frais et dépenses personnelles pour le service, du 26 août au 22 septembre	690 80
Mandats envoyés pour distributions de brochures en province	142 05
Total	10,158 40

J'avais touché 10.058 fr. 40, j'en étais donc pour cette première période de cent francs de ma poche. Le 23 au matin, je congédiai tout mon service de la rue Galilée. J'écrivis au Général et au comte; mes lettres restèrent sans réponse. N'étant pas relevé de mes fonctions, je restai rue Galilée seul, abandonné de tous, sans ordres en vue du ballottage quand je reçus les visites dont je parle dans un des chapitres suivants.

IX

L'ÉLECTION DE SAINT-DIÉ

Le commandant Picot. — Mme Picot. — L'état de siège. — Nancy. — L'élection de Toulouse.

De toutes les élections à la genèse et aux péripéties desquelles nous avons assisté, il n'en est pas qui aux yeux du parti national ait eu une importance égale à celle de Saint-Dié.

Pour triompher de Jules Ferry dans cette circonscription, il fallait, condition essen-

tielle, être du pays; avoir une situation sociale indépendante, et jouir d'une influence qui, si elle était inférieure à celle du châtelain de Foucharupt, pût cependant, à un moment donné, entrer en ligne de compte.

Le difficile était de trouver un homme qui réunît ces conditions.

Pendant près de vingt ans, Jules Ferry, qui avait occupé les plus hautes fonctions de l'Etat, avait inondé l'arrondissement de Saint-Dié de ses créatures. Le Tonkinois était le Grand Manitou des Vosges. Ses fautes, on voulait les ignorer; son impopularité on la niait. Ferry vivait encore sur son calembourg de 1869 et les « Comptes fantastiques d'Haussmann », qui ont établi sa réputation, avaient le don de dérider nos bons Vosgiens. Il est vrai que si l'homme de « l'article 7 » était prophète en son pays, le reste de la France le repoussait avec horreur et son impopularité avait été un des plus puissants agents du succès boulangiste.

Tous les yeux étaient portés sur ce petit coin de terre de l'Est, et on faisait de cette élection de Saint-Dié une question vitale pour le triomphe futur. A tout prix il fallait vaincre.

Il semble que le soin de mener cette campagne « des Vosges » incombât au comité national, et qu'on ne devait rien négliger pour assurer la défaite du Tonkinois.

Hélas ! Le comité national (?) n'avait pas donné signe de vie. Il ignorait, je crois, jusqu'aux titres de l'homme qui serait le candidat antiferryste à Saint-Dié, il n'avait aucune notion du pays, de la situation politique des partis en présence. Il ne faisait rien, comme à son habitude.

Quant à Dillon, il faisait moins que rien, car ses tergiversations, ses hésitations étaient plus nuisibles encore, que n'eût été son inertie.

Le général Boulanger, de son côté, avait, on le comprend, à cœur de voir échouer

Ferry, aussi ne m'avait-il dit que ces quelques paroles dans un serrement de main : « Je compte absolument sur vous ; il *faut* que *Ferry* échoue. »

Je résolus d'aller voir par moi-même ce qu'était cet arrondissement, quelles forces électorales allaient se trouver en présence, quelle était la situation exacte des deux adversaires. On avait bien à Paris entendu parler d'un certain commandant Picot, qui, seul, pouvait avoir des chances sérieuses de l'emporter sur son redoutable concurent.

Je pensais que *tout* était organisé là-bas et qu'il n'y aurait qu'à stimuler le zèle des timides, enflammer l'ardeur des militants et réglementer, en un mot, une élection qui irait toute seule.

Nous étions au 13 septembre, soit *huit ours* avant le scrutin. Je n'hésitai pas et pris le train. Quel homme était-ce que le commandant Picot ? Quelles étaient ses opinions politiques ? Autant de problèmes à

résoudre. A Paris on ne savait rien, nul ne pouvait me renseigner et tel était le désordre de cette fameuse organisation électorale du comte Dillon que le parti national n'avait même pas *proposé* un candidat pour lutter contre Ferry, et que là où il fallait un républicain notoire, on se contenta d'accepter le .... commandant Picot.

Installé au service de la permanence de province, rue Galilée, je confiai mon bureau à M. Goiran, et partis pour l'Est, le 13 au soir, muni d'une somme d'argent dérisoire, prise sur le fameux crédit de 10,000 francs qui devait me servir pour toutes les circonscriptions de France !!!

Je m'arrêtai à Nancy où je vis notre ami Barrès, un vrai travailleur, celui-là, qui ne comptait que sur lui-même, qui ne fut jamais soutenu par Dillon, heureusement encore, et qui enleva son élection à la force du poignet. Barrès avait largement payé de sa personne, et il ne doit au Comité natio-

nal que l'argent de ses affiches et de ses bulletins de vote envoyé à la dernière heure. D'autres subventions ou subsides il n'en eut pas. Je le quittai sur l'assurance qu'il me donna qu'il serait vainqueur et j'arrivai à Saint-Dié le 14 dans l'après-midi.

Au débotté je me fis indiquer le domicile de quelques-uns de nos amis et au bout de 10 minutes j'étais fixé sur le Commandant Picot.

Très brave homme, officier supérieur du génie, démissionnaire, M. Picot à la tête d'une grande fortune avait dans le pays de gros établissements industriels. Il était bien l'adversaire de Ferry, certes ! En politique, il était imbu des doctrines de l'Orléanisme de province, le plus étroit et le plus mesquin de tous les orléanismes. Bourgeois dans la moelle, il rêvait bien plutôt la monarchie censitaire de Guizot et de Molé que la démocratie égalitaire et républicaine.

En religion, le Commandant Picot, inspiré

par sa vénérable compagne, incarnation du cléricalisme de petite ville, et soigneusement entretenu dans ces principes par la famille dans laquelle il était entré, ne connaissait guère que le service divin, les offices, les processions, le dais, la fabrique et les congrégations. On voit, par là, que l'ancien polytechnicien était des plus qualifiés pour se poser en adversaire de Jules Ferry, l'initiateur des décrets, et qu'il tenait plus du marguillier et du diacre Pâris que du conventionnel Saint-Just.

Muni de ces renseignements, je me présentai au logis du Commandant et..... ne rencontrai que Mme Picot dont l'accueil froid et compassé me fit regretter la longueur de mon voyage. Ses premiers mots furent : « M. Picot est sorti ; je ne sais quand il rentrera. Il s'occupe de son élection et il n'a besoin d'aucun appui pour réussir !

— Mais, madame, j'arrive de Londres et de Paris : le Général Boulanger tient pour

très important le succès du Commandant. Il faut absolument que je le voie et que je m'entende avec lui.

— Je ne sais quand il rentrera et.....

— Dussé-je l'attendre à sa porte, dans la rue, il faut que je le voie.

Je pris congé de la bonne dame qui ne fit rien, je l'avoue, pour me retenir et m'éviter ma faction dans la rue.

Pendant ma visite j'avais remarqué que dès mon arrivée elle me détaillait des pieds à la tête et arrêtait son regard scrutateur sur mes chaussures. Surpris je jetai les yeux sur mon pantalon, sur mes souliers, me demandant avec anxiété quel accident me rendait ridicule. Je n'avais pu supposer que les souliers jaunes de touriste que j'avais cru pouvoir me permettre de porter en plein été par ce temps de villégiature, pussent offusquer l'excellente provinciale ; j'avoue que la perspective de mes fugues à Saint-Dié me laissait assez éclectique en matière de toilette.

J'ai su depuis que Mme Picot avait été effarouchée par mes brodequins.

Elle me prit sans doute pour un petit employé *aux gages* du Général ou du Comité national et me fit partager le dédain dans lequel elle enveloppait certaines personnalités peu recommandables, il est vrai, de l'entourage du chef du parti révisionniste.

Mon costume de voyage horripilait l'exquisité de ses délicatesses mondaines et le high-life de Saint-Dié étant plus chic que celui de Paris, elle eût été sans doute flattée et prévenue en ma faveur, si je m'étais présenté chez elle en gants paille et en habit noir.

Chère dame ! Je lui pardonne de tout mon cœur !

Dans la grande rue de Saint-Dié, je me heurtai contre un de mes anciens camarades : X.

— Tiens, en voilà une chance ! Toi ici ? Que viens-tu faire dans ce trou de province ? m'écriai-je au comble de l'étonnement.

— J'allais te faire la même question, mon bon vieux. Moi, je suis ici pour travailler la matière électorale en faveur de Ferry.

— Ah ! elle est bien bonne, moi, je dois faire triompher Picot bon gré mal gré ! Nous voilà donc dans deux camps ennemis.

— Touche-là, me dit X, et pour commencer les hostilités, allons dîner ensemble, je t'emmène dans mon caboulot ; très select, tu verras !

Par exemple tu n'y seras entouré que d'ennemis, car les clients sont tous Ferrystes enragés, ce sera piquant !

— Charmant, mon cher, mais songe que nous ne devons nous compromettre ni l'un ni l'autre ; dînons donc à ta boîte mais en cachette ; tu as l'air très au courant des us et coutumes de ta bonne ville de Saint-Dié et tu trouveras certainement le moyen de nous dissimuler aux yeux des indiscrets.

— Ne blague pas et laisse-moi faire ! Je crois me souvenir que tu n'es pas insensible

au fumet d'un succulent gibier arrosé d'un fin Bourgogne !

— Mais alors c'est un festin que tu me proposes. Je me laisse faire !

Notre repas fut gai quoique mâtiné de politique et eut ce double avantage de surpasser en finesse et en abondance les meilleurs dìners des restaurants de nos boulevards sans nous mettre à sec ! Jugez-en :

Potage à la paysanne
Truites de rivière
Civet de lièvre
Perdreaux rôtis
Ecrevisses
Salade
Desserts variés

Le tout complété d'un excellent Pommard de Beuverand. L'addition ne dépassa pas 10 francs 50.

— Avoueras-tu maintenant, me dit X., que la province a du bon ?

Notre conversation roula principalement

au début sur nos souvenirs de jeunesse et ce ne fut qu'à l'apparition des perdreaux que nous fûmes en pleine discussion politique ; je dois dire qu'avec la meilleure grâce du monde et sans compromettre en rien son parti, mon excellent camarade me dépeignit la situation des partis en présence et me donna de précieux renseignements sur M. Picot que je venais défendre.

Je ne suis même pas bien sûr qu'au dernier verre de Beuverand, X ne cria pas : « Vive Boulanger ! »

Le lendemain je fis ma tournée en ville. Saint-Dié me parut en état de siège : gendarmes et douaniers, postés à la gare, dévisageaient les arrivants, visitaient à fond les bagages et avaient bientôt jaugé le voyageur s'il se trouvait emporter avec lui une paire de bottines enveloppée dans un *journal boulangiste*. On devenait suspect et durant tout le séjour à Saint-Dié on était honoré d'une filature aussi gênante que mal-

propre, car, soit dit entre nous, la police secrète (??) de l'endroit marque rudement mal et nos agents parisiens sont des hommes du monde à côté de leurs collègues des Vosges.

Par exemple, liberté absolue et illimitée pour tout ce qui montre patte ferryste !

Tout ce qui est fonctionnaire, agent soumis dans une mesure quelconque au contrôle ou à l'arbitraire de l'administration, marche comme un seul homme pour le Tonkinois, qui a organisé la *terreur* dans ce coin si paisible d'ordinaire.

Les camelots débarquent à chaque train avec des ballots, des stocks considérables de *Bataille*, d'*Estafette*, de *Paris* et de *République française*. Ferry fait bien les choses ; il a consacré CENT MILLE FRANCS à cette élection qui, en d'autres temps, ne lui revenait pas à 15.000. Il sait que c'est pour lui une question grave, d'être ou de ne pas être, et ne néglige rien de ce qui peut lui profiter en nuisant à ses adversaires.

Les trois uniques voitures de la localité sont réquisitionnées par ses agents.

Ferry lui-même ne se montre en ville qu'escorté par le sous-préfet protagoniste officiel de sa candidature, et par le commissaire de police prêt à le défendre contre toute agression ou même contre toute raillerie. Quand il est en tournée dans la campagne, on a pris soin à l'avance de convoquer les pompiers et toute l'échelle des fonctionnaires grands et petits.

A Saint-Dié les ferrystes surveillent la poste et le télégraphe ; je ne suis pas bien sûr que les dépêches de son concurrent ne passent pas sous ses yeux, enfin des agents de la sûreté générale sont détachés auprès de sa personne, comme auprès d'un personnage princier en villégiature.

Autre détail qui ne manque pas de saveur: Le jardin public et la promenade de Saint-Dié sont encombrés, la nuit tombée, de filles publiques aux allures provoquantes et se

livrant sans vergogne à la Bourse aux amours, sous l'œil paternel de la police locale. En effet, le mot d'ordre est donné on ne *doit rien voir* d'attentatoire à la morale pendant toute la période électorale.

Néanmoins, malgré tous les efforts, malgré l'appui de M. Constans et malgré toute l'effroyable pression administrative, Jules Ferry sera battu !

C'est le pronostic que j'adressai, du reste, au *Gaulois* deux jours après mon arrivée à Saint-Dié, et le 22 septembre a ratifié mes prévisions.

La nuit était tout à fait venue, je me dirigeai vers la demeure de M. Picot. Le commandant n'était pas rentré. Je décidai de l'attendre. Il était près de dix heures. Je fis les cent pas devant sa porte et... à *une heure du matin*, après une faction insipide de trois heures, je vis M. Picot qui s'apprêtait à réintégrer son domicile.

Je me présentai et compris à une grimace

significative, que ma visite forcée lui était peu agréable.

En toute autre circonstance je lui eusse aussitôt tourné le dos, mais j'avais une mission à remplir et fis taire mon amour-propre. Je dois dire cependant que M. Picot, se ravisant, m'invita courtoisement à monter chez lui et, malgré l'heure avancée, nous entamâmes le chapitre de l'élection.

M. Picot, qui procédait absolument des doctrines de Mme Picot, me déclara qu'il espérait réussir sans notre appui, qu'il avait pour lui toute la bonne bourgeoisie de l'arrondissement, ces messieurs du Clergé et les grandes familles (!) du crû ; enfin sa position personnelle et sa fortune.

— Mais, monsieur, repris-je, il y a encore d'autres éléments que les hobereaux et les curés à faire entrer en ligne de compte. Il y a toute une masse d'électeurs qui, à tort ou à raison, n'aiment pas les cléricaux, et cette seule considération constitue pour un

candidat un appoint sérieux, surtout lorsque le résultat ne doit se chiffrer que par de faibles différences.

— C'est possible, répondit M. Picot en se rengorgeant. Mais j'ai l'assurance de vaincre à une forte majorité et je pense pouvoir me passer de votre concours.

— Libre à vous, monsieur de dédaigner notre aide, répliquai-je en me levant pour me retirer ; mais comme notre parti attache à la défaite de Ferry et à votre réussite personnelle la plus grande importance, vous me permettrez d'agir dans ce sens par tous les moyens en mon pouvoir. Nous vous soutiendrons malgré vous, et même contre vous, s'il le faut, car nous ne sommes pas aussi certains que vous paraissez l'être de votre succès.

Rien n'arrêtera la campagne que nous allons organiser qu'un *désaveu formel, péremptoire* et *officiel* émané de vous.

— Oh ! je ne veux pas vous désavouer, dit à son tour M. Picot; faites donc à votre

guise. Mais *ne me compromettez en rien.*

— Ainsi ferai-je. Et je pris congé !

Je n'ai pas revu M. Picot. Sa superbe et sa fatuité m'avaient fort indisposé et je l'aurais bien lâché à ses seules grandes familles (!), à son clergé et à ses bourgeois, si le point capital pour nous n'eût pas été d'assurer l'échec de Jules Ferry.

Je rentrai précipitamment à Paris, le 15 septembre,et dès mon arrivée j'expédiai sur Saint-Dié un de nos meilleurs agents M. Gavignani qui fit merveille pendant ces quelques jours et qui réussit à amener à M. Picot les voix de plus de 200 électeurs bonapartistes et révisionnistes résolus à s'abstenir plutôt que de voter pour un clérical.

Ces 200 voix s'étaient décidées par esprit de discipline électorale à faire violence à leurs principes religieux pour assurer le succès de leur programme politique. C'est cette entrée en ligne de deux cents électeurs qui décida de la victoire en donnant

à M. Picot une majorité de cent cinquante voix.

Nous nous applaudîmes de ce résultat et M. Picot ne songea pas le moins du monde à protester contre le siège de député qu'il devait à notre seule intervention ; il est vrai qu'il en a si peu profité !

Nous avons dit, au début de ce chapitre, dans quel désarroi le Comité national (!) laissait l'organisation des élections en province. Et quand je me sers ici du mot : Comité national », je devrais dire simplement M. le comte Dillon. Car le Comité n'existait plus, il n'y avait plus rien que le comte Dillon gorgeant de sommes fabuleuses certaines individualités de son choix et ne faisant rien pour la vraie campagne, la propagande utile, les agents méritants et les dépenses indispensables.

Paris était tout pour ces Messieurs et à part deux circonscriptions électorales dans toute la France qui intéressaient particu-

lièrement le Général, Toulouse où se présentait M. Constans, et Saint-Dié, le fief de Jules Ferry, tout le reste allait à vau-l'eau et il n'existait pour la province qu'un budget ridicule et une organisation embryonnaire.

Les candidats les plus désintéressés, ceux qui n'attendaient du Comité national que les frais d'affiches et de bulletins, comme Barès par exemple, devaient, ne recevant rien, s'adresser au Comité pour lui réclamer les subsides, et cela huit jours avant le scrutin.

A preuve cette lettre de Barrès qui en fait foi :

« Nancy, 15 septembre 1889.

« CHER MONSIEUR,

« Voici les adresses où adresser une carte et remercîments au nom du général. Je *n'ai pas encore reçu* vos bibelots de propagande, mais je pense que cela ne peut durer.

« Voulez-vous avoir l'obligeance de presser Jollivet de *me faire tenir les subsides.*

« C'est une situation stupide qu'on nous fait, huit jours avant l'élection.

« Veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus sympathiques.

« *Signé :* MAURICE BARRÈS. »

En voici une de M. Paul Adam, autre candidat dans une circonscription de Nancy. Celui-là a reçu *deux jours avant le scrutin* l'argent qu'il attendait pour les besoins urgents de l'élection :

« MONSIEUR,

« Je viens de recevoir de M. Raoult la somme de mille francs par mandat télégraphique.

« Je vous remercie infiniment de l'empressement que vous avez bien voulu mettre à me faire parvenir cette somme qui m'aidera,

je l'espère, à faire triompher la cause du parti national dimanche.

« Veuillez agréer, monsieur, l'hommage de ma grande reconnaissance.

« *Signé :* PAUL ADAM. »

« 20 septembre 1889.
« Nancy, place Vaudémont. »

A peine arrivé à Saint-Dié, notre agent électoral M. Gavignani m'adressa la lettre suivante :

« Saint-Dié, le 17 septembre 1889.

« MONSIEUR VERLY,

« Dès mon arrivée à Nancy, je me suis empressé d'aller voir M. Barrès, de votre part. Il a été charmant et m'a donné tous les renseignements pour me faciliter ma tâche à Saint-Dié. Inutile de vous dire que son élection est certaine à Nancy.

« Les journaux n'étant arrivés en gare qu'à 1 h. 45, je n'ai pu partir pour Saint-Dié que par le train de 5 heures. Arrivé dans cette ville j'ai aussitôt été demander M. X... que j'ai trouvé à sa pension. Je suis heureux de vous dire qu'après avoir pris connaissance de votre lettre, il s'est mis tout à fait à ma disposition, et comme il vous aime beaucoup je ne doute pas qu'il soit sincère.

« C'est lui qui m'a procuré les hommes pour la distribution des journaux et le jour du marché j'en ai fait distribuer 3000 aux paysans. C'est moi-même qui surveillais cette distribution.

« Il me reste donc 2000 journaux qui seront distribués demain mercredi à Raon-l'Etape où les électeurs sont les plus décidés à voter pour Ferry.

« Comme de juste, j'ai été voir le commandant Picot et lui ai remis votre petit mot; il a été très aimable et dit être sûr de son élection.

« Après avoir causé longuement ensemble il m'a dit textuellement : « *Prenez garde de ne rien compromettre;* ici tous les boulangistes votent pour moi, non pas parce qu'ils aiment Boulanger, mais en haine de Ferry. Je suis certain de mon élection, *prenez garde de ne rien compromettre.*

« Un seul endroit est mauvais pour moi : Raon-l'Etape ; là les radicaux *voteront pour Ferry.* C'est le seul endroit où vous pouvez faire quelque chose, ailleurs tout va bien. »

« Que pensez-vous des affirmations de cet homme? S'il pouvait dire vrai, quel succès pour nous ! Mais, malgré ses affirmations, *la victoire est incertaine.*

« Enfin je pars pour Raon-l'Etape demain avec 2000 journaux. Je tâcherai de voir ce que je puis faire, mais d'après les renseignements c'est très difficile d'aborder les électeurs, je verrai et je vous promets d'être prudent.

« A la prochaine lettre peut-être aurai-je de bonnes nouvelles à vous annoncer.

« Votre respectueux serviteur, entier dévouement.

« *Signé :* TH. GAVIGNANI. »

DEUXIÈME LETTRE

« Senones, le 19 septembre 1889.

« MONSIEUR VERLY,

« Hier mercredi j'ai été à Raon-l'Etape accompagné de quatre hommes porteurs de 1500 journaux que j'ai fait distribuer dans les dix communes du canton de Raon-l'Etape, contrée la plus hostile à M. Picot et suis rentré à Saint-Dié le soir.

« Aujourd'hui jeudi, je me suis rendu à Senones avec des hommes et 1000 journaux et, pour les distribuer, je me suis fait accompagner par M. Joly, membre du Comité révisionniste. Ce canton est très bon pour M. Picot.

« Si je dois écouter grand nombre de personnes, l'élection de M. Picot serait certaine ; du reste on le dit partout.

« Ce matin j'ai déjeuné dans le même hôtel que M. Picot qui faisait sa tournée ; il m'a dit de bien travailler *sans rien compromettre* et surtout ne pas parler de Boulanger, et (chose drôle) tout le monde ici est boulangiste, je le vois par moi-même.

« Demain matin j'irai voir un nommé Paul Vichard, ancien communard, qui peut beaucoup ; il reste à Sachemont ; je crois en tirer parti. C'est M. Barrès qui lui a écrit à ce sujet.

« Samedi matin je partirai encore pour Raon-l'Etape, avec les journaux qui me restent, car c'est dans cette localité que Ferry est le plus fort et à mon retour à Saint-Dié j'assisterai à une réunion que le Comité révisionniste de Saint-Dié donne en convoquant tous les ouvriers. Comme vous le voyez on est presque certain du succès. Dans tous les

cas, tout ce qui est pauvre et ouvrier sont Boulangistes et voteront pour M. Picot.

« Je vous ai écrit déjà ; avez-vous reçu ma lettre ?

« Samedi matin vous recevrez une lettre de l'entretien que j'aurai eu avec Paul Vichard qui, d'après les renseignements, a beaucoup d'influence sur les ouvriers.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« *Signé :* TH. GAVIGNANI.

« P. S. L'argent s'en va ; je ne sais s'il m'en restera assez pour mon retour ; ici, comme on dit vulgairement, il faut « abouler » toujours.

« Veuillez, je vous prie, m'écrire à Saint-Dié, Hôtel des Vosges. »

TROISIÈME LETTRE

« Nancy, 1er octobre 1889.

« MONSIEUR JOLLIVET,

« M. Barrès me charge de vous écrire pour vous prier de vouloir bien nous envoyer

deux caisses photographies à mon adresse, gare de Nancy. Gavignani. Ces photographies nous sont demandées de tous les côtés. Veuillez nous les expédier sans manquer.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

« Votre respectueux serviteur,

« *Signé :* GAVIGNANI.

« *P. S.* Elections Barrès et Gabriel assurées. »

Je termine ici l'historique de cette élection de Saint-Dié qui fit en France un effet immense ; nous avions tenu beaucoup moins pour M. Picot que pour nous à laisser Jules Ferry sur le carreau.

Nous avons travaillé avec énergie à rallier les électeurs indécis, hésitants, douteux même. Ceux qui voulaient s'abstenir pour ne pas donner leur voix à un clérical aussi prononcé que M. Picot, ceux-là nous

les avons décidés en leur parlant du Général et ces braves gens ont fait taire leurs scrupules et se sont inclinés devant la discipline et le nom de Boulanger.

Nous n'avons *pas compromis* M. Picot qui avait une peur bleue qu'on parlât de Boulanger à des gens cependant tout acquis à l'homme du jour. M. Picot l'a emporté grâce aux voix que nous avons ralliées et sans l'appui desquelles Jules Ferry passait le 22 septembre avec plus de 100 voix de majorité. M. Picot aurait eu tort de rapporter à son influence et à sa popularité seules le succès qu'il a obtenu.

Malgré la bourgeoisie, la noblesse et Messieurs du Clergé, il fallait déplacer 300 voix pour avoir la majorité qu'il a eue, et cette majorité ce sont les 200 boulangistes et bonapartistes anticléricaux qui la lui ont fournie non pas *parce que* mais *quoique* Picot.

Une fois de plus, on peut dire que la vic-

toire de Saint-Dié a été remportée non par les chefs, mais par les soldats et les sous-officiers, en dehors du grand organisateur Dillon (!), qui n'avait rien organisé, et avec le concours d'un seul agent électoral zélé et intelligent qui ne nous a pas dépensé 700 francs!

Depuis, M. Picot a été invalidé. Que sont donc devenues les voix des hobereaux, de la bourgeoisie et des curés de l'arrondissement ?

Mais dans ce coup de collier qu'il fallait donner dans l'Est le choix des agents électoraux était singulièrement fantaisiste. L'homme sérieux que j'avais envoyé à Saint-Dié avait « produit, » rapporté et largement compensé la mesquine dépense qu'on avait faite pour lui, c'est qu'il avait mis lui-même la main à la pâte et qu'il ne travaillait pas en « amateur ».

Mais il y avait des agents expédiés et fournis par le comte Dillon lui-même, d'autant mieux rétribués qu'ils ne faisaient rien,

n'avaient rien à faire, n'étaient bons à rien, sinon à toucher de fort jolies indemnités de route. C'étaient les favoris de Dillon, qui allaient « jeter un coup d'œil » sur l'élection de telle ou telle circonscription, faisaient un rapport et..... empochaient.

Comme exemple, en voici un :

« Nancy, 24 juillet, 1889

« Monsieur le Baron,

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 23. C'est la première fois depuis mon arrivée à Nancy que j'ai l'honneur de recevoir des nouvelles du comte Dillon. J'ai écrit sept lettres, vous ne me parlez que de celle du 17 juillet.

« Dites bien au comte Dillon que ma mission a eu le plus complet succès, l'entente est faite. Dites aussi au comte Dillon qu'en ce moment je travaille sans relâche au succès de l'élection du 28.

Hier j'ai visité avec M. Boutin, chef de la *Ligues des Patriotes,* sept communes. A Pont-Saint-Vincent on nous a menacé de coups de fusil. Aujourd'hui je pars immédiatement pour visiter les quatre autres communes. Dans les campagnes, le succès est douteux, les voix doivent à peu près se balancer. A Nancy, je compte sur la majorité. La pression exercée contre nous par l'Administration est simplement furieuse.

« Je quitterai cette ville lundi soir ou mardi. Si le comte Dillon désire que je reste, faites-le-moi savoir de suite, monsieur le baron, et je resterai. S'il avait une nouvelle mission à me confier je me mets entièrement à sa disposition.

« Je vous prie, monsieur le Baron, de vouloir bien agréer l'assurance de ma considération.

« *Signé:* COMTE DE BOULOGNE. »

Je serais en vérité fort embarrassé de dire

quels services utiles et pratiques l'auteur de la lettre ci-dessus a rendus au parti national.

Le comte Dillon a désiré être agréable à M. de Boulogne, il l'a envoyé en promenade dans l'Est aux frais de la caisse et... voilà tout.

On voit ce qui se passait pour Saint-Dié. Quant à l'autre circonscription de haute importance, Toulouse, on va en juger.

Voici une lette que je reçus de mon cousin envoyé par moi avec de l'argent et des munitions, qui donne la note générale du désarroi, du laisser-aller, de la négligence, en un mot qui étaient à l'ordre du jour dans cette élection dont la gravité était reconnue de tous :

« Ce 16 septembre 1889.

« Je viens de voir S. qui, pour commencer, me fait manquer le train de 2 h. 35 pour Montauban. J'en suis quitte pour repartir à 4 h. 50.

« Quand je dis que je viens de voir S. c'est les *trois S,* car ils sont trois... tous plus... les uns que les autres, ayant tous trois manqué d'être mangés à la réunion épouvantable du théâtre. Bref, le candidat, qui est encore plus exalté que les autres, m'a raconté qu'il avait eu un mal inouï ici, qu'il n'y fallait pas parler du G., que ce que M. Jollivet lui avait envoyé était insignifiant, qu'il lui fallait ENCORE 4 FOIS AUTANT QUE J'EN AI EMPORTÉ et de toute urgence ; qu'il avait été obligé de fonder un journal qui tire à 15000 par jour, susciter plusieurs candidatures pour le 1er tour, qu'il avait à lutter contre un homme qui mettait 50.000 francs à l'affaire, et que le Comité avait l'air trop tiède à son endroit ; qu'il y avait une candidature qu'il fallait faire avorter, royaliste, catholique, patronnée par un archevêque ; que pour cela il faudrait voir LE 22 AVENUE D'ANTIN ; que pourtant il ne craignait pas trop et qu'il pensait passer avec :

« 8500 voix, 1er tour.

« 6000 à Constans.

« 1500 à ce Conservateur clérical.

« On passe les nuits ici à déchirer C. Il fait en même temps le jeu du candidat de la première circonscription, Labat, qui a des chances de battre Calvinhac.

« D'après eux, succès plus que certain surtout si M. Jollivet peut faire ce que je dis. Il paraît que Drumont fait afficher partout de ne pas voter pour les candidats révisionnistes, *affiches jaunes* disant, à propos de M. Naquet, que ce serait toujours la France aux mains des Juifs.

« S. n'est pas satisfait des amis, sauf Laisant qui a eu seul le courage de venir à Toulouse à la réunion et il dit qu'il aurait voulu voir les autres sur la scène du théâtre, faisant les discours pendant que la bande à Constans *sciait les poutres qui soutiennent la scène* et que les banquettes volaient.

« J'ai reçu ta dépêche, ils iront à gare attendre colis et s'en arrangeront pour le mieux. J'ai reçu dépèche de la Réole, y serai demain mardi 10 h. 1/2. Je t'envoie lettre (pour G.) de S. avec prière faire partir.

« Prière insister près de M. Jollivet *pour que ça parte le plus vite possible.* Comme il m'a dit : « UNE AFFAIRE DE CETTE IMPORTANCE !

« Carte ci-jointe pour M. Jollivet.

« *Signé :* B. »

Et maintenant deux autres pièces bien typiques encore :

« Paris de Toulouse 581. 34. 19. 11 h. m.

« 26, rue Galilée, Paris.

« Redû vin, liqueurs, cinq mille, insuffisant ; répondez si envoyez reste, sinon intéressé principal de maison quitte tout. Part ce soir pour Paris. — Miresseau, hôtel Paris. »

« Paris de Toulouse, 25.52. 15. 12 h. 40 s.

« Jollivet, 53, Amstersdam, Paris.

« Profondément étonné, oubli inexplicable et grave, veille bataille. Vu personne ici, rien reçu comme élément propagande, répondez et tranchez aujourd'hui absolument tout, sinon pars ce soir, pour deux jours, sera grande faute imposée par silence inqualifiable. Communiquez Laisant et amis. Affections, tout bien, élection certaine.

« SUSINI. »

Après cela, il ne me reste plus rien à dire pour montrer nettement comment se comportaient les « grands organisateurs orléanistes » vis-à-vis d'un homme sincère, dévoué, courageux qui s'était jeté dans la mêlée pour combattre un adversaire aussi redoutable que Constans.

On ne répondait même pas au candidat révisionniste.

Qu'on juge par ce qui précède de ce qui a pu se passer dans les autres circonscriptions de France !!

X

L'HISTOIRE DES RÉVOQUÉS

État nominatif. — Sommes allouées. — L'arrestation du révoqué X... — Vaudeville.

Nous publions ici la liste complète des « Révoqués » qui avaient adressé au Général des demandes de place ou de secours, avec le chiffre de la subvention qui leur avait été allouée, soit mensuellement, soit une fois donnée. Parmi les solliciteurs se trouvent plusieurs individus qui n'avaient pas été fonctionnaires ou qui avaient perdu leur emploi pour toute autre cause que celle de la politique.

Boulanger, qui examinait scrupuleusement toutes ces demandes et révisait l'état de

payement, avait ajouté, sur les pièces que nous avons sous les yeux, des notes que nous reproduisons dans la colonne d' « observations » en *italiques*. Elles sont toutes autographes.

On verra par cette nomenclature que les *vrais* révoqués, les méritants, ne sont pas légion, comme on pouvait le supposer, et qu'une faible partie seulement était digne de réelle sympathie.

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
1	*Boutin*, Amédée, hôtel des Deux Cités, Cité Bergère, Paris (ancien sous-préfet), percepteur. Révoqué le 23 juillet 1889 pour opinions boulangistes. Famille nombreuse.	584*	*Voir pour la députation.*
2	*Perrière*, 5, avenue de la Paix, Meudon (Commerce). Révoqué par suite de documents saisis à la Haute-Cour.	225	
3	*Gratias*, 39, rue Charlebourg, Colombes-sur-Seine (police), pension de retraite supprimée.	100	

* Toutes les sommes marquées sans autre indication sont celles qui étaient attribuées mensuellement aux bénéficiaires.

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
4	*Delaunay,* 32, rue de Vaugirard, Paris (Chemins de fer de l'Etat). Révoqué le 25 mai.	100	
5	*Petsurie,* Achille, 181, avenue Gambetta, Angoulême, *famille* (Compagnie d'Orléans) Révoqué pour opinions politiques.	150	(Déroulède)
6	*Hoquet,* 83, rue Lecourbe, Paris. Gardien de batterie. Mis à la retraite d'office, opinions boulangistes. Ne fixe pas de chiffre.	150	*Lui écrire pour lui demander.*
7	*Petitdemange,* Plombières, Vosges. Révoqué (Ne demande pas ses appointements, mais 1000 francs pour travailler à la cause).	1000	Recommandé par Flayelle. 1000 *fr. une fois donné.*
8	*Ignazi,* 133, avenue du Maine, Paris. Gardien concierge, 4 enfants. Révoqué le 25 juillet. Carte et lettre au Général.	102	
	Chenu, 119, avenue de Saint-Ouen. A donné sa démission d'une place. Ne fixe rien.		*Écrire.*
	Martin, Edouard, 175, boulevard Saint-Germain. Révoqué le 1er mai.		*Lui écrire.*
9	*Lange,* 2, impasse Taudon, Montpellier. Révoqué de sa maison de commerce. Opinions boulangistes.	60	*Recomm. par Saint-Auban.*
10	*Tatin,* chez Vidal, cafetier, boulevard de Port-Royal, 88 bis, Paris. Gardien à Thouars. Révoqué pour lettre au Général.	90	
11	*Gruot,* café national, boulevard Victor-Hugo, Montpellier, professeur révoqué. Ne fixe pas de chiffre.	150	*Lui écrire.*

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
12	*Chartier,* 21, faubourg Saint-Honoré, Paris. Gardien Esplanade des Invalides. Révoqué en juillet, opinions boulangistes. Ne fixe pas de chiffre.	100	*Lui écrire.*
	Chaurin, 2, place Nicochet, Chartres (Contributions). Révoqué antérieurement par un trésorier nouveau. Demande secours, offre dévouement. Ne fixe rien.		*Lui répondre, non.*
	Molinié, 6, rue Jouffroy prolongée, Paris (Contributions). Révoqué en avril pour insubordination. Demande place.		*Non.*
13	*Marie,* 22, rue du Moulin, Vincennes (Police). Révoqué en mai. Famille. Enfants.	100	
	Emile Simon, 7, rue d'Allemagne, Paris. N'était pas fonctionnaire. N'a pas été révoqué. Demande place et secours.		*Non.*
14	*Cazelles,* 94, rue de Rivoli, Paris. Instituteur non activité, 1er janvier 1889. Opinions politiques.	100	
15	*Marchi,* 32, rue des Vignolles (Banque de France). Révoqué, 19 février. Opinions boulangistes. Marié, 3 enfants.	100	
16	*Pezelet,* 85, route de Saveuse, Amiens. Gardien de prison. Révoqué, juillet. Opinions politiques.	100	Recomm. par Millevoye.
	Mouchotte, 109, rue Legendre, Paris. Révoqué par une compagnies d'assurances. Sans indication.		*Non.*

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
17	*Dupontes,* 15, rue Duras, Paris. Garde-meuble. Révoqué en mai. Opinions boulangistes, famille deux enfants, 50 fr. par mois.	50	
18	*Lorton,* Louis, 5, rue Corneille, Paris. Révoqué le 8 juillet de ses fonctions de chef de division à la préfecture de Saône-et-Loire.	330	*Voir pour la députation.*
19	*Pascal,* Vezenobres (Gard). Garde-champêtre révoqué en juillet, propagande boulangiste, père de famille.	50	Recomm. par de Ramel.
20	*Breysse,* rue de Suez, 7, Marseille, (Catalans), police, révoqué, juillet, père de famille.	100	
	Juillide, Auch, ouvrier tourneur. Renvoyé par son patron.		*Non.*
	Degris, 1, rue de la Grange, Saint-Mandé. Ni révoqué, ni fonctionnaire.		*Non.*
21	*Lesaunier,* 2, passage de Grenelle. Musée du Louvre. Révoqué (avoir fait partie d'un Comité).	100	
22	*Bernard,* 16, rue Saint-Séverin, Paris, Inspecteur de police, 3e brigade de recherches, révoqué en juillet, opinions boulangistes.	150	
	Guillabert, 45, rue Genève, Arles, n'a pas été révoqué, demande secours, n'est pas allé occuper une place de commissaire de police que lui avait fait obtenir le Général.		*Non.*
	Lefèvre, 7, rue Chaussade, Le Puy. Ni révoqué ni fonctionnaire.		*Non.*

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
23	*Lanoyère,* maison Béraud, rue Roquecombe, Beaucaire (Gard). Police, révoqué, opinions boulangistes.	100	
24	*Levanti* (Valentin), rue Pierre-qui-rage, 18, Marseille. Révoqué, 29 juin, opinions boulangistes, trois enfants.	100	
25	*Nuger* (Gustave), 11, rue Magenta, Marseille. Police, révoqué, 29 juin 1889, opinions boulangistes, deux enfants.	100	
	P. Ollivier, 74, faubourg Saint-Martin, Paris. (Postes), révoqué depuis six mois pour menaces à ses chefs, demande secours, se dit boulangiste.		*Non.*
26	*Montheuil,* 53, rue de Bourgogne, Paris (Commerce), révoqué 25 juillet avoir écrit au Général, 61 ans, famille.	225	
27	*Barrau,* boulevard Laromiguière, Rodez. Employé préfecture révoqué pour boulangisme.	120	Recomm. par Roques.
28	*Lescure,* 68, quai des Orfèvres, Paris, inspecteur 1re brigade des recherches. Révoqué 27 juillet 1889. Fourni indications à l'*Intransigeant.*	150	
29	*Maingon,* 19, rue des Nonnains d'Hyères, Paris. Sous-brigadier douanes. Envoyé en disgrâce à 1100 fr. au Bourget.	50	
30	*Balanger,* 29, rue Saint-André-des-Arts. Police. Révoqué le 31 juillet propagande boulangiste (Pas de chiffre fixé).	160	*Écrire.*

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
31	*Dufoir* (Pierre), 24, rue Daubenton, Paris (Postes), facteur révoqué pour attitude politique le 31 juillet.	203	*Écrire.*
	Villette, sans adresse (Postes). Révoqué en juin, attitude politique (pas de chiffre fixé).		*Écrire,* rec. par Laisant.
32	*Cruchon* (Prosper), 11, rue Le Campion, Granville (télégraphe), révoqué 3 juin 1889 propagande boulangiste, rédacteur en chef volontaire du *Réveil de la Manche,* subvention du journal 150 fr. par mois.	150	Recommandé par Bonvatier. *Doit se faire payer par M. Noël.*
33	*Logerot* (Charles-Célestin), 21, rue Charles V, Paris (Postes), révoqué 1er août 1889, attitude politique hostile au gouvernement; mère âgée de 76 ans, femme malade, sans fortune.	135	Recomm. par de Menorval.
34	*Escudié* (Antoine), 58, rue des Lombards, Paris. Sergent auxiliaire aux finances, médecin militaire. Révoqué fin juillet, à titre d'aide.	100	
35	*Etasse* (Auguste), 3, place Saint-Sulpice, Paris (Postes), révoqué 29 juillet 1889, attitude politique, père de famille.	115	
36	*Savarin* (Pierre), Paris, 23 bis, avenue de la Motte-Piquet (Postes), révoqué pour boulangisme, pas de ressources.	260	
37	*Saint-Donnat,* 9, rue Sainte-Hélène, Douarnenez (télégraphes), révoqué novembre 1888.	100	Recomm. par Derrien.

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
38	*Colombet,* 1, rue du Trésor, Marseille (Postes), révoqué 28 juin 1889, femme et trois enfants.	60	
39	*Aurelli,* 7, rue du Camp, Pont-à-Mousson (Police), révoqué 1er mars 1889.	100	
40	*Andrès* (Alfred), 23, rue Daguerre, Paris (finances), révoqué pour avoir portrait du Général. Demande cautionnement pour entrer aux omnibus.	200	*Une fois donné.*
41	*Monpert,* 80, rue Charles-Laffitte, Neuilly-s.-Seine (Ecoles de Paris), révoqué 1er mars. Attitude politique, deux enfants, secours.	60	
	Bourgoin, 17, rue de Bondy. (Lits militaires), demande audience et emploi.		*Lui écrire.*
42	*Faurot,* 42, rue St-Dominique, Paris (finances), révoqué, le 27 juillet, opinions boulangistes.	90	
43	*Lebeau* (sans adresse), Préfecture de la Seine. Mis à la retraite pour propos boulangistes.	50	
44	*Enguerrand de Marigny,* 14, rue de l'Ouest, Neuilly (Secrétaire de commissariat de police), révoqué pour opinions boulangistes.	180	
45	*Singier,* 35, rue Royale, Dunkerque. } Police. — 120 fr. par mois à chacun.	360	Recommandés par Lalou.
46	*Carton,* 4, rue de Séchelles, Dunkerque.		
47	*Vrignaud,* 39, rue du Collège, Dunkerque.		

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
48	*Piel*, Souviniagues, par Sommières (Gard). Garde champêtre, opinions boulangistes.	60	Recomm. par de Ramel.
49	*Haye*, 185, rue du Château, Paris (postes). Marié, sans ressources.	220	
50	*Duflos*, 36, rue Montcalm (finances).	160	
51	*Giannorsi*, 27, rue de la Rose, Marseille (Police), révoqué, 8 juillet 1889, opinions boulangistes.	100	
52	*Boissenot*, 6, rue Daguerre (police), révoqué 8 juillet, opinions boulangistes.	120	
53	*Josselin*, 68, avenue de Breteuil (postes), révoqué en mai, opinions boulangistes.	100	
54	*Rousseau*, Eugène, place Saint-André, Sancerre (Cher), révoqué, opinions boulangistes. (Gardien chef prisons.)	150	
55	*Rémond*, 106, rue Etienne-Marcel, Montreuil-sous-Bois (police). Révoqué, opinions boulangistes.	100	
56	*Dupont*, Saint-Souplet (Nord), Garde champêtre, révoqué 11 juin 1889, opinions boulangistes.	50	Recomm. par Martimprey.
57	*Eymard*, 136, boulevard Raspail, Paris. Chemin de fer Etat. Révoqué du 1er août 1889. Avoir écrit au Général. Fixe pas de chiffre.	200	*Lui écrire.*
58	*Nolhac*, 18, rue de la Banque, Nîmes. Préfecture du Gard. Suppression d'indemnité du Conseil général, famille.	200	*Une fois donnés* Recomm. par Montégut.

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
59	*Bastianelli,* 76, rue de Grenelle, Paris. Garde républicain. Révoqué 27 janvier, boulangisme. Ne fixe rien.	100	*Lui écrire.*
60	*Peltier,* Gaston, 32, rue de la Gaîté (Postes et Télégraphes).	150	*Lui écrire.*
61	*Travers,* à Rémaland (Orne). Contributions.	150	Recomm. par Dugué.
	Dussere, 2, boulevard Amiral-Courbet. Nîmes.	? ?	?
62	*Cambouc-Marceille,* Tonneins, L.-et-Gar., sûreté générale.	150	Recomm. par Lefèvre.
62bis	*Guigouret,* Saint-Genis de Saintonge. (Domaines) Charente-Inférieure.	230	
63	*Tartarin,* 32, rue Feutrier, Paris (Postes).	50	Une fois donnés
64	*Blondeau,* 62, rue Ordener, Paris (Bibliothécaire).	100	Une fois donnés
65	*Fadié,* 39, boulevard Saint-Martin, Paris. Révoqué pour boulangisme (Receveur des Postes).	333	
66	*Goin,* 82, rue des Rigoles, Paris (Police). Révoqué pour boulangisme.	120	
67	*Raffignon,* 26, avenue de Tourville, Paris (Instruction publique). Révoqué pour lettre au Général.	225	
	Poussard, 12, rue Saint-Etienne, Poitiers. Commis d'ordre au service vicinal. Révoqué propagande, avait 150 francs par mois.		
68	*Grappin,* Eugène, Milianah, Algérie (Postes) Commis Télégraphe. Révoqué opinions boulangistes. (Secours immédiat).	150	Une fois donnés
	Mensualité accordée ultérieurement.	100	

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
69	*Gidon,* Orgelet (Jura). (Surnuméraire percepteur). Révoqué cause boulangisme. Demande place ou emploi.	309	
70	*Dalléas,* Kirostein, par Saint-Pierre-Quiberon, percepteur. Révoqué 1er mai. Demande emploi ou place.	641	
71	*Delahaye,* 32, rue de Bicêtre, Amiens (garde prisons), 14 ans de services. Révoqué, hostile au Gouvernement, femme et 4 enfants.	100	
72	*Sauclières*, rue du Lycée, 85, Havre (service municipal d'hygiène). Révoqué pour avoir soutenu le Général au 6 août.	300	
73	*Guichard,* ex-directeur de la 15e circonscription pénitentiaire, à Besançon, ancien commandant. Révoqué pour convictions politiques.	330	
74	*Richard,* Henri, 39, rue Rochechouart, Paris.	125	Lui écrire.
75	*De Percy,* 43, boulevard du Chemin de fer, Puteaux (Contributions indirectes). Révoqué pour boulangisme.	190	Lui écrire.
76	*Tellier* (police), bureaux du *Clairon,* 27, rue de France, Constantine.	150	
77	*Cousin,* Alphonse, rue Naujac, 86, Bordeaux (police).	100	
	Pascal de Juglart. Avocat. La Rochefoucauld (Charente), n'était pas fonctionnaire. Prétend avoir dépensé argent et temps. Demande 500 fr.		*Non.*

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
78	*Mathieu,* 86, faubourg du Temple, Paris. Direction artillerie à Vincennes (puis, 10, passage de l'Epargne).	100	
79	*Brébant,* 13, passage Dauphine, Paris. Inspecteur de la sûreté. Révoqué pour lettre de félicitations au général.	200	
80	*Gadet* (Félix). Chambon-sur-Vouèze (Creuse). Garde-champêtre. Révoqué pour avoir placardé affiches révisionnistes.	30	
81	*Petit,* 13, rue Guittet, Angers. Secrétaire de commissaire de police, 2e arrondissement. Lettres de félicitations au général.	80	
82	*Mercadier,* 49, boulevard de Clichy, Paris (Facteur des postes). Propagande.	40	
83	*Mercier* (Emile), chez Raoul Joubert, avocat, 97, rue Denfert-Rochereau, Paris. Garde à l'asile d'aliénés de Villejuif, avait dans sa chambre des portraits du général.	80	
84	*Quercy,* curé à Martignac, par Puy-l'Evêque (Lot). Lettres au général, a laissé mettre sur son clocher un drapeau après le 27 janvier.	150	
85	*Tréhin* (Pierre), 95, boulevard Boirin, Angers. Garde-frein chemin de fer de l'état. Révoqué, a écrit deux fois au général.	60	
86	*Boudet,* 66, rue des Dames, Paris, Compagnie du gaz (ordre du général. Envoyé par M. Naquet).	150	

	ÉTAT NOMINATIF	SOMMES ALLOUÉES	OBSERVATIONS
87	*Derrien*. Route de Versailles, Billancourt.	40	
88	*Coulom*, 24, avenue de la Motte-Piquet.	100	
89	*Terrey* (Etienne), Bonneuil-sur-Marne par Charenton.	215	
90	*Oustrières* (Elie), 11, rue Maubuée, Paris.	70	
91	*Guiraud* (l'abbé), 2, rue des Fours-à-Chaux, Nîmes.	100	
92	*Salières* à Lorges (Var).	340	

Quelques mots d'explications sur cette fameuse question des révoqués dont les résultats n'ont pas répondu à ce qu'on en attendait.

Ce fut vers la fin de la période de luttes, que l'*Intransigeant* publia un entrefilet prévenant tous les fonctionnaires ou employés révoqués pour « cause de boulangisme » qu'ils n'avaient qu'à se faire inscrire aux journaux du parti ou au secrétariat du général, à Londres et qu'on leur réglerait leurs appointements, jusqu'aux élections généra-

les, et qu'après le triomphe ils seraient replacés avec avancement dans leurs situations perdues.

Cette déclaration était vraiment bien imprudente et le Général eut le grand tort d'y souscrire, car, vu l'état de la caisse boulangiste se chiffrant par zéro, et Dillon fermant énergiquement la sienne, *par ordre*, pour tout ce que décrétait et désirait le Général, cette histoire des révoqués ne pouvait pas manquer d'être lamentable.

Le Général m'en chargea ; je reçus par lui, par ses amis, par les députés, par les journaux, par les femmes de chambre ou valets de chambre des amis des amies qui connaissaient le Général, plus de *dix mille* lettres de gens *tous révoqués !!*

Ces lettres, je les ai gardées. C'est du véritable vaudeville.

De ces 10.000 lettres je fis un triage parmi celles qui me paraissaient les plus sérieuses, j'en dressai un état nominatif que je fis ap-

prouver par le Général et que nous avons reproduit plus haut.

Je dois ajouter que, même dans ce triage, il y en avait bien une moitié émanée de gens qui n'avaient jamais été révoqués pour cause politique !

Un exemple entre mille :

Un sieur X... portant un des plus anciens noms historiques de la France, s'il vous plaît, sut si bien s'y prendre pour nous emboîter que j'eus la faiblesse d'en faire un de mes secrétaires à la rue Galilée.

Un beau jour, il disparut sans me laisser son adresse ni le motif de son départ. Je lui avais réglé son mois à l'avance, et il m'avait encore carotté deux louis et autant à mon secrétaire particulier, mon cousin Goiran.

Deux jours plus tard, mon domestique entra dans mon cabinet et me dit :

« Monsieur, il y a là deux agents de la sûreté avec un mandat d'amener qui vous demandent. »

— Allons, bon! me dis-je, c'est Mazas. Constans aurait bien pu me laisser tranquille jusqu'à la fin.

Je descendis dans l'antichambre, où je trouvai deux messieurs dont la mise élégante et du bon faiseur semble être le privilège des fonctionnaires du « Bord de l'Eau. » C'étaient en effet deux agents qui m'exhibèrent un mandat d'amener contre le sieur X... mon ancien employé, le faux révoqué! Je leur répondis que X... m'avait quitté, je leur donnai quelques renseignements sur ce « Révoqué pour Boulangisme. » Mes agents se retirèrent.

Le soir même, j'appris que X.., avait été arrêté à la suite de nombreuses plaintes déposées contre lui pour escroqueries.

Beaucoup d'autres n'étaient guère plus intéressants, mais on avait promis, on dut s'exécuter.

C'est à ce sujet qu'il eût fallut voir les colères de Dillon! Il fallait la croix et la bannière pour en tirer quelque argent, et nos

révoqués venaient jusqu'à dix fois dans un jour pour toucher... 5 ou 10 fr. d'acomptes, tout comme on fait pour les rédacteurs à la caisse de certains journaux parisiens.

Et cependant la somme déjà réduite par leGénéral et par moi était une misère.

Cette orgie des « Révoqués » ne dura que deux mois. Mais c'était autant d'enlevé à la Cagnotte orléaniste, aux pêcheurs en eau trouble du Marais royaliste !

La somme totale distribuée se chiffrait par 14,472 francs, sur laquelle 12, 772 fr. versés mensuellement et 1700 fr. une fois donnés.

C'était une bagatelle.

Mais si on avait tenu compte des lettres, des sollicitations, si on avait satisfait à toutes les demandes, on aurait eu plus de 350.000 francs à verser par mois, encore en réduisant de plus de moitié les chiffres demandés par les solliciteurs.

C'est alors que Messieurs les Orléanistes auraient trouvé la pilule amère !

XI

LA RUE GALILÉE *(Suite)*

Du 22 Septembre au 6 Octobre

J'étais resté, ainsi que je l'ai dit plus haut, après le scrutin du 22 septembre, dans le local de la rue Galilée, attendant des ordres.

J'avais avec moi tous les employés et secrétaires, sauf ceux dépendant de Dillon qui dès la défaite avaient cessé leur service. Le baron Dupérier était à Londres auprès du comte et malgré mes lettres recommandées à celui-ci et au général, je ne recevais de réponse de personne.

Je tenais tête, tant bien que mal, aux candidats de ballottage, aux révoqués qui venaient frapper à la caisse vide et disparue, et songeais sérieusement à mettre la clef sous la porte quand je reçus la visite de MM. Naquet et Laguerre.

Ces deux messieurs étaient chargés des élections de ballottage à Paris et c'est à eux que furent remis les fonds nécessaires : le Général et Dillon n'existaient plus.

Ils me prièrent, dans l'intérêt du parti et par dévouement, de vouloir bien continuer à recevoir rue Galilée et à faire distribuer la propagande. Je leur répondis que par dévouement, j'acceptais, mais que je ne pouvais sans argent, ayant des employés et des frais divers à payer jusqu'au 6 octobre, et que du reste j'avais déjà avancé de ma poche et ne voulais pas continuer.

Ce à quoi Naquet me répondit qu'il me remettrait *mille francs* le lendemain ; c'était

la somme que je jugeais nécessaire pour tenir coup à l'obligatoire et à l'imprévu.

Puis les deux nouveaux chefs du parti vaincu se retirèrent en me faisant mille amitiés.

Cette période se passa lente et triste ; si je n'avais eu les insultes quotidiennes des désabusés, les injures des impayés, les prises de corps entre mes employés et les révoqués comme distractions, je serais mort d'ennui.

La période d'activité était terminée, le feu d'artifice tiré, c'était l'agonie.

J'ai vu bien des lâchetés, bien des hontes, bien des trahisons en ces derniers jours de débâcle ; il me répugne de les écrire.

Je fis distribuer tout ce qui restait de propagande et réglai les notes de la rue Galilée et des employés restés avec moi ; mais, ne voyant pas venir les mille francs en question, j'écrivis à Naquet qui me répondit la lettre suivante :

SÉNAT « Paris, le 2 octobre 1889.
— « 44, rue de Moscou.

« Mon cher monsieur Verly,

« Je n'étais pas chez moi quand on a apporté votre lettre.

« Nous n'avons pas d'argent disponible en ce moment, les sommes que nous avons ont une affectation spéciale, fixée d'avance.

« Après les élections, quand tout sera réglé, s'il reste un reliquat, ce dont je suis presque sûr, je vous promets que M. Laguerre vous remettra mille francs. Vous serez la première personne qui toucherez sur ce reliquat.

« Je vous serre la main.

« A. Naquet. »

Je tins bon jusqu'au 6 octobre. Le dimanche matin, je congédiai tout le personnel, fermai l'hôtel, réglai tout, et le soir m'en

fus dîner et attendre chez Durand les dernières nouvelles de la débâcle finale. Je touchai le surlendemain, aux bureaux de la Presse, des mains de M. Laguerre, les mille francs en question qui couvraient juste mes avances moins une cinquantaine de francs, et je quittai Paris heureux de me sauver à la campagne jouir d'un repos mérité, loin des saletés de la politique, délivré des aigrefins qu'il m'avait fallu coudoyer pendant de longs mois, et profondément écœuré de ce que j'avais vu.

XII

LES ROYALISTES ET LE BOULANGISME

Nous écrivons, dans le chapitre suivant, comment s'est contractée l'alliance des bonapartistes avec le boulangisme, nous montrons dans celui-ci l'entrée en scène des orléanistes et quelle direction effective ce parti avait prise avec le concours empressé du comte Dillon, sous la pseudo-appellation d'*Union conservatrice.*

Le grand porte-plume de la correspondance, le grand dispensateur de la manne monnayée était M. Jules Auffray. C'était lui qui déterminait les candidatures et les circonscriptions, lui qui faisait distribuer l'argent, lui qui donnait la marche à suivre,

réconfortait les timides et morigénait les audacieux.

A qui fera-t-on croire que M. Auffray se préoccupât d'autre chose que du retour éventuel du Roi, son maître?

Déjà nous avons vu M. Arthur Meyer se rendant à Bruxelles pour accaparer le général au nom des royalistes et empêcher qu'il ne fût *confisqué* par les bonapartistes. M. Arthur Meyer a eu au moins le mérite de la franchise.

A qui fera-t-on croire au libéralisme démocratique du baron de Mackau? Quant aux millions de Mme la duchesse d'Uzès jetés dans la mêlée, qui donc oserait affirmer que c'était pour soutenir la République, fût-ce même la République nationale? Allons donc! La duchesse ne s'était imposé de lourds sacrifices que pour préparer le renversement de la République et amener la restauration de son Roi qui lui devait bien un tabouret à la Cour du palais des Tuileries reconstruit.

Ce qu'on appelait le secrétariat général des Droites était un local bien agencé et situé dans le splendide immeuble qui porte le n° 22 de l'avenue d'Antin. Le local de la rue de Bourgogne était l'endroit où se faisait le gros ouvrage, à la portée de toutes les intelligences.

Aucune direction ne partait de là. On n'y faisait que les expéditions de ballots de brochures, on répondait aux renseignements, aux consultations juridiques, etc., etc. Mais aussitôt qu'on demandait à la rue de Bourgogne quelque chose touchant aux candidatures ou aux circonscriptions, on envoyait le correspondant s'entendre avec l'avenue d'Antin.

Nous avons sous les yeux une volumineuse correspondance adressée au représentant du Comité national pour la région lyonnaise. Tous les grands centres étaient organisés puissamment et ce qui se faisait pour Lyon, se faisait partout.

Le grand épistolier du comité des Droites, M. Jules Auffray, se multipliait. On se demande comment il pouvait mener de front le souci d'une aussi lourde tâche et le tracas de sa propre candidature dans les Ardennes, les réunions publiques et privées à Paris, les audiences des candidats, etc., etc. Assurément son activité et son zèle étaient dignes d'un meilleur sort, mais hélas ! le pays n'est pas orléaniste, et on ne voit dans le parti de Philippe VII que des généraux sans brigades et des colonels sans régiments.

On applaudit à leur libéralisme (!) mais on ne vote pas pour leurs protégés.

Nous voilà en pleine période électorale. La lutte est commencée. J'extrais ces quelques lignes d'une lettre de M. Auffray, elle donnera la note de la théorie orléaniste.

« Paris, 31 août.
« 22, Avenue d'Antin.

. . . .
. . . .

. . . .

« Ne serait-il pas possible de poser dans la 8e circonscription de Lyon la candidature de M. Huguet?

« Dans le cas où cette combinaison pourrait aboutir, il serait désirable qu'on agît dans ce sens. Mais il faut faire vite. La stratégie politique comme l'autre indique que les chances de succès vont souvent à celui des belligérants qui est le premier prêt. Faut-il de l'argent? Combien.

« Agréez, etc.

« *Signé :* JULES AUFFRAY. »

En voici une autre assez curieuse!

« Paris, 4 septembre 89.

« 22, Avenue d'Antin.

« On a fait sonder, par une personne sûre, M. Bouchez qui a déclaré qu'il ne voulait pas être candidat. J'en ai, de plus, parlé à M. Andrieux ; j'ignore ce que celui-ci a fait.

Voulez-vous prendre la peine de revoir M. Andrieux?

« En tous cas, et pour votre édification personnelle, il convient de se méfier et d'observer la plus grande réserve, vis-à-vis de M. Bouchez. Il faudrait ne parler *ni au nom des conservateurs ni au nom des boulangistes*. C'est un centre gauche impénitent qui englobe dans la même aversion la droite, et la gauche boulangiste.

« Agréez, etc.

« *Signé :* JULES AUFFRAY. »

Comme on vient de le voir les petits Machiavels de l'Orléanisme ont parfois subi de durs refus et ont avalé d'indigestes couleuvres. Mais, bast! C'est de la politique, cela!

Veut-on maintenant que nous mettions les points sur les I, et que nous taillions dans le vif et mettions au clair les pensées *de derrière la tête* des troupes amenées au boulangisme par le comte Dillon? Qu'on en juge :

« Paris, 8 septembre 1889.
« 22, Avenue d'Antin.

« MONSIEUR,

« Monsieur X.... aura la subvention de 2000 fr. demandée pour lui. *Il importe qu'il n'ignore pas qu'en la tenant de M. le baron de Mackau* il la *demande* et la reçoit d'une caisse essentiellement *conservatrice* et avec l'autorisation, en outre de M. BOCHER, dont vous savez la situation.

. . . .

« Une somme (PAS BIEN FORTE), je le sais, est tenue en réserve pour Lyon par le Comité républicain national pour qu'il y ait des candidats sérieux.

« Agréez, etc.

« *Signé :* JULES AUFFRAY. »

(Sous double enveloppe).

Ainsi on est fixé. L'argent distribué par

M. Auffray, il le tenait de M. le baron de Mackau, dont les sentiments sont connus ; de plus M. de Mackau s'en est dû ouvrir à M. Bocher, le grand intendant de la liste civile orléaniste, depuis que M. Bachasson de Montalivet a quitté ce monde.

Autre lettre d'envoi d'argent. Ici la subvention allant à un *presque ami* on la fait plus forte.

« Paris, 14 septembre 89.

. . . .

« Je m'empresse de vous informer que l'accord étant établi, le Comité met à la disposition de M. de Bellescize une somme de *cinq mille* francs pour subvenir aux frais des élections dans les 3e et 4e circonscriptions de Lyon.

« Agréez, etc.

« Signé : R. DE CROISSY. »

M. de Croissy était secrétaire d'Auffray et signait sa correspondance en l'absence du grand-électeur des droites.

« Paris, 15 septembre 1889.
« 22, avenue d'Antin.

« Monsieur Auffray, au moment de s'absenter, me charge de vous informer que M. Z... a reçu du comte Dillon 20,000 francs (vingt mille francs) pour les candidatures du Rhône. Il vous demande de vouloir bien vous entendre avec lui pour MM. Clovis Hugues et Ordinaire.

« Agréez, etc.

« Signé : DIEUDONNÉ. »

M. Dieudonné, deuxième secrétaire de M. Auffray, au nom de son patron, insiste pour qu'on s'entende sur les candidatures Ordinaire et Clovis Hugues. C'est un rêve que de voir ces deux honorables citoyens

devenir les « sympathiques » au clan Orléaniste.

La tactique orléaniste était bien simple : s'imposer au Boulangisme par la nécessité même où se trouvait le parti national d'avoir recours à la caisse pour alimenter ses besoins, et lui dicter des lois qu'il serait forcé de subir.

Or, pour qui connaît les tendances et l'esprit orléaniste, il est évident que le parti des princes ne pèche pas par excès de générosité.

« Donner un œuf pour avoir un bœuf », voilà toute la théorie de ces bourgeois enrichis, de ces parvenus pour qui seuls Guizot a pu dire :

Enrichissez-vous.

Une fois dans la place, une fois admis à l'Alliance démocratique des Républicains du Parti National, les de Mackau, les Dufeuille et les Auffray ont préparé le terrain électoral, s'adjugeant, comme toujours, la bonne

part ; humbles et liants au début, ils sont devenus par la suite assez puissants pour imposer leur volonté aux représentants du Général. Et comme ceux-ci étaient des plus malléables ; que Dillon, loin de résister, acceptait toutes les compromissions ; que Naquet, vice-président du Comité National, était enchanté, tout républicain qu'il fût, de faire sa partie dans ce monde de l'aristocratie ; que d'autres marivaudaient avec joie dans les salons du noble faubourg, de préférence aux agapes socialistes du temps de Monceau-les-Mines, l'autorité des Orléanistes pouvait s'affirmer avec sécurité.

On souscrivait à tout, car MM. Dufeuille et de Mackau pouvaient répondre d'un mot à toutes les objections de leurs alliés : Combien vous faut-il ?

C'était passé à l'état de doctrine et dans toutes les alliances conclues dans le passé avec différents partis politiques, les orléanistes n'avaient pas affiché d'autres principes

que ceux auxquels la monarchie de juillet les avait habitués : « De l'argent, toujours de l'argent. »

On verra dans le chapitre consacré aux Bonapartistes avec quelle facilité, quelle docilité les partisans de l'Empire se courbaient sous le joug de leurs alliés du moment. Dans cette fameuse Union Conservatrice, les Orléanistes apportaient la *Caisse*, leurs alliés Bonapartistes fournissaient les électeurs et en fin de compte, c'était un royaliste qui était nommé.

Cela s'est fait dans un grand nombre d'élections partielles, mais cela a surtout été pratiqué ouvertement aux élections générales de 1885. Les dupes bonapartistes apportaient, comme entrée de jeu, les forces encore assez compactes des plébiscitaires démocrates, avec quelques candidats à eux dont l'élection était assurée, les orléanistes faisaient les frais, et... 200 royalistes entraient à la Chambre alors que plus de la moitié des députés bo-

napartistes sortants était resté sur le carreau.

Ce qui avait si bien réussi en 1885 devait réussir bien mieux encore avec l'aide de l'aventure boulangiste. Ce que les orléanistes avaient fait avec leurs anciens alliés de l'Union conservatrice, ils pouvaient le tenter de nouveau, avec plus de succès, se servant de cet admirable levier : la popularité du général Boulanger.

Ils n'y manquèrent pas, tous leurs efforts tendirent à ce but : Vaincre les Républicains de gouvernement et devenir, après le triomphe, les maîtres de la situation.

Toutefois ils ne devaient pas avoir du général aussi bon marché que de leurs précédents alliés. Boulanger était sincère, ses convictions étaient républicaines, mais sa confiance aveugle en l'amitié le perdit. Dillon fut cet instrument néfaste aux mains du parti orléaniste ; c'était lui qu'on savait l'âme de l'or-

ganisation boulangiste, c'était le plus intime camarade de Boulanger, le confident de tous ses secrets, la cheville ouvrière du mouvement, c'était lui qu'il fallait accaparer. Dillon conquis, la partie était considérée comme gagnée par les royalistes. De Boulanger on ne s'occupait plus.

Néanmoins, on lui conseillait énergiquement (et madame la duchesse d'Uzès était allée à Londres dans ce but), de rentrer en France, se présenter devant la Haute-Cour et répondre à ses accusateurs.

Cela pouvait partir d'une idée grande et avisée. La rentrée du Général eût certainement produit une agitation extraordinaire et le Gouvernement n'en eût pas été le bon marchand.

Mais on n'ignore pas, non plus, et le parti orléaniste en escomptait le résultat, que des bruits inquiétants couraient sur les projets qu'avait le gouvernement de résister à ce mouvement. On disait que les mesures pri-

ses ne tendaient à rien moins qu'à profiter d'une bagarre provoquée par les manifestants boulangistes, pour, au cours même de cette bagarre, laisser s'égarer quelques coups de revolver ayant le Général pour cible. Qu'enfin, visé de nombreux côtés à la fois, il était impossible que Boulanger échappât à ces balles égarées (!).

Le parti orléaniste ne voyait pas d'un mauvais œil cette éventualité dont seul il aurait profité, car le mouvement de réaction que cet acte odieux eût déchaîné aurait changé la face des choses; le Boulangisme triomphait aux élections générales sans Boulanger, et comme les maîtres du parti étaient les Orléanistes, les princes auraient seuls hérité de ce résultat inespéré.

Pour la première fois depuis qu'il y a des Orléans, ce parti aurait profité d'un crime auquel il n'était pas directement mêlé.

C'était d'une morale élastique, soit ! mais c'est bien là la morale orléaniste.

De ce qu'on vient de voir il résulte clairement que les royalistes avaient étroitement enserré le général Boulanger dans les mailles de leurs filets. Ils lui avaient, pour arriver à leurs fins, ménagé, provoqué une entrevue avec le comte de Paris et depuis ce jour, il se croyaient maîtres du chef du parti révisionniste.

De leur côté, les révisionnistes n'ignoraient pas les droits que s'arrogeaient les orléanistes sur le Général, ni les sources vives d'où venait l'argent. Ils savaient que le comte Dillon était leur homme, que les millions de Madame la duchesse d'Uzès avaient pour but toute autre chose que l'affermissement de la République, en un mot que l'alliance avec les partisans de Philippe VII était devenue le prix d'un marché.

Le général avait eu le très grand tort de s'aboucher avec les représentants du roi, et surtout de consentir à rencontrer le prétendant, mais telle était sa foi dans son étoile

qu'il ne voyait pas la faute commise et qu'à part lui, il comptait bien, après le triomphe, renvoyer les hobereaux royalistes à leurs castels et Philippe VII lui-même à ses rêves chimériques.

L'événement a trompé les uns et les autres !

XIII

LES BONAPARTISTES ET LE BOULANGISME

L'attitude du parti avant le 27 janvier. — La fête du Grand-Hôtel. — Effacement du prince Victor. — Les Bertrands de l'Orléanisme. — Candidats in extremis.

Le parti impérialiste, celui qui revendique pour chef le prince Victor, était organisé en Comités d'arrondissements. Ces comités, qui jadis avaient été une force réelle avec laquelle il fallait compter, avaient singulièrement perdu de leur influence, depuis quelques années. Le parti impérialiste propre-

ment dit s'était scindé après la mort du prince Impérial, et une grande partie était allée au chef légitime de la doctrine démocratique, au prince Napoléon (Jérôme).

Ceux-ci étaient les plus intelligents et les plus convaincus, ils ne répugnaient nullement à accepter le régime républicain, principe qui etait la caractéristique du Prince Rouge, comme on l'appelait.

Les Impérialistes purs (!) ne juraient, eux, que par le prince Victor, leurs Comités se réunissaient à grand fracas d'annonce dans leur organe le *Petit Caporal*, en des parlottes où des orateurs daubaient sur la R. F. et exaltaient les beautés du régime impérial.

Tout allait languissant ; on se désespérait; rien ne venait et le Messie couronné tardait à paraître, pour satisfaire les ambitions de l'Etat-major et contenter les vœux des petits et des humbles.

Sur ces entrefaites, arriva le décret d'expulsion des Princes. L'occasion était bonne

pour manifester une dernière fois, et le prince Victor, en se rendant à la gare du Nord pour prendre le train de Bruxelles, fut l'objet d'une ovation qui fera époque dans sa vie, car Bruxelles est plus loin que la rue de Monceau et nous doutons qu'il entende jamais des acclamations pareilles à celles qui saluèrent son départ.

Le général Boulanger, avec son étonnante popularité, avait encore renforcé les sympathies du parti républicain en rayant des rangs de l'armée les princes d'Orléans, et en contresignant la loi de bannissement.

Ce fut sur lui que tomba la colère des Impérialistes privés de leur prétendant. Dans les journaux du parti, journaux clairsemés, il est vrai, on le traitait de « Robert Macaire, de fantoche, de jésuite, de communard ». On lui fit une guerre sans merci, on l'insultait jusque dans son passé de soldat.

Le *Petit Caporal* le traînait dans la boue, le journal satirique, le *Pilori*, alors impé-

rialiste, lui consacrait tous ses dessins hebdomadaires, la *Patrie* alors impérialiste fulminait sous la plume de M. Eugène Guyon, porte-parole du marquis de la Valette, le grand ami du prince Victor. On verra plus loin que ce pauvre marquis possédait à merveille la théorie de l'opportunisme en matière politique. Je ne parle pas de la presse de province qui, elle, emboîtait le pas derrière « les ténors » de la capitale.

Mais quand, plus tard, le parti *Victorien* (c'est le nom que nous lui donnerons désormais) s'aperçut des *mamours* que, malgré leur conduite et leurs attaques passées, les Orléanistes faisaient au Général, il se ravisa; le mot d'ordre, tacite d'abord, officiel ensuite, fut : accaparer le Général, le soutenir dans sa lutte contre l'opportunisme, et le suivre dans toutes ses manifestations politiques.

Cette nouvelle attitude des Victoriens fut constatée, en premier lieu, à la fameuse

soirée du *Grand-Hôtel*, donnée par Lucien Millevoye, puis à la cérémonie du mariage de la fille cadette du Général, Mlle Marcelle Boulanger, avec le capitaine Driant.

Au *Grand-Hôtel* on remarqua le général du Barail, la poitrine constellée de ses décorations, et, à la cérémonie nuptiale de Saint-Pierre de Chaillot, tout le clan de l'état-major victorien, depuis le général du Barail représentant *officiel* du Prince Victor, les Clément de Royer, les Daguillon-Pujol, les Chassaigne-Goyon, les Baillehache, les Georges-Dufour, les Legoux, etc., jusqu'aux modestes présidents des semblants de comités.

L'indignation que les « intransigeants » du parti avaient ressentie de la présence du général du Barail à la soirée boulangiste du *Grand-Hôtel* s'était manifestée par des articles très violents du commandant Blanc, directeur du *Petit Caporal*.

La consigne ayant été changée, on s'aper-

çut, le 30 octobre 1888, aux alentours de Saint-Pierre de Chaillot, que le parti victorien avait fait la paix avec le général Boulanger; et, se ralliait à son cheval noir, si *blagué* depuis plusieurs mois.

Dans les parlottes des Comités, on décida de faire une propagande acharnée des doctrines boulangistes; on ne donnait qu'un faible souvenir au Prince exilé à Bruxelles; et, à l'élection du 27 janvier à Paris, les Victoriens votèrent pour le Général.

Les impérialistes patriotes étaient allés à lui pour se rallier à une vraie République, d'autres l'avaient suivi par esprit de césarisme, d'autres enfin plus naïfs ou plus *roublards* avaient embrassé sa cause avec la secrète espérance qu'il restaurerait l'Empire et se servirait de son immense ascendant sur les masses, pour devenir le Monck du jeune Victor.

Quant aux partisans du prince Napoléon, qu'on appelait les Jérômistes, ils s'étaient,

dès le premier moment, ralliés au mouvement, soutenant énergiquement, sous la direction des Lenglé, des Silvy, des Poignant, le principe républicain contre la théorie opportuniste, défendant dans la presse et dans les réunions la doctrine de la République nationale.

Comme on le voit, les uns par raison, les autres par calcul, tous les Bonapartistes enfin étaient devenus « Boulangistes ».

Dans les salons du boulevard des Capucines, où pontifient les jeunes chefs de la *Revue de la France moderne*, on escomptait le succès et le triomphe futur du général qui ne manquerait pas, à un moment donné, d'étrangler « la Gueuse », d'appeler au trône de France l'empereur Napoléon V et d'accepter l'épée de connétable comme prix de ses services.

De leur côté les orléanistes, dont Dillon faisait le jeu, rêvaient eux aussi, et avec quelque apparence de raison, le retour de

Philippe VII, plus connu sous le nom de Comte de Paris.

Dillon avait vu, avec une certaine appréhension, la venue au boulangisme des recrues victoriennes; celles-ci pouvaient, en un temps donné, devenir réellement des républicains, ce qui aurait vivement contrarié les projets monarchiques des accapareurs du boulangisme, il mit tout en œuvre pour leur barrer la route et rassurer ses amis d'Orléans.

Le prince Victor et son entourage qui bâtissaient à Bruxelles des châteaux en Espagne, se livrèrent pieds et poings liés à la coterie Dillon. Rien ne put leur ouvrir les yeux. Avec un entêtement absolu ils méconnurent tous leurs principes originels, avalèrent toutes les couleuvres, firent toutes les concessions les plus humiliantes, ne voyant rien au delà de leurs illusions et de leurs rêves.

Ils obéirent en aveugles à tous les caprices

de Dillon, opinèrent du bonnet à ses intrigues, à ses compromissions, malgré les éclatants dénis de justice, malgré les hontes dont les abreuvait, à chaque instant, sa politique orléaniste.

Nous publions ici une lettre qui confirmera l'attitude du prince Victor devant les chances de succès futur du général Boulanger. Nous croyons utile également de répéter ce que nous avons dit au début de cet ouvrage : les lettres que nous publions nous ont été personnellement adressées ; dans le cas contraire nous ne les livrons à la publicité que sur l'autorisation expresse et suivant le conseil du général Boulanger, seul juge et maître en la matière.

Nous écartons par cette déclaration tout soupçon de rechercher du scandale et toute idée de blâmables indiscrétions.

D'autre part, nous ne publions que le strict nécessaire pour éclairer nos lecteurs, il faudrait plusieurs volumes pour contenir

les documents que nous possédons relatifs à cette période agitée.

Voici une lettre écrite par le marquis de Lavalette au Général, le 16 juillet 1889 :

« 16 juillet.

« Mon cher Général,

« Avant d'aborder la question qui est l'objet de ma lettre, je tiens à vous dire combien je suis heureux de tout ce que je vois.

« Vos chances grandissent de jour en jour, non seulement grâce à vos efforts et à ceux de vos amis, mais aussi par la folie de vos adversaires ; on ne pouvait espérer les voir tomber si bas !

« Vous savez combien sont sincères les vœux que je forme pour votre succès et en cela je ne fais que partager les sentiments de « *quelqu'un qui m'est bien cher* » (1).

« J'aurais voulu contribuer pour une faible part à la lutte finale, mais grâce aux cir-

(1) Le prince Victor Napoléon.

constances et à la *bonne amitié que me portent les Orléanistes,* je n'ai pu le faire.

« Je prendrai ma revanche un jour !

« Ne pouvant rien par moi-même, je cherche à aider ceux qui peuvent vous servir et voici pourquoi je vous écris :

« Un de mes amis les plus chers, le comte de Turenne, ancien officier de marine, officier de la Légion d'Honneur, grand propriétaire dans le Lot, arrondissement de Figeac, se porte au conseil général dans son canton, la Chapelle-Marival, contre un M. Lapparat, opportuniste fieffé, qu'il a déjà battu, mais qui a fait enfin son élection. Il a toutes les chances d'être nommé, d'autant qu'il se porte comme *candidat national* avec des affiches *tricolores.*

« Son but, s'il est nommé, est de se porter à la députation *avec votre programme,* contre *M. Vival, opportuniste,* et contre M. de Lamberterie, député orléaniste sortant. *Ce dernier a été substitué à M. de Turenne*

bien qu'il ne soit même pas de l'arrondissement, et que M. de Turenne se fût porté une fois à la députation, où il n'a été battu que de quelques voix.

« Aujourd'hui M. de Turenne est décidé à réclamer son droit, d'autant que M. de Lamberterie a perdu toute sa situation, et que, *seul à seul il sera certainement battu par l'opportuniste*. C'est une circonscription perdue.

« Afin d'assurer son succès au Conseil Général, mon ami m'avait écrit pour me prier de demander qu'on lui envoie quelqu'un de *Votre* Comité, pour faire une conférence chez lui.

« Je suis allé trouver M. Laguerre à qui j'ai raconté la situation et qui, d'accord avec moi, m'a engagé à m'adresser à M. Millevoye. Je viens de le voir à l'instant. Millevoye me répond que vous avez pris une décision récente de ne plus faire de conférences et que, tout disposé qu'il est de faire pour

moi tout ce qu'il faudra, il ne peut rien faire sans votre autorisation.

« C'est là ce que je viens solliciter de vous, avec la plus grande insistance. Turenne est un (passez-moi l'expression) *bougre à poil* qui n'a peur de rien et c'est de ceux-là qu'il vous faut. J'en réponds comme de moi.

« Comme le temps presse et que je sais combien vous êtes occupé, je n'ose pas vous demander de me répondre, *mais faites dire à Millevoye que vous l'autorisez*.

« Il faudrait qu'il pût partir dimanche prochain.

« Avec tous mes vœux,

« Bien à vous.

« *Signé :* LA VALETTE. »

M. de Turenne n'était pas resté inactif et voulant justifier la bonne opinion que le marquis de La Valette, son ami, avait donnée de lui au Général, s'était bravement jeté

dans la lutte avec l'ardeur d'un homme qui ne ménage ni son temps, ni son argent, ni ses forces pour triompher.

Cette attitude ne fit pas l'affaire des Orléanistes qui supplièrent M. Auffray, le représentant officiel du baron de Mackau et du comte de Paris, de faire intervenir le comte Dillon et de réfréner les ardeurs de M. de Turenne :

M. Auffray adressa donc au comte la lettre suivante qui suivait de près celle que le marquis de la Valette avait écrite au Général.

« Paris, le 1er août 1889.

« MON CHER AMI,

« Dans le Lot, et l'arrondissement de Figeac où M. le baron de Lamberterie est député sortant et candidat, M. le comte de Turenne (qui vient d'être battu au Conseil général) fait construire une salle de réunion et annoncer dans son journal *le Petit Quercinois* du 27 juillet que « les membres les

plus marquants du Comité républicain national » viendront tenir là une réunion le 8 août.

« Inutile de vous dire le déplorable effet que ferait cette réunion.

« Pouvez-vous donner des ordres *assez prompts* pour réfréner ces *déplorables* tentatives ?

« Bien cordialement,

« *Signé :* JULES AUFFRAY. »

M. de Turenne, à quelques jours de là, reçut l'ordre de rentrer dans le rang. Les orléanistes l'emportaient sur l'Impérialiste, mais ce fut leur unique succès. Le protégé de M. Auffray, le baron de Lamberterie, se présenta dans la circonscription de Figeac avec l'appui et l'agrément du comte Dillon, et.. il fut honteusement battu par l'opportuniste Vival, ainsi que le prédisait si justement le marquis de la Valette dans la lettre qu'on a lue ci-dessus.

Dans la Drôme, un homme était tout indiqué par sa situation, son passé politique, son titre d'ancien député, c'était le marquis d'Aulan. Dès le premier moment le corps électoral se groupait autour de son nom et son triomphe était certain. Mais sous prétexte que M. d'Aulan s'était depuis quelque temps retiré de la vie politique, les royalistes, sans même le pressentir, lui décochèrent un remplaçant (!), un M. Verdet qui fut d'ailleurs, par la force des choses, obligé de retirer sa candidature le jour où le marquis d'Aulan posa officiellement la sienne.

Mais MM. les Orléanistes, envisageant la retraite de leur candidat, M. Verdet, comme une grâce qu'ils faisaient aux impérialistes, se targuèrent de cette grandeur d'âme pour obtenir une candidature unique de leur choix dans un autre département.

Sur les instances du Comité des douze, le comte Dillon rédigea la note autographe

suivante qui fut mise sous les yeux du prince Victor; elle est du 3 juillet 1889.

Note du comte Dillon

« Le marquis d'Aulan s'était retiré de la vie politique et M. Verdet fils, royaliste, avait cru pouvoir se substituer à sa place dans l'arrondissement de Nyons (Drôme).

« Un ordre de son altesse impériale a déterminé le marquis d'Aulan à rentrer en ligne et l'Union conservatrice, d'accord avec le parti du Général, à soutenir M. d'Aulan, malgré les récriminations de M. Verdet fils.

« Dans l'intérêt de l'union conservatrice dont dépend plus que jamais le salut de la France, *son altesse impériale ferait bonne œuvre* si elle consentait à déterminer M. Henri Chevreau à ne pas combattre M. Blachère à Largentière (Ardèche).

« M. Blachère a rendu d'éminents services à l'Union conservatrice pendant et après la campagne du Général en Ardèche.

« C'est grâce à sa ferme et patriotique attitude que l'Union conservatrice a été pratiquement et loyalement respectée lors et depuis la triple élection du Général, par le parti royaliste qui s'est séparé des Ferdinand Duval, Lambert Sainte-Croix, Pasquier et autres.

« M. H. Chevreau a, du reste, moins de chances de succès que M. Blachère, qui a toujours occupé le premier rang de la liste des conservateurs alors que M. Chevreau n'a pu y figurer que le dernier.

« Blachère a été trois fois préfet (!) à Largentière.

« Chevreau une fois! »

Ainsi qu'on vient de le voir, c'est chez les orléanistes un éternel marché. Ils reprenaient de la main gauche ce qu'ils avaient dû concéder de la main droite. M. Verdet fils étant reconnu impossible, ils ont eu l'air de déplorer sa retraite, de la mettre sur le compte de leur esprit de conciliation, et de

solliciter une compensation par ailleurs; M. le marquis d'Aulan a été dépossédé de son siège réellement gagné par M. Boissy-d'Anglas, opportuniste et choyé par la majorité de la Chambre. M. Blachère a été élu. L'ancien préfet (!) de Largentière, comme l'appelle le comte Dillon, par erreur assurément, avait été sous-préfet de l'arrondissement trois fois, paraît-il, ce qui laisse au moins à supposer qu'il a été trois fois déboulonné.

Toujours est-il que le prince Victor a donné son assentiment à ces tripotages dont son parti était victime et il a continué avec sérénité à jouer son rôle de dupe.

Voici une autre note de M. Dillon, toujours destinée à passer sous les yeux du prince Victor, elle est datée du 16 juillet.

« Pour Bruxelles »

« *Gard.* — Dans le Gard, l'affaire est en bonne voie d'arrangement.

« M. Joseph Gardies, que vous désiriez pour la 2e circonscription d'Alais, a accepté l'arbitrage du Comité des Douze et se portera définitivement dans la 1re d'Alais.

« Trois circonscriptions seulement du Gard sont occupées par des royalistes.

« *Calvados*. — M. Desloges, député sortant, reste seul candidat à Caen. Ceci a été décidé par le Comité à Paris. M. Engerand doit donc se retirer.

« *Arras*. — On fera pour M. Sens ce que vous demandez. Le prier de venir ici pour s'entendre avec qui de droit à ce sujet.

« *Pithiviers*. — On fera pour M. Brière ce que vous demandez. Le prier également de venir ici le plus vite possible. »

A ces notes le secrétaire du prince Victor, M. Edmond-Amédée Blanc répondit par la lettre suivante :

« 21 juillet 1889.

« CHER MONSIEUR,

« Merci des renseignements que vous me donnez, j'écris immédiatement à Arras et à Pithiviers.

« Quant au Gard, le projet que vous indiquez ne pourrait aboutir. La 1re d'Alais est détestable à notre point de vue : pour y réussir il faudrait une note très accentuée, je dirai même ridicule.

« Dans la deuxième, au contraire, nous avons des forces très sérieuses grâce aux mines où nos amis sont nombreux et organisés. Là M. Gardies réussirait, tandis qu'une candidature teintée ou soupçonnée de royalisme échouerait infailliblement. J'insiste donc de nouveau : il y a intérêt majeur à tous les points de vue : c'est la conquête de trois sièges qui peut être compromise.

« Pour la deuxième de Périgueux, un congrès local doit se réunir à la fin du mois :

M. Meilhodon accepte par avance sa décision. On ne peut que renvoyer M. de Loqueyssie et M. Gay devant cette assemblée.

« Croyez, cher Monsieur, à mes sentiments les plus distingués.

« *Signé :* A. EDMOND BLANC. »

Voilà qui est réglé.

On colle M. Gardies dans une circonscription où son échec est assuré, après l'avoir extrait d'une circonscription où son triomphe était certain. Bast ! c'est toujours un impérialiste de moins ! et comme les orléanistes préfèrent la réussite d'un républicain à celle d'un de leurs alliés ils facilitent le succès de M. Desmons opportuniste dans la première d'Alais, y laissent lutter M. Gardies et délèguent un des leurs, M. de Ramel, dans la *bonne* deuxième circonscription et... le tour est joué, on a deux royalistes au lieu de trois conservateurs, c'est là le principal.

Quant à la deuxième de Périgueux, ce bon M. Meilhodon qui l'a emporté sur ses deux

compétiteurs au Congrès conservateur de Périgueux, est resté sur le carreau pour voir triompher M. Chavoix, républicain.

Et partout c'était la même chose. Le parti victorien a toujours été la bonne dupe naïve et le prince lui-même n'a jamais joué en ces matières que le rôle du « Bertrand » de la fable au profit des « Ratons » de M. le comte de Paris.

Nous aurions encore de nombreux exemples à citer, mais cela nous entraînerait hors du cadre que nous nous sommes tracé ; ce qui est certain, c'est que la candeur en politique est plus qu'une faute, c'est un crime. Le parti de l'Empire doit à cette posture émasculée la perte de son ancienne splendeur. L'effacement n'est pas de mise pour qui vise à gravir les sommets du pouvoir et l'attitude du prince et de son entourage, son humilité dans les concessions, ont, plus encore que les événements, contribué à la déchéance morale de ce parti.

Et maintenant quelques lignes encore sur certains victoriens. Nous étions alors rue Galilée. Chaque jour nous voyions défiler dans notre cabinet les candidats de la « dernière heure », ceux qui « se sacrifiaient » pour boucher des trous dans des circonscriptions acquises d'avance aux opportunistes.

Ceux-là, c'étaient des besogneux, des pauvres diables, peu intéressants pour la plupart, mais cherchant avant tout la manne monnayée. Ils devaient toucher de certaines sommes pour les frais pressants de leur candidature.

Le matin ils avaient touché 50 ou 100 louis à la caisse boulangiste, rue Galilée.

Dans l'après-midi ils allaient solliciter des subventions à la caisse orléaniste, avenue d'Antin.

Lorsqu'ils affrontaient les chances du scrutin, ils faisaient une dépense de 50 ou 60 francs d'affiches-placards, faisaient paraître une profession de foi dans un journal,

allaient avec quelques amis à qui ils avaient offert des bocks et des cigares, dans des réunions et..... on n'en entendait plus parler. Toutefois leur bénéfice était encore assez appréciable.

J'en citerai deux exemples pris entre plusieurs : Un de ces candidats devait se présenter tout là-bas, là-bas dans le midi. Il sut réunir 3000 francs, rue Galilée, de là il se rendit chez M. Dufeuille, où il toucha encore 3000 francs.

Parti pour sa circonscription *trois* jours avant le scrutin, il se contenta de se fier à son étoile, ne fit imprimer aucune affiche, et obtint les voix des..... seuls membres de sa famille.

Un autre enfin, et c'est le modèle du genre, toucha 3500 francs rue Galilée. Il prit aussitôt un billet de 1re classe (aller et *retour*) pour la circonscription où il devait se présenter ; revint le lendemain à Paris, ne se *présenta pas* et *garda* l'argent !

Ab uno disce multos

Nous devons à la vérité d'ajouter que ces candidats venant du parti bonapartiste, n'étaient soutenus ni par le Prince ni par son entourage et ne s'étaient présentés qu'à la dernière heure, ayant arraché soit au Général, soit au comte Dillon, une investiture *in extremis*. Leur exemple fut du reste suivi par de nombreux candidats républicains-boulangistes.

XIV

LES FEMMES ET LE GÉNÉRAL BOULANGER

Considérations historiques. — Lettres. — Mme de Bonnemain. — Ixelles.

Nous entrons ici dans un ordre d'idées tout à fait à part et demandant à être traité avec la plus grande discrétion.

Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur ce sujet, ne l'effleurant que pour mémoire, mais il est impossible aussi de le passer sous silence, car les femmes ont eu sur l'esprit et le cœur du général Boulanger une

influence considérable qui ne s'est arrêtée que par la mort.

D'autres ont traité ce sujet avant nous. Ils l'ont fait dans le but de jeter sur le malheureux proscrit la déconsidération et de ternir sa mémoire par des racontars fantaisistes et perfides. Nous ne les imiterons pas, ne cherchant ni à exciter de malsaines curiosités ni à stimuler la malignité par des révélations scandaleuses.

Le Général était venu à Paris, précédé de la réputation de vaillant soldat, de patriote ardent, du plus grand avenir. Ceux qui furent ses amis, ses parrains ne tarissaient pas sur son compte d'éloges enthousiastes, le présentant aux masses comme le drapeau de la revanche, comme le héros des guerres passées, comme le héros des gloires futures.

Il eut une « presse sympathique » principalement dans le parti de ceux qui devaient dans la suite devenir ses plus dangereux adversaires, ses plus ardents calomniateurs.

Boulanger s'était trouvé, lui presque inconnu la veille, lancé dans de hautes situations militaires. Il avait atteint cette période de l'âge mûr où l'homme est le plus accessible aux tentations de la jeunesse, aux séductions de l'esprit et de la beauté. Fringant comme un sous-lieutenant frais émoulu de l'Ecole, mondain par toutes ses aspirations, très soigneux de sa personne et même quelque trop conscient de ses avantages physiques, il devait moins que tout autre être de taille à résister aux séductions qui s'offraient à lui.

Mais dans ses nombreuses relations affectueuses avec la société féminine, il s'en tint aux amabilités, aux prévenances, aux plaisirs éphémères. Cela ne durait guère et n'eut pas grande prise sur son cœur. Une femme, une seule, sut fixer sérieusement son attention d'abord, puis captiver ses sens et s'attacher à jamais l'ultime amour de ce soldat.

Nous comprenons l'ascendant qu'il dut prendre sur les femmes en nous rappelant combien le charme de toute sa personne, la douceur de son regard, la cordialité de son accueil lui avaient, du premier coup, conquis les hommes qui l'approchaient.

De toutes celles qui étaient venues à lui, follement éprises de ce ministre de la guerre à barbe blonde; enfiévrées de la popularité immense de leur idole, pas une qui, même après la rupture, l'abandonnât ou l'oubliât. Toutes lui restèrent profondément attachées et demeurèrent fidèles à son souvenir.

Quant à lui, il ne se rappelait pas longtemps les folles étreintes, les caresses d'un soir, les baisers d'une heure. La multiplicité même de ses occupations ne le lui eût pas permis. Mais les délaissées se souvenaient. Elles gardaient au fond du cœur la reconnaissance d'un moment d'amour, elles conservaient en un orgueil intime la joie d'avoir appartenu, un jour, une heure à cet homme

dont s'entretenait la France entière, que la France idolâtrait, dans les bras duquel allait se jeter cette France, semblable à la Carmen endiablée qui s'abandonne au vaillant soldat, au toréador victorieux.

Oui, toutes ces femmes lui conservaient un dévoûment sans bornes. Elles connaissaient les détails de sa vie, son existence de proscrit, sa liaison avec Mme de Bonnemain, le culte qu'il lui avait voué. Elles savaient tout cela ! et, chose étrange, elles l'excusaient. Que de fois donnèrent-elles au général des conseils affectueux, lui envoyant aussi des avis intéressants, lui dévoilant nombre de perfidies préparées, le renseignant sur tel ou tel, l'informant d'événements prochains, le mettant à même d'y parer. Nous avons vu toutes ces lettres. Nous n'en reproduirons qu'une, dont nous faisons des extraits, car elle résume à peu près toutes les autres. Ce ne sont pas de ces banalités de femme amoureuse et frivole, on

y trouvera l'expression de l'affection sincère et durable, où le souci de l'homme aimé n'exclut pas le souci de son avenir et de sa gloire.

Voici cette lettre :

« MON BIEN CHER GEORGES,

« Recevras-tu cette lettre ? hélas ! je t'écris de temps en temps ; on me dit toujours que mes lettres te parviendront, je n'en sais rien, puisque je ne reçois rien.

« Mais, tu le sais, rien ne me lasse, te sachant en exil, je ne puis pas me décider à ne pas t'écrire. Il faut que je te le dise, Georges, je pense à toi et beaucoup avec moi te désirent.

« Tu es élu ! Mais comme il fallait s'y attendre, *ils* feront tout pour dire non. Courage, ami. Comme tu dois souffrir de toutes ces horreurs que l'on dit de toi. Je t'assure que tu as des défenseurs, mais hélas ! que d'hommes dégoûtants !

« Je prends les noms de tous ceux qui di-

sent du mal de toi ; je note tout pour plus tard te dire quand ils viendront se courber devant toi : celui-ci a fait ceci, celui-là a fait cela !

« Car il est temps que tous ceux qui t'aiment se serrent afin de ne pas laisser entrer dans leurs rangs de brebis galeuses.

. . . .

. . . .

. . . .

« Ferry n'a pas été élu, c'est déjà ça ! mais c'est égal, je ne suis pas contente. Je m'attendais à mieux, hélas ! ces (comment les appellerai-je ?) ces malhonnêtes gens, tu ne te doutes pas de tout ce qu'ils ont fait.

. . . .

. . . .

. . . .

« Il y a eu des bagarres hier, sur les boulevards. La foule criait : Vive Boulanger !

« Oh ! oui, vive Boulanger, Vive mon

Georges, que j'aime, je crois, de plus en plus, et cependant c'était difficile d'aimer plus.

« Bien à toi et toute à toi

« ....

« 23 septembre 1889. »

Par l'exemple que nous venons de citer on a la caractéristique de presque toute la correspondance féminine avec l'exilé de Londres.

Il y a certes de l'amour vrai, de l'amour profond dans ces pages vibrantes, mais aussi quels dévouements, quels soucis du bonheur de l'être aimé ! Ce ne sont pas seulement les tendres expansions de Laure ou de Juliette, ce sont aussi les sages avis, les prévoyantes attentions d'Egérie.

En remontant dans le passé, on trouve une situation analogue. L'histoire se renouvelle.

Louis Napoléon, lui aussi, était un inconnu en France, ignoré des foules, soupçonné chez

les habiles, ridiculisé par tous. Il n'avait ni comités, ni partisans, ni fortune. Par la seule puissance du nom magique qu'il portait, les portes de la France jusque-là fermées au conspirateur de Strasbourg et de Boulogne se rouvrirent sur l'ancien proscrit, et les suffrages populaires réveillés à l'appel de son nom le portèrent à la première magistrature de la République.

Les principaux moteurs de sa popularité, les soutiens fervents de sa cause, furent aussi les femmes qui préparèrent, organisèrent et réalisèrent le triomphe de 1848 et de 1852.

Ah ! c'est que dans ces corps, débiles en apparence, battent des cœurs ardents ; dans ces frêles organisations s'agitent des sentiments enthousiastes des grandes choses, pitoyables aux souffrances d'un proscrit, sympathiques à la cause d'un désespéré. Ce furent les femmes qui firent revivre la légende de « l'Autre », le martyr de Sainte-Hélène;

elles qui racontèrent la douce et plaintive élégie de « l'Aiglon » fils de « l'Aigle » moissonné à 20 ans, ignoré, oublié, anémié, dans son palais de Schœnnbrunn, en s'écriant : « Mourir à 20 ans ! quand l'épée que je tiens a fait trembler le monde ! »

Dans tous ces cœurs de femmes jaillit un immense sentiment de pitié et de sympathie pour ceux qui n'étaient plus en même temps qu'un profond désir de revanche pour l'homme qui représentait les splendeurs passées.

Napoléon dut son succès aux femmes françaises qui surent mettre en mouvement leur influence, leur savoir-faire et qui, devançant la loi des coalitions, pesèrent sur leur mari ou leur amant en les menaçant, s'ils résistaient à leur propagande napoléonienne, de la grève des épouses ou maîtresses.

Telle était exactement, à la légende près, la situation du général Boulanger.

Depuis l'année terrible, nos filles de France

se sentaient humiliées, amoindries. Les unes se souvenaient, les autres avaient appris que des étrangers avaient été nos vainqueurs; elles savaient que leurs pères, frères, époux, amants avaient été vaincus dans cette funeste guerre; elles avaient subi les angoisses cruelles du siège et des capitulations, et dans les silences des nuits, aux doux moments d'ivresse, aux effluves de l'amour, elles rêvaient aux revanches futures, à l'humiliation effacée, aux hommes régénérés et victorieux.

De là à embrasser la cause du général Boulanger, personnification de la revanche désirée, il n'y avait qu'un pas. La fameuse revue du 14 juillet 1886 mit le feu aux poudres.

Les femmes pleuraient d'allégresse au passage de nos braves soldats, retour du Tonkin. Sur les mâles et fiers visages de ces valeureux enfants se lisait la conscience de la force reconquise, d'une invincible

assurance de succès pour les luttes futures.

En Boulanger vivait l'âme de cette manifestation patriotique. Et dans ce Paris si facile à émouvoir, tous les hommes, toutes les femmes criaient : Vive l'armée! Vive Boulanger! à Berlin!

De ce jour date la grande popularité de Boulanger. Son cheval noir fit merveille, lui-même fut consacré par la foule.

En lui résidaient nos espérances, son épée devait nous rendre l'Alsace et la Lorraine, son avant-garde nous mener à Berlin, et ses glorieuses troupes, déchirant le traité de Francfort, rendaient à la France sa gloire et son prestige un moment effacés.

En fallait-il davantage que ces rêves pour enflammer tous les cœurs et surexciter l'imagination des descendantes de Jeanne Hachette et de la « Bonne Lorraine » ? Donc du salon à la mansarde toutes l'aimaient, le voulaient, mais les affections populaires étaient plus vraies et plus sincères et subsis-

taient après la défaite, tandis que les nobles et *honnestes* dames s'empressaient de faire disparaître les photographies et souvenirs du vaincu.

Les grands n'aiment et n'encensent que les succès. Mais, ainsi que nous l'avons dit plus haut, Madame de Bonnemain seule sut retenir ce favori des foules. Le général se faisait tout enfant auprès d'elle, n'écoutait qu'elle, ne vivait plus que pour elle, quand les désillusions, les trahisons et les défaites furent survenues coup sur coup.

L'amour seul pouvait adoucir ces amertumes, l'amour seul pouvait fermer les plaies encore saignantes.

Et quand l'amie ne fut plus, quand le proscrit rentra dans la maison vide et sentit au cœur cette effroyable douleur que seuls connaissent ceux qui perdent un être aimé ou sont trahis dans une affection folle, il vit que rien n'existait plus pour lui; résolument, sans une faiblesse, sans un regret,

il s'en fut dormir le dernier sommeil auprès de son rêve suprême dans cette Mort, l'ultime et l'éternelle maîtresse, la seule qui ne trompe jamais !

Sur la pierre d'Ixelles, on lit : « Georges et Marguerite » et l'esprit rêveur s'en va chercher les mystères de l'infini, essayant en vain de percer les secrets de l'au delà, épouvanté de la réalité des choses qui veut que les éclatantes fanfares de guerre, de victoires, de gloire populaire, finissent si loin du sol natal en un naïf effeuillement de marguerites d'amour et de sanglants œillets.

XV

CONCLUSION

Les Judas. — Le Golgotha. — Eli, Eli lama Sabactani. — La mort.

Le 6 octobre, tout espoir de réussite et même de revanche était perdu.

Avant cette date, les disciples, les candidats à la députation, les faméliques de tout rang, portaient aux nues le Messie au cheval noir, parsemant sa route de protestations de dévouement, d'engagements d'honneur, de reconnaissance éternelle ! Tristes rameaux, destinés à joncher le chemin dou-

loureux qu'allait parcourir celui qu'ils devaient trahir.

Et, quand après la défaite de septembre et d'octobre vint le renouvellement du conseil municipal de Paris, ceux qui n'avaient pas encore tout à fait renié le Maître, ceux qui, pareils aux chacals et aux hyènes, flairent une proie facile, ceux-là sentant que quelques billets de mille restaient au proscrit, se réunirent afin de se mieux partager ses dépouilles.

Ce fut une épopée mémorable : le général, de Jersey, signa les chèques touchés chez Rotschild, et consacra ses derniers deux cent mille francs à jeter la pâture à tous ces affamés :

En lui-même, malgré ces affirmations publiques, malgré le clairon sonné en victoire, il se disait : mon royaume n'est pas de ce monde et lentement il gravissait son calvaire s'égarant parfois en de fugitifs rêves dans le jardin des oliviers.

Après le dernier désastre, les baisers de Judas abondèrent sur sa face pâle, sur cette tête de soldat qui avait vu la mort de si près, qui l'avait toujours cherchée, qui la souhaitait encore au milieu des rangs français.

Dillon avait commencé ; ce politique, condamné par l'opinion publique, avait disparu depuis longtemps, n'ayant d'autre soin que.... de rendre *ses* comptes aux gens du roi, comptes que nous ne verrons jamais, les Orléanistes ne voulant pas qu'il soit dit qu'ils ont été roulés !

Le grand cri de guerre contre Boulanger fut : d'où vient l'argent ?

Nous demanderons nous : où a passé l'argent ?

De tous les millions versés, la moitié à peine fut dépensée, en besognes inutiles.

Où se trouve l'autre moitié ? ? ?

Le général est mort sans laisser un centime, ses serviteurs les plus dévoués sont

pauvres, mais ceux qui, dans le boulangisme, avaient vu *l'affaire à faire*, vivent somptueusement, les chevaux piaffent dans leurs écuries, l'existence leur est douce.

Les Judas de Paris, et tous les autres, après avoir pendant quelque temps jeté la poudre aux yeux, commencent à porter le poids de leur infamie.

De Jersey le proscrit voyait tout cela, sentait son cœur se serrer, ses illusions disparaître ; il se reposait en la seule chose qui lui restât : l'amour.

Le calice était bu jusqu'à la lie, rien n'avait été épargné, on l'avait sali, traîné dans la boue, frappé dans ses affections, dans son amour paternel, dans son patriotisme. Il espérait vivre désormais à l'abri des injustices et des orages populaires, loin des traîtres et des lâches ; il se complaisait en une future existence de joies intimes, avec une secrète espérance de gloires militaires en cette vieille France qu'il adorait ! Il se trompait !

Le calvaire n'était pas encore gravi et le Golgotha dressait son noir et sinistre sommet sur les lignes du fatal horizon.

Mme de Bonnemain vint à Paris; elle y tomba gravement malade. Devant l'affolement du général, annonçant son arrivée par des dépêches *en clair*, elle puisa dans son énergie de femme, dans son amour, dans son dévouement à l'exilé la force nécessaire pour le rejoindre à Bruxelles.

Après un court voyage à Jersey les deux amants revinrent s'installer rue Montoyer, dernière étape avant la mort.

De la politique il ne fut plus question, Mouton-Dufraisse seul répondait aux lettres des rares fidèles de France; Boulanger était tout entier à sa malade, essayant de la retenir, rêvant chaque jour un mieux qui n'arrivait jamais, semant l'or et les promesses pour la guérison désormais impossible.

Enfin l'adorée s'éteignit, pendant que le grand enfant éperdu la pressait dans ses

bras, lui criant : ne t'en vas pas, ne t'en vas pas !

Ce jour-là fut la dernière station douloureuse de ce chemin de croix parcouru si rapidement.

Puis la morte rendue à la paix du tombeau le proscrit ne vécut plus qu'avec l'idée fixe de la rejoindre : sa résolution était inexorable. A maintes reprises il en avertit son entourage et deux jours avant sa mort il disait : ce sera pour après-demain.

Prières, larmes, supplications, rien n'y fit.

Ses affaires en ordre, son testament rédigé, il partit un matin pour Ixelles, trompant la vigilance de ses amis ; et, là, tout contre la tombe de Marguerite, il prononça l'Eli, Eli, lama Sabactani du Christ et disparut de cette vie sans amertume, sans rancune, sans regrets, pardonnant à tous ceux qui l'avaient offensé, ne voyant plus que dans la Mort, le durable, le seul, l'éternel repos.

Et maintenant, paix à ses cendres !

Que ceux qui n'ont jamais failli lui jettent la première pierre.

L'histoire dira que l'armure qu'il portait n'allait pas à sa taille, soit : au point de vue politique ; mais, nos descendants seront persuadés que le général Boulanger était un patriote ardent, un républicain sincère, un soldat éprouvé.

Les événements l'ont porté au pinacle, la popularité en a fait son idole passagère, les succès l'ont grisé, lui ont fait croire au bien alors qu'il aurait dû voir le mal partout et se défier des humains ; le torrent politique l'a emporté, l'a roulé, l'a brisé : les Judas et les hommes d'argent ont fait le reste.

Pour nous, Boulanger restera une des nombreuses victimes de l'Orléanisme, qui n'a reculé devant aucun moyen pour l'accaparer, pour s'en servir, avec l'intention bien arrêtée de le rejeter ensuite comme une vieille loque usée et défraîchie.

Alors que les Ponce Pilate opportunistes se lavaient les mains, Orléans criait : « délivrez Barabas, crucifiez Boulanger » ! Ce crime s'inscrira à l'actif des partisans de Philippe VII et de leurs agents auprès du Général.

L'avenir et le peuple se chargeront de venger la mémoire du malheureux soldat : la revanche du mort a déjà commencé.

Paris, février 1893.

XVI

ANNEXE

Le cahier électoral de Dillon

Nous donnons ici, et c'est la première fois qu'on le publie, le fameux cahier *électoral* de M. le comte Dillon, avec les noms de tous les candidats agréés, soit qu'ils appartinssent au parti national proprement dit, soit qu'ils eussent reçu l'investiture conservatrice; cette copie est textuelle.

Beaucoup de noms avaient été rayés, et

remplacés par d'autres, parfois rétablis à nouveau, en dernier lieu. Pour bien indiquer les radiations successives et les candidatures définitives nous faisons précéder d'une astérisque les noms qui sont rayés sur le cahier.

L'original contient encore une colonne portant les noms des candidats du Gouvernement, nous ne jugeons pas utile de la reproduire.

Il est bon d'ajouter aussi que certains noms que nous portons comme définitivement maintenus ont été remplacés au dernier moment pour raisons particulières, car le cahier électoral a été, tel qu'il est, rédigé en juillet et août 1889 ; c'est à titre de curiosité rétrospective que nous le reproduisons ici.

Les notes prises dans la colonne « observations » sont écrites de la main même de M. Dillon.

CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR (1)	OBSERVATIONS
Alger 1re	Blosselle.	
2e	Broussais.	
	* De Billing.	
Oran 1re	Prestat du Figaro.	
	* De Billing.	
2e	Leglay.	
	* De Billing.	
	* Général de Pitré.	
Constantine. 1re	* Andrieux.	
2e	De Billing.	Drumont (?) à soutenir.
Ain. Belley	De Chanteau.	
Ain. Gex	Girod de l'Ain (père).	
	* Pradon.	
Ain. Trévoux . . .	Chalendon.	
	* De Monicault.	
	* Germain.	
Ain. Nantua. . . .	Pendrié.	
	* Girod de l'Ain (fils).	
Ain. Bourg . . 1re	Tissot.	Trouver un boulangiste pur à la place de Tissot.
2e	Vte de Balorre.	
Aisne. Chât.-Thierry	De Mandat-Grancey.	
Aisne. Soissons . . .	Salançon.	
	* De Violaine.	
Aisne. Laon . . . 1re	Castelin.	
	* De Grilleau.	Conférence 21 juillet à Tergnier, E. Roche, Turquet, Castelin).
2e	De Grilleau.	

(1) Sur le cahier existent deux colonnes, une pour le parti national, l'autre pour le parti conservateur. Nous avons réuni en une seule pour simplifier : les candidats étant agréés de Dillon dans l'un et l'autre parti.

	CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Aisne.	St-Quentin 1re	Dumonteil.	
		*Turquet.	
		*Tezenas.	
		*Mermeix	
	2e	Desjardins.	
	Vervins. . 1re	Godelle	
	2e	Cafarelli.	
		*Turquet.	
		*Fourcy la Rue	
Allier.	Gannat. . . .	Des Horts.	Accord.
		Farjas.	
	La Palisse . .	Gauttenoire.	Anc. s.-préfet de l'Allier
		*Forjas.	
		*Desmaroux de Gaulmin.	
	Montluçon 1re	Martenot.	
		*Farjas.	
		*Theurault.	
	2e	Theurault.	
		*Dr Mony-Fayolle.	
		*Monange.	
	Moulins. 1re	De Las Cazes.	
	2e	De Chevriers	
		*Corne.	Conseiller général.
		*Méplain.	?
		*De Tracy.	?
Basses-Alpes.	Barcelonnette	Liévard.	
		*Urbain Guérin.	
		*Liotard.	Par Andrieux.
	Castellane . .	De Colleville.	
	Forcalquier .	Doumerc.	
		*De Selve.	
		*Andrieux.	
		*De Selve.	
	Sisteron . . .	Suquet.	
	Digne	Proal.	

CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR.	OBSERVATIONS
Htes-Alpes. Briançon. . .	* Chancel.	?
	Chancel.	Industriel.
Embrun . . .	* Bouchié-Bell.	
Gap	* De Ferry.	
	* Duchêne.	
Alpes-Maritimes. Grasse	Paulet.	
	* Clovis-Hugues.	
	* Bruyère-Dellaurier.	
	* Semeric.	
Puget-Thén.	E. Olivier.	* Raiberty * Auffray.
	* Dr David.	
	* Abeille (frères).	
Nice . . . 1re	Raiberti.	
	* Malausséna.	
2e	?	
Ardèche. Largentière. .	Blachère.	
	* Chevreau (Henri).	
Privas . . 1re	Jehan.	Conférence.
	* Laur.	
	* H. Chevreau.	
2e	Mis de Bernis.	
Tournon. 1re	Morin-Latour.	
2e	De Montgolfier.	
Ardennes. Mézières . . .	De Vignacourt.	
	* Richer.	
Rethel	Ternaux-Compans.	
Rocroy. . . .	De Perrol.	
	* Barrachin.	
Sedan . . 1re	De Montagnac.	
2e	Ladoucette.	
Ariège. Foix	De Narbonne-Lara.	
Pamiers . . .	Acloque.	

	CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Ariège.	St-Girons. . .	De Bellissen.	
		Vte Begouen.	Soutenu par Véron.
		* Véron.	Conseiller Général.
Aube.	Arcis-s.-Aube	Piot.	Avocat, ancien député.
	Bar-s.-Seine.	De Fontenay.	45 0/0.
	Nogent-s.-S. .	Charonat.	Charonat à soutenir pour faire le jeu par Maurice Toutin.
		* De Fontenay.	
		* De Bange.	
	Troyes . . . 1re	Menuelle.	
		* Conil.	
		* Thézenas.	
	2e	Baron J. Legoux.	
Aude.	Carcass. 1re	Jourdanne.	
		Castel.	
	2e	Théron.	
		* Charlus.	
	Narbonne 1re	Thil.	(Ferroul à ne pas combattre).
		* Rivière.	
		* Peyrusse.	
	2e	Boutet.	Mission Vergoin-Lenglé.
		* Lenglé.	
		* Heynac.	
		* Kérouast.	
		* Peyrusse.	
	Castelnaud. .	Mis de Lordat.	
	Limoux . . .	Fondi de Niort	
Aveyron.	Espalion. . .	De Benoit.	
	St-Affrique. .	Barascud.	
	Millau	Vernhette.	
		* Colonel Massol.	
	Rodez . . . 1re	De Montéty.	
	2e	Roques.	
		* Pradier.	

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Aveyron	Villefranc.	1re	Cibiel.	
			Gastambide.	
			*Cabrol.	(Decazeville).
	Belfort. . . .		Vieillard-Migeon.	
Bouches-du-Rhône.	Aix. . . .	1re	De Céranon.	
			*Eyriès.	
		2e	Lombard.	
			*Hornbostel.	
			*Dubosq. *De la Porte.	
			*Thurrel.	
	Marseille.	1re	Théophile Fabre.	
		2e	Resch.	Conseiller Général.
		3e	Le Mée.	Conseiller Général.
			*Th. Fabre.	
			*Nèble.	
		4e	*Chevillon.	
			*Dubosq.	
			*Hornbostel.	
		5e	Bouisson.	
			*Henri Place.	
	Arles.		Chauffard.	
Calvados.	Bayeux. . . .		Bon Gérard.	
	Falaise. . . .		Paulmier	
	Lisieux. . . .		Colbert-Laplace.	
	Pont-l'Evêq. .		Lefort.	Adjoint au maire.
			Conrad de Witt.	
	Vire		Delafosse.	
	Caen . . .	1re	Desloges.	
			*Engerand.	
		2e	De Cornulier.	
Cantal.	Aurillac . . .		Jos. de Parieu.	
			*Jalenques.	
	Mauriac . .		Ch. Silvy.	Soutenu par Escourbassiès.
	Murat		De Castellane.	
	St-Flour . . .		Amagat.	

	CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Charente.	Angoulêm. 1re	La Roche-Joubert.	
	2e	* Deroulède.	
		* Gélibert des Séguins.	
	Barbezieux. .	Arnous.	
	Cognac . . .	Cunéo d'Ornano.	
		* Gélibert des Séguins.	
	Confolens . .	Gélibert des Séguins.	
		* Boreau-Lajanadie.	
	Ruffec	De Champvallier.	
Charente-Infér.	Jonzac	Echassériaux.	
	Marennes. . .	Duport.	
	Rochefort . .	Georges Roche.	
	La Rochelle. .	De Beaussant-Gratcap.	
	St-Jean-d'An.	Roy de Lonlay.	
	Saintes. . 1re	G. Dufaure.	(fils de l'ex-ministre).
	2e	Jolibois.	
Cher.	Bourges. . 1re	Prince d'Arenberg.	
	2e	Tourangin.	
		* Mellot.	
		* Pepin de Halleur.	
		* Aubertot	
	St-Amand. 1re	Legaud.	
		* Mellot.	
		* Mis de Mortemart.	
	2e	De Montsaulnin.	
		* De Montsaulnin.	
	Sancerre . . .	De Vogué.	
		* Mellot.	
Corrèze.	Brives. . . 1re	Jouvenel.	
		* Millevoye.	
		* Lapayre.	
	2e	Boutin.	

CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Corrèze.	Brives . . . 2e	*Vitrat.	
		*De Jouvenel.	
	Tulle (sud) 1re	Borie.	
	(nord) 2e	Vacher.	
	Ussel. . . .	De Selve de Sarran.	Conseiller général.
		*Bayle,	id. maire.
		*De Bruyat.	Se retire pour le Général.
Corse.	Ajaccio. . . .	Cte Multedo.	
		Cte Pozzo di Borgo.	
	Bastia	Léandri.	
		Gavini.	
		Astima.	
	Calvi.	Mis de Villeneuve.	
		*Palanque de Champeaux	
	Corte.	Vanucci.	
		*Montera.	
	Sartène . . .	Rocca-Serra.	
		Abbattucci	
Côte-d'Or.	Beaune . . 1re	Delimoges.	
		*Antonin Bouchard.	
		*Coste.	
		*Latour.	Marchand de vins.
	2e	Coste.	
		*Delimoges.	
	Châtil.-s-S. 1re	Darcy.	Anc. mait. des requêtes.
	Dijon. . . 1re	Toussaint.	
	2e	Lejéas.	
		*Gudin.	
	Semur	Benoit.	
Côtes-du-N.	Dinan. . . 1re	De Largentaye.	
	2e	Larère.	
	Guingamp. 1re	De Boisboissel.	
	2e	De Goyon.	
	Lannion. . 1re	Le Provost de Launay.	

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Côtes-d-N.	Lannion.	2e	De Kergariou.	
	St-Brieuc.	1re	* Garnier-Bodelére.	Voir s'il y a confusion de circonscription.
		2e	Vte de Lanoire.	
	Loudéac . . .		Le Cerf.	
Creuse.	Aubusson.	1re	Dr Cazé.	
			* Sallandrouze.	
		2e	Jorand.	M anufacturie
	Bourganeuf.		Champeaux.	
			De Royer.	
			* Paquet. * Fern. Martin.	Avoué à Bourges.
	Boussac . . .		De Verdal.	
			* Lezaud.	
	Guéret. . . .		Lacôte.	à sonder?
Dordogne.	Bergerac.	1re	De Lapanouze.	
		2e	Thirion-Montauban.	
			* Mis de Valette.	
	Nontron . . .		Ribeyrol.	
			* Sarlande.	
			* Rejou.	
			* Theulier.	
	Périgueux	1re	Maréchal.	
		2e	De Loqueyssie-Meilhodon *	63 ans (!).
			* E. Gay (?).	
	Ribérac. . . .		Fourtou.	
			* Lanauve.	
	Sarlat. . .	1re	De Bosredon.	
		2e	Taillefer.	
Doubs.	Baume-les-D.		Estignard.	Lutte.
			Moustier.	
	Montbéliard .		Chabrier.	
			Nicolas Kœchlin.	Seconder K. par un républic. révisionniste.
	Pontarlier . .		Maggiolo.	
	Besançon.	1re	Aurio.	A soutenir.
			* Bretillot.	

	CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Doubs	Besançon. 2e	Louis Milcent.	Très distingué. Ex-aud. au Conseil d'État.
		*De Vezet.	
Drôme.	Die.	Delamarre.	Ingénieur.
		*De Courcelles.	
	Nyons	D'Aulan.	
		*Verdet fils.	
	Montélimar. .	Guinet.	
		*Berauges.	
		*Verdet fils.	
	Valence. . 1re	*Pontchalon.	Terrain radical.
		*Imbert.	
		*Des Granges.	
	2e	Lacour.	
		*Monnier de la Sizeranne.	
Eure.	Les Andelys.	Louis Passy.	
	Bernay. . . .	Fouquet.	
	Evreux. . 1re	Arthur Meyer.	
		*Comte de Chévrier.	
		*Arthur Meyer.	
		*Dubosq.	
	2	Olry.	
		*De Barret.	
	Louviers. . .	Sevaistre.	
	Pont-Audem.	Gauthier de Laferrière.	
Eure-et-Loire.	Chartres . 1re	Willenich.	
		*Bouisson	(de l'Intransigeant).
	2e	Chabrillat.	
		*De Saint-Laumer.	
	Châteaudun.	Penelle.	
		*Renault.	Maire.
	Dreux	Louis Liévin.	
		*Montgomery.	
	Nogent-le-R.	Félix Dunal.	(de l'Autorité).
		*Ferdinand Dugué.	
		*Fardouët.	

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Finistère.	Brest. . .	1re	Chevillotte.	A soutenir.
		2e	Boucher.	
			*Freppel.	
			*Lautier.	
	Châteaulin	1re	De Legge.	
		2e	De Saisy.	
	Morlaix. .	1re	De Kersauzon.	
		2e	De Kermenguy.	
	Quimper.	1re	Beaume.	Très populaire.
			De Grilleau.	
			*Derrieu.	
			*Chamorillard.	
			*Roussin.	
		2e	Derrieu.	
			*De Saint-Luc.	
	Quimperlé. .		Léon Lorois.	
Gard.	Alais . . .	1re	Rolland.	
			*Gardiez.	Avocat. Protestant.
		2e	De Ramel.	
	Nîmes. . .	1re	Comte de Bernis.	Bon candidat(Numa Gilly; à ne pas combattre).
		2e	Montégut.	
			*Allemand.	2e adjoint.
			*Guizot.	
			*Emile Perrier.	(Vacher).
	Uzès.		Pieyre.	
			*Veuland.	A soutenir.
	Le Vigan . .		Clausel (de Saint-Martin Valognes).	
Haute-Gar.	Muret		Niel.	
	St-Gaudens	1re	Piou.	
		2e	De Lassus.	
	Toulouse.	1re	De Suzini.	
			*Lenglé.	

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Hte-Gar.	Toulouse.	1re	* Le Général.	
		2e	Oldekop.	Ancien député bonapartiste-boulangiste.
		3e	Duborel.	
	Villefranche.		Jaffary.	
Gers.	Auch.		Peyrusse.	
	Condom . . .		Daynaud.	
	Lectoure. . .		Delpech.	
	Lombez . . .		Fauré.	
	Mirande . . .		P. de Cassagnac.	
Gironde.	Bazas		Mis de Lur-Saluces.	
	Blaye		Dr Froin.	
	Lesparre. . .		Peyrecane.	Ancien avocat-général.
	La Réole. . .		Robert Mitchell.	
	Libourne.	1re	Brisson.	
			* Saint-Martin.	
		2e	Troplong.	
	Bordeaux.	1re	Chiché.	
			* Ferret.	
		2e	Aimel.	
			* Laporte (Michel).	
		3e	Jourde.	
		4e	De Sonneville-Princeteau	
			* Le Général.	
			* Laguerre.	
		5e	De Carayon-Latour.	
			De la Chassagne.	
Hérault.	Béziers. . .	1re	* De Suzini.	
			* Vittini.	
			* Le Général.	
			* Belleville.	
			* Laisant.	
		2e	De Puységur.	Condamné à 1 mois de prison pour les élections générales.
	Montpell.	1re	Blanchet.	
			* Marès.	
			De Saint-Auban.	Avocat de Numa Gilly.

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Hérault.	Lodève. . . .		Puthaud.	
			Leroy-Beaulieu.	
			* Saerz.	
	St-Pons. . . .		André Reille.	
Ille-et-Vilaine.	Fougères. . .		Boullay.	
			Des Hays.	
			* Le Herissé.	
	Montfort. . .		Porteu.	
			* Jugnet.	
	Redon. . . .		* Dr Roux.	
			* Emile Abeille.	
	Vitré.		Legonidec de Traissan.	
	Rennes. .	1re	Le Hérissé.	
			* Le Bastard.	
		2e	Pierre Carron.	
			* Binard.	
	St-Malo. .	1re	Gibert, — Le Jolif, — La Chambre.	
		2e	De Lorgeril.	
			* Surcouf.	Ne saurait exister comme candidat.
Indre.	Leblanc . . .		Benazet.	
	Châteaur.	1re	Lejeune.	
		2e	Charlemagne.	
			* Denzy.	
			* Les deux frères Dufour.	
	La Châtre . .		De Saint-Martin.	
	Issoudun. . .		De Bonneval.	Apaiser d'Aussigny.
			* Lecomte.	
Indre-et-Loire.	Chinon. . . .		Delahaye.	
	Loches. . . .		Muller.	anc. bonap. } Accord nécessaire.
			Breton.	av. c. Wilson }
			* De Marsay.	
	Tours		Du Saussay.	
			* Mame.	
		2e	Laurenceau.	
			* De la Rue du Camp.	

	CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Isère.	Grenoble. 1re	*Merseron-Vicat.	
	2e	Brousseau.	
	3e	»	
	St-Marcellin.	*Chatin.	
	La Tour-du-Pin . . 1re	*Vernet.	
	2e	*Patricot.	
	Vienne . . 1re	»	Voir Georges Roche.
	2e	Eugène Jourdan.	
Jura.	Dôle.	Picot d'Aligny.	
	Lons-le-Saulnier. . . .	Villevert.	
		Général Charmeron.	?
		*Buffenoir.	
	Poligny . .	Bonnet.	
	St-Claude. . .	Bonneville.	Conseiller Général, professeur de droit à Dijon.
Landes.	Dax . . . 1re	Dr Albini Gieure.	
		*Ravignan.	
	2e	Boulard.	
	Mont-de-Marsan. . . 1re	De Guilloutet.	
	2e	Comte Léon.	
		Lambert Sainte-Croix.	
	St-Sever. . .	De Gavardie.	
Loir-et-Cher.	Blois . . . 1re	Abadie.	
		*Laurenceau.	
		*Couteau.	
		*Pierre de Vallée.	
	2e	Pierre de Vallée.	Lemaire. distill. à Blois, offre concours, ses voitures, son personnel pour combattre Tassin.
		*Albert Bataille.	
		*Royer.	Avocat royaliste
		*Douchement.	Bonapartiste.
	Romorantin.	De Beauchêne.	Royaliste intransigeant.
		*Durand.	Conseiller Général, ancien magistrat
	Vendôme. . .	De Passesse.	
		Garnier.	Conseiller Général.

CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Loire.	Montbrison 1re	Bouchetal-Laroche.	
	2e	Du Chevalard.	
	Roanne. . 1re	Charbonnier.	
		*Chassin de la Place.	
		*Gabriel Vadon.	
	2e	Bouiller.	
	St-Etienne 1re	France-Bertrand.	A faire appuyer par Dugué.
		*Laur.	
	2e	V. Gay.	Gay serait battu. Faudrait pas battre Dorian un candidat socialiste du crû Colombet, avocat, Conseiller Général.
	3e	Ch. Heyrand.	
Haute-Loire.	Brioude . . .	Romeuf.	
		* De Ferry	Ancien sous-préfet.
		* Bruwyre-Dellaurier.	
	Yssingeaux. .	Malartre.	
	Le Puy. . 1re	De la Batie.	
	2e	De Kergorlay.	
Loire-Inférieure.	Ancenis . . .	De la Ferronnays.	
	Châteaubr.	De la Noüe-Billault.	
	Paimbœuf. .	De Juigné.	
	Nantes. . 1re	Brunetière.	
		*Vivier.	
	2e	Martin.	
		* Le Cour.	
	3e	Gaudin.	
		* Cazenove.	
	St-Nazaire 1re	Briand.	
		*Anthime Ménard.	
	2e	Amaury Simon.	
		De Lareinty.	
		La Rochette.	
Loiret.	Gien.	* Loreau.	
	Montargis . .	René de Maulde.	
		Cornu.	
		* Lucas.	

CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Loiret. Pithiviers . .	Brière.	
Orléans. . 1re	Julien Dumas.	
2e	O'Mæhoni.	
	Baron Gourgaud.	
Lot. Cahors . . 1re	Murat.	
2e	De Valon.	
Figeac	Lamberterie.	A soutenir.
Gourdon. . .	Baron Dufour.	A soutenir.
Lot-et-Garonne. Agen.	De Lassalle.	
	De Grousson.	
Marmande. .	Lefebvre.	
Nérac	De Witt.	A soutenir.
Villeneuve-s.-Lot.	Sarrette.	
Lozère. Florac	Gauger.	
	* Granet.	
Marvejols . .	Grousset.	
Mende. . . .	De Colombet.	
Maine-et-Loire. Angers. . 1re	Fairé.	
2e	De Soland.	
Beaugé. . .	Combier.	
	* Merlet.	
	* Lacretelle.	
Cholet . . 1re	Comte de Maillé.	
2e	Vte de Labourdonnaye.	
Saumur . . .	Berger.	Comité des douze, à appuyer.
	* Combier.	
Segré	Comte de Terves.	
Manche. Avranches. .	Bouvatier.	
	* Noël.	
	* D'Avenel.	
Cherbourg. .	Liais.	

	CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Manche.	Mortain . . .	Arthur Legrand.	
		*Gaudin de Vilaine.	
		*Legrand (Arthur).	
	St-Lô.	Rauline.	
	Valognes. . .	Du Ménildot.	
	Coutances 1re	Chevalier.	
	2e	De la Martinière.	
Marne.	Châlons-s.-M.	Ponsard.	
	Epernay. . .	Mérandet.	
	Reims. . . 1re	Galli.	
		*Viardot.	
		*Galli.	
		*Bœuf.	
	2e	Emile Abeille.	
	Se-Menehould	Sénart.	
	Vitry-le-Fr. .	Morillot.	
Hte-Marne	Chaumont. .	Comte de Rouvre.	
	Langres . . .	Du Breuil de St-Germain	
	Vassy	Lebert.	
		*Steenackers.	
Mayenne.	Château-G. .	Barrouille.	
	Laval . . .1re	Bretonnière.	
		*Mis de Vaujuas.	
		*D'Elva.	
		*Bretonnière.	
	2e	Robert.	
		De Plazanet.	
	Mayenne. 1re	Chaulin-Servinière.	Maire de Mayenne.
		*Bigot.	
	2e	Leblant.	

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Meurthe-et-Moselle	Briey		»	
	Toul.		Aubry.	
			* Jombois.	
	Lunéville. . .		Paul Michaut.	Docteur de Baccara.
	Nancy . .	1re	Gabriel.	
			* Paul Michaut.	
		2e	Welche.	
		3e	Maurice Barrès.	
Meuse.	Bar-le-Duc. .		Salcron.	
	Commercy. .		Gérardin.	
	Montmédy. .		D'Egremont.	
	Verdun. . . .		Dessaffy.	
			* De Benoit.	
Morbihan.	Lorient. .	1re	Dillon.	
		2e	De la Marzelle.	
			* De la Marzelle.	
	Ploërmel. . .		Prince de Léon.	
	Pontivy. .	1re	Comte Lanjuinais.	
		2e	Comte de Mun.	
	Vannes. .	1re	Du Bodan.	
		2e	Lorois.	
Nièvre.	Château-Ch. .		D'Espeuilles.	
	Clamecy. . .		* Le Pelletier d'Aulnay.	
			Jaluzot.	
	Cosne . . .		De Bourgoing.	
	Nevers. .	1re	Laporte.	
		2e	Turigny.	
Nord.	Avesnes .	1re	Lefèvre-Portalis.	
		2e	Fernand Turcos.	
			* Boittiaux.	
		3e	Duminil.	Avocat à Paris.
	Cambray.	1re	Comte de Martimprey.	
		2e	Dejardin-Werkinder.	

CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Nord (Suite).	Douai . . 1re	Maurice (Léon).	
	2e	Morel.	
	Dunkerq. 1re	Lalou.	
		* Prestat.	
	2e	Bergerot.	
	Hazebrouk 1re	Général de Frescheville.	
	2e	Plichon.	
	Lille . . . 1re	* Albert Dareau.	
		* Kœchlin.	
	2e	Lestiboudois.	
		* Lestiboudois.	
	3e	Le Gavrian.	
	4e	Des Rotours.	
	5e	De Backer.	
	6e	René Baudon.	
		* Jonglez.	Se présente-t-il?
	7e	De Montalembert.	
		* Leroy.	
	Valencien. 1re	Renard.	
	2e	De Carpentier.	
		* Lenglé.	
		* Poignant.	
	3e	Thellier de Poncheville.	
Oise.	Bauvais. . 1re	Alb. Duchesne.	
		* Duc de Mouchy.	
	2e	Léon Chevreau.	
	Clermont. . .	De Chatenay.	Ecrire pr de Châtenay.
		* De Luçay-Rochefort.	Très influent anc. cons. d'État.
	Compiègne. .	De l'Aigle.	
	Senlis	Perrot.	
		* Martin.	
		* Turquet, * Doucin.	
Orne.	Alençon . . .	De Levis-Mirepoix.	
	Argentan. . .	Baron de Mackau.	
	Mortagne. . .	Dugué de la Fauconnerie	

	CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Orne.	Domfront. 1re	*Houssin de St-Laurent.	
		*Contades.	
	2e	»	
Pas-de-Calais.	Arras. . . 1re	Sens.	
	2e	Taillandier.	
	Béthune . 1re	De Clercq.	
	2e	Bar.	
		*Dellisse.	
	3e	Hermary.	
	Boulogne. 1re	Achille Adam.	
		Lefrançois.	
		*Bouard.	
	2e	Georgi.	
		*Desmysthère.	
		*Bouard.	
	St-Omer. 1re	Lefèvre du Prey.	
	2e	Levert.	
	Montreuil . .	*De l'Homel fils.	??
		*Rosamel.	
		*Georgi.	
	St-Pol	Dellisse.	
		Mis de Partz	
Puy-de-Dôme.	Ambert. . . .	Farjon.	Cons. gén. de Viverols.
		*Baron de Nervo.	
	Clermont. 1re	Sicart.	
		*Dr Gagnon.	
	2e	Mège.	
	Riom. . . 1re	De Bar.	
	2e	De Morny.	On demande un candid.
		*Marius Martin.	social. pr faire le jeu
	Thiers	Chevassu.	c. Gomot et Laville.
		*Chassaigne-Goyon.	
		*De Barante.	
		*Parfourneau.	
	Issoire. . . .	Burin-Desroziers.	(Ne veut pas se prés.).

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Basses-Pyrénées.	Bayonne.	1re	Laborde-Noguès.	
		2e	Labat.	
	Pau. . . .	1re	De Jouantho.	
			* De Luppé.	
			* Labille.	
		2e	D'Ariste.	
	Mauléon. . .		Etcheverry.	
	Oléron. . . .		Lacaze.	
	Orthez. . . .		Duc de Grammont.	Ecrire à Lorencez pour se présenter.
Htes-Pyrén.	Argelès . . .		Mis de.	
	Bagnères de B.		Feraud.	
	Tarbes. .	1re	* Cazeaux.	
		2e	* Fould.	Se ch. de faire exéc. la sent. de la Hte Cour.
Pyrénées-Orientales.	Céret. . , . .		Vinyes-Reste, Saintal.	Demande un candidat aux conservateurs.
	Perpignan	1re	Taleyrac.	
			* Rochefort.	
		2e	Villarem.	
			* Passama.	Qu'est-ce que Passama?
	Prades. . . .		Blanc.	
			* Armand de Lacour.	Voir G. Roche.
			* Albiot.	
Rhône.	Lyon. . .	1re	Fagot.	Conseiller général.
		2e	Bouchez.	
		3e	F. Ordinaire.	
		4e	Bedin.	
			Clovis-Hugues.	
		5e	Delche.	Ancien canut.
		6e	Thévenet.	Imprim. cons. munic.
			De Jerphanion.	
		7e	Milleron.	Conseiller municipal.
			* Grange de Verrière.	
		8e	»	

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Rhône.	Lyon. . .	9e	»	
	Villefranc.	1re	Sonnery-Martin.	
		2e	La Chize.	
			Emile Duport.	
Haute-Saône.	Gray.		Léon Marquiset.	
	Lure . . .	1re	Galmiche.	
			* De Ramicourt.	
			* De Grammont.	
		2e	Bezançon.	
			* Ricot.	
	Vesoul. . . .		Jourdan.	Anc. cons. de préfecture candidat en 1885.
Saône-et-Loire.	Autun . .	1re	Mac-Mahon.	
		2e	Schneider.	
	Chal.-s.-S.	1re	Pierre Veaux.	
			* Violot.	
			* L'abbé Sauvert.	
		2e	Petiot.	
	Charolles.	1re	Comte de Rambuteau.	
		2e	Colonel de Pontchalon.	A soutenir.
	Louhans. . .		Garnier.	Avocat.
			* Comte de Truchy.	
	Mâcon . .	1re	Médéric Roux.	
			* De Theil.	
		2e	* Pellorce.	
Sarthe.	La Flèche . .		Jamen.	
			De Talhouet.	A appuyer.
			* De Juigné.	
	Mamers. .	1re	Duc de Doudeauville.	
		2e	D'Aillères.	
	Le Mans .	1re	Villefeu.	(Voir Boutié, ouvrier, a refusé être maire, serait nommé).
			Meslay.	
		2e	Galpin.	
	St-Calais. . .		Billière.	
			* Duguey.	

CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Savoie.	Albertville . .	Baron d'Anglays.	
	Chambéry 1re	J. Masse.	Ancien magistrat.
		* Descotter.	
	2e	Thiébaud.	
		* Arminjon.	
		* Ferne de Montjet.	
	Moutiers. . .	Dr Laissus	
	St-Jean-de-M.	Grange.	
Haute-Savoie.	Annecy. . . .	Jean Finas.	Avocat.
		* De Villette.	
	Bonneville. .	Thevenet.	Avocat.
		Bar.	Avocat.
	St-Julien. . .	Dr Mongelas.	
	Thonon . . .	Dr Reynarier.	
		* Benoit de Boygne.	
Seine.	1er Arrond. .	Kœcklin.	
		Turquet.	
		Despatis.	
	2e — . .	»	
	3e — . .	Elie May.	
	4e — 1re	Le Maguet.	
		De Monormel.	
	5e — 1re	Naquet.	
		Laisant.	
	6e — . .	Poignant.	
	7e — . .	Le Hérissé.	
		Denis Cochin.	
	8e — . .	Marius Martin.	
		M. Binder.	
	9e — . .	Andrieux.	
		Georges Berry.	
	10e — . .	Aubeuf.	
		Henri Coulon.	
	11e — . .	Michelin.	

CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Seine (Suite)	12e Arrond. .	Thiessé.	
		Legrandet.	
	13e — 1re	Rochefort.	
		Dr Paulin Méry.	
	14e — 1re	Vergoin.	
		Raoul Joubert.	
	2e	Susini.	
		Fiaux.	
	15e — 1re	Farcy.	
	2e	Laguerre.	
	16e — . .	Laisant.	
		Calla.	
	17e — 1re	Lenglé.	
		Desprez.	
	2e	Richard.	
		Borie.	
		Ernest Roche.	
	18e — . .	Général Boulanger.	
		Saint-Martin.	
		Dayneud.	
	19e — . .	Auffray.	
		Martineau.	
		Guichard.	
		Granger.	
	20e — 1re	Vaillant.	
	2e	Paul Déroulède.	
	St-Denis. . 1re	Revert.	
	2e	Gal Henrion Berthier.	
	3e	Bœuf-Goussot.	
		Laur.	
	4e	Silvy.	
		Boudeau.	
	Sceaux. . 1re	Belleval (de).	Sera soutenu par Millevoye.
	2e	Lamy.	
	3e	Millevoye.	

CIRCONSCRIPTIONS			CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Seine-Inférieure.	Dieppe. .	1re	Laborde Noguès fils.	
		2e	De Quièvremont.	Lipmann.
			* Cantrel.	
			* Lecomte.	
	Rouen . .	1re	Vermont.	
		2e	Hamelin (Elbeuf).	
		3e	De Pommereux.	
			* Comte de Baigneux.	
	Yvetot . .	1re	Clément de Royer.	
			* Malfilâtre.	
		2e	De Montfort.	
	Le Havre.	1re	Gabriel Marchand.	
			* Odinet.	
			* Claude Charvet.	
		2e	* Dubois	
			* Raoul Ancel.	
		3e	Baron Pierrard.	
	Neufchâtel. .		Rasset.	
Seine-et-Marne.	Coulommiers		Nottin.	Notaire.
			Petit.	
			* Josseau.	
	Fontainebl. .		Constant.	Avocat.
			* Prestat.	
	Meaux. . . .		Binder.	
	Melun		Comte de Greffulhe.	
	Provins . . .		Moyre.	
			D'Haussonville.	
Seine-et-Oise.	Corbeil. . . .		* Vergoin.	
			* Bernier.	Écrire pour Bornier, élu conseiller général.
			* Argeliès.	
			* Lecilhard.	
	Etampes. . .		Général Rebillot.	
			* Goupil.	
	Mantes. . . .		* Buneau-Varilla.	

CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Seine-et-Oise	Rambouillet.	Caillat.	
		* Marcel Habert.	
	Pontoise. 1re	* Moyse	
		Ambroise Rendu.	
	2e	Brincard.	
		* Hayem.	
	Versailles. 1re	Hély d'Oissel.	
		* Barré.	
	2e	Gauthier de Clagny.	
		* Vergoin	
	3e	Haussmann.	
Deux-Sèvres.	Bressuire. . .	Mis de la Rochejacquelin	
	Melle.	Aymé de la Chèvrelière.	
	Parthenay . .	Taudière.	
	Niort. . . 1re	G. Richard.	
		* Caillat.	
	2e	Pontois.	
		* Noirot.	
Somme.	Abbeville. 1re	J. Millevoye.	
	2e	De Rainvillers.	
	Amiens. . 1re	Lucien Millevoye.	
		* Tézenas.	
		* Général Boulanger.	
		* De Benoit.	
	2e	Aral Dompierre d'Hornoy	
	Péronne.. 1re	Ségur.	
		Montaudon.	
		* Jolibois.	
		* Descoutures.	Savoir s'il se présente.
	2e	D'Estourmel.	
	Doullens. . .	Blin de Bourdon.	
	Montdidier. .	Descaure.	

CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Tarn.	Albi . . . 1re	Gorsse.	
	2e	De Solage.	
	Castres. . 1re	Abrial.	
	2e	Reille.	
	Gaillac. . . .	Montebello.	Conférence Millevoye.
		* Daguilhon Pujol.	
		* Delbreil.	
	Lavaur. . . .	Pouillé.	
		* Daguilhon Pujol.	
		* Mazas, * Bellomayre.	
Tarn-et-Gar.	Castel-Sarr. .	De Mauvoisin.	Cons. gén., à appuyer.
		* Brunel.	
	Moissac . . .	Trubert.	
	Montaub. 1re	Prax-Paris.	
	2e	Arnoult.	
Var.	Brignoles. . .	Bagarry.	
	Draguignan.	Ballière.	
	Toulon. . 1re	Maïs.	
		* Mermeix.	
	2e	* Grenet de Leydet.	25 ans. Circonscription
		* Rochefort.	» toute
		Boët-Anthelme.	» révisionniste.
Vaucluse.	Apt.	Callier.	
		* Laguerre.	
	Carpentras. .	* Fortunat.	Faire faire le jeu pour Fortunat.
		* Dillon.	
	Orange. . . .	Monier-Vinard.	
		* Cadet-Martrori.	
		* Naquet.	
		* Millet.	
	Avignon . . .	Auchitzki.	
		* Saint-Martin.	

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Vendée.	Fontenay-le-Comte.	1re	Saboureau.	
			Le Roux.	
	La Roche-s.-Yon	1re	Maynard de la Claye.	
			* Godet de la Ribeaullerie.	
			* Paul Bourgeois.	
		2e	Paul Bourgeois.	
	Sabl.-d'Ol.	1re	De la Bassetière.	
		2e	Baudry-d'Asson.	
Vienne.	Châtellerault.		Angel Philippe.	
			* Creuzé.	
	Civray		Serpt.	
	Loudun		* De Soubeyran.	
	Montmorillon		Lecointre.	
	Poitiers	1re	Mousset.	
		2e	* Dupuytren.	
			* Treuil.	
			* Brehard.	
Haute-Vienne.	Bellac		Tardy.	
	Limoges.	1re	Bœuf.	
			* Planteau.	
			* Maës.	
		2e	* Bazire.	
	Rochech.		Léouzon-le-Duc.	
	St-Yrieix.		Saint-Marc-Girardin.	
Vosges.	Epinal	1re	Albert Aubry.	
			* De Pruiner.	Conseiller général.
		2e	De Ravinel.	
			* Houdaille.	
	Mirecourt		André Buffet.	
			* Houdaille.	
	Neufchâteau.		Woillaume.	
			Comte d'Usace.	

	CIRCONSCRIPTIONS		CANDIDATS DU PARTI NATIONAL-CONSERVATEUR	OBSERVATIONS
Vosges.	Remiremont.		* Maurice Flayette.	
	Saint-Dié.	1re	Picot.	
			* Boulanger.	Avocat, talent, fortune.
		2e	Nomecourt.	
			* Houel.	
Yonne.	Auxerre. .	1re	De Normandie.	
		2e	Albert Gigot.	
			* Hanet.	
	Avallon. . . .		Garnier.	Ancien préfet.
	Joigny. . . .		Loup.	
			* Baron Brincart.	Ancien député.
	Sens		De Fontaine.	Accord.
			* Gibert.	
	Tonnerre. . .		Martenot.	Ancien député.
Colonies Françaises.	La Martin.	1re	»	
		2e	»	
	La Guadel.	1re	»	
		2e	»	
	La Réun.	1re	»	
		2e	»	
	Indes franç. .		»	
	Guyane. . . .		»	
	Sénégal. . . .		Mauson.	
	Cochinchine .		Ternisien.	

TABLE

CHAPITRE V

A LONDRES

CHAPITRE VI

A LONDRES (suite)

CHAPITRE VII

A LONDRES (suite)

CHAPITRE VIII

LA RUE GALILÉE

CHAPITRE IX

L'ÉLECTION DE SAINT-DIÉ

CHAPITRE X

L'HISTOIRE DES RÉVOQUÉS.

CHAPITRE XI

LA RUE GALILÉE (suite)

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

LES BONAPARTISTES ET LE BOULANGISME

CHAPITRE XIV

LES FEMMES ET LE GÉNÉRAL BOULANGER

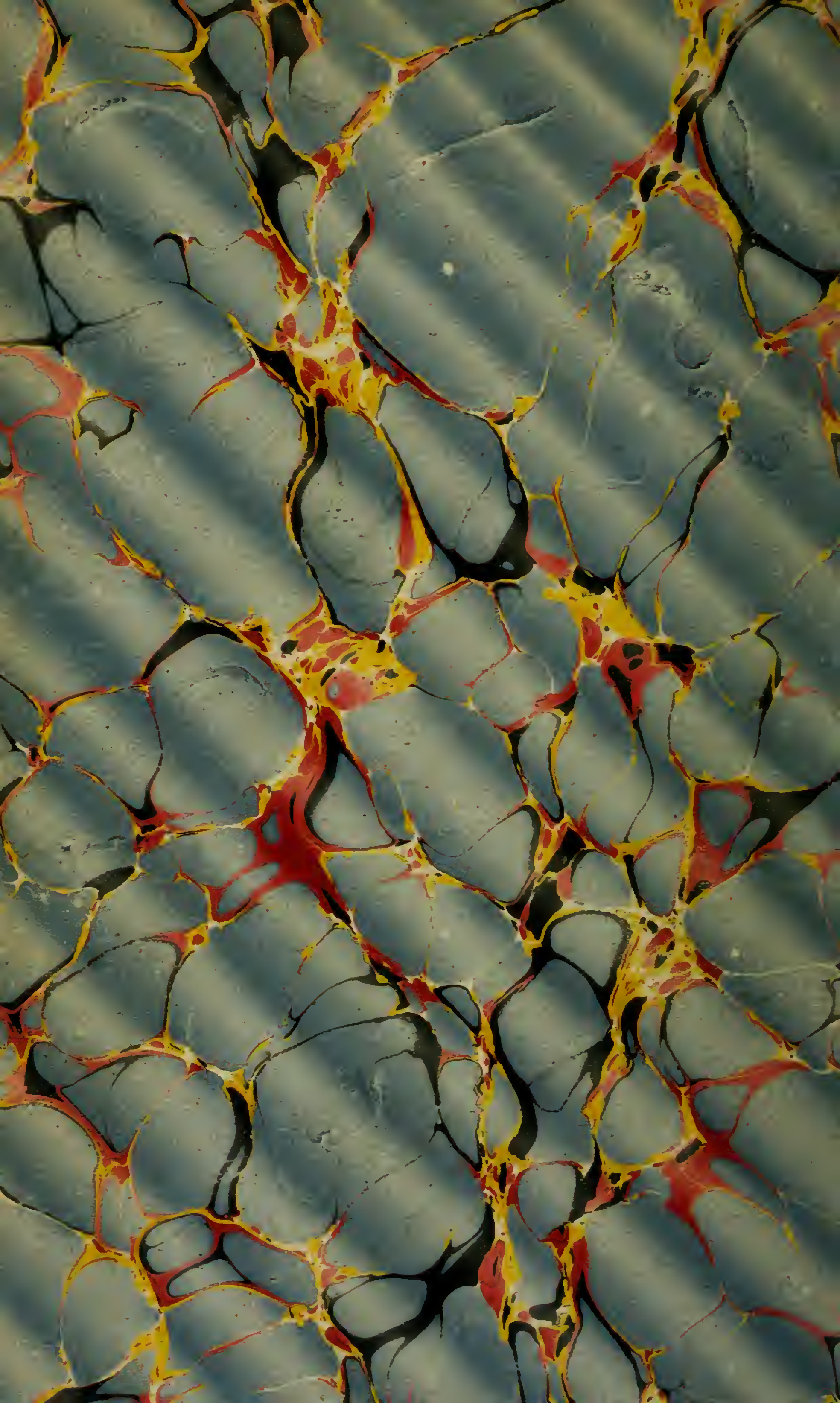
CHAPITRE XV

CONCLUSION

CHAPITRE XVI

ANNEXE

DIJON. — IMP. DARANTIERE, RUE CHABOT-CHARNY.




UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 15 23 04 03 012 9